



HAL
open science

Des revendications environnementales à la modification des systèmes industriels - Tome 1

Christiane Barrier

► **To cite this version:**

Christiane Barrier. Des revendications environnementales à la modification des systèmes industriels - Tome 1. 1987. hal-00952083

HAL Id: hal-00952083

<https://hal.science/hal-00952083>

Submitted on 12 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CENTRE DE RECHERCHE SUR LES
MUTATIONS INDUSTRIELLES ET LES RAPPORTS SOCIAUX
CNAM - CNRS

PIREN
GROUPE DROIT ET ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT
ASP 956 177
RA 508 003

RAPPORT FINAL

DES REVENDICATIONS ENVIRONNEMENTALES
À LA MODIFICATION DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

Directeur scientifique : C. Barrier-Lynn

TOME I

LE CHEMINEMENT VERS L'ESSENCE SANS PLOMB
EN GRANDE-BRETAGNE

Christiane BARRIER-LYNN
AVEC LA COLLABORATION DE JAMES LYNN

Juin 1987

CENTRE DE RECHERCHE SUR LES
MUTATIONS INDUSTRIELLES ET LES RAPPORTS SOCIAUX
CNAM - CNRS

PIREN
GROUPE DROIT ET ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT
ASP 956 177
RA 508 003

RAPPORT FINAL

DES REVENDICATIONS ENVIRONNEMENTALES
À LA MODIFICATION DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

Directeur scientifique : C. Barrier-Lynn

TOME I

LE CHEMINEMENT VERS L'ESSENCE SANS PLOMB
EN GRANDE-BRETAGNE

Christiane BARRIER-LYNN
AVEC LA COLLABORATION DE JAMES LYNN

Juin 1987

REMERCIEMENTS

Je remercie Jacques Theys qui a encouragé l'ensemble de ce travail,

Mr Colin Green, les Pr Cotgrove, Bryce Smith, Mr Stephen Plowden qui m'ont orientée dans le choix des documents,

Mr Nicolon et Roqueplo qui ont accepté plusieurs discussions au cours de l'étude,

Arnaud Comolet qui a dépouillé le dossier technique et économique de la voiture propre.

ERRATUM

Le manuscrit de ce rapport a été en réalité achevé en janvier 1987.

L'histoire fidèle de chaque chose
est le seul but qu'on doive se
proposer d'abord.

Buffon, Histoire Naturelle

L'histoire fidèle de chaque chose
est le seul but qu'on doive se
proposer d'abord.

Buffon, Histoire Naturelle.

INTRODUCTION

Rappel des objectifs de cette recherche

Volet a) faisant l'objet des ^{trois}~~deux~~ tomes présentés
au PIREN :

Reconstituer et interpréter les cheminements
- parfois longs, lents, enchevêtrés et tortueux - par
lesquels certaines formes de contestation environnementale
finissent par déterminer les décisions politiques et
industrielles.

Le suivi et l'interprétation socio-historiques
de tels processus ont été réalisés à propos de deux cas
particuliers qui s'enchaînent l'un à l'autre et ont trouvé
leur "synthèse historique" dans "le compromis de Luxembourg"
du 28 juin 1985, ou le projet de directive devant régler
les émissions des véhicules particuliers à partir de 1988,
1989 et 1992 pour les petites voitures :

- . le cheminement vers l'essence sans plomb en
Grande-Bretagne (1979-1983), avec rappel des
antécédents historiques et culturels du mouve-
ment écologique au Royaume-Uni depuis l'apogée
de l'Empire (règne de Victoria) ;
- . le cheminement vers la décision de mettre au
point des "voitures propres" en R.F.A., précédé
d'un aperçu sur le rapport à la nature dans la
culture allemande avant les deux grandes guerres.

Volet_b) (faisant l'objet d'un contrat séparé venant co-financer celui du PIREN),

Effets attendus du compromis de Luxembourg sur les systèmes automobiles (constructeurs + équipementiers de la dépollution) allemand et français.

L'étude comparative France-Allemagne porte donc très exactement sur les atouts et faiblesses des industries automobiles française et allemande durant le laps de temps qui s'écoule entre la définition de la réglementation (1985) et sa mise en application (1988 à 1992), autrement dit sur les pratiques mises en oeuvre par les industriels pour surmonter des difficultés que dix ans auparavant, ils déclaraient conçues pour les conduire au bord de la faillite.

Il est prévu de communiquer les résultats de cette étude complémentaire au PIREN (bien qu'ils doivent être rédigés en anglais).

Schéma de notre argument général

Deux cas de figures extrêmes caractérisent la portée et les conséquences possibles d'une protestation motivée par des atteintes portées à la santé des êtres humains ou à l'environnement :

. Les atteintes demeurent très localisées, le mouvement de protestation aussi, bien que la réponse politique ou industrielle le demeurent pas moins. Le temps de réaction des autorités est généralement court.

Ce premier cas de figure est illustré par exemple par la collection de monographies sur la pollution industrielle rassemblée par Anne Guérin Henni et Dominique Paty (1).

(1) A. GUERIN-HENNI, Les Pollueurs, Luttés sociales et pollution industrielle, Paris, Seuil, Collection Points, 1980, 383 p.

. Les atteintes sont diffuses et difficilement identifiables, comme c'est notamment le cas pour la pollution atmosphérique. Le temps de réponse des autorités politiques et industrielles s'étale sur de longues années, fait appel à expertise sur expertise scientifique, et met en oeuvre un processus de décision très complexe, des jeux de pression nombreux et contradictoires.

Dans le cas de ce qu'il est devenu banal d'appeler le passage à la voiture propre en Europe, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ont été le théâtre de débats socio-politiques complexes se rapportant à la nocivité du plomb rejeté dans l'atmosphère et aux causes de la mort des forêts.

La France dont l'opinion publique et les autorités n'ont été perturbées ni par la toxicité du plomb, ni par la dévastation des forêts, est néanmoins sujette à ce que l'on peut qualifier de contrecoup économique pour les industries du raffinage, la construction automobile et ses équipementiers, la pétrochimie (éthers, aromatiques), l'agro-alimentaire (éthanol), l'industrie des métaux précieux, la fabrication du plomb tetraéthyle et tetraméthyle (monopole de la multinationale Octel et de ses filiales).

La pollution atmosphérique est, peut-être plus que toute autre, tranfrontière ; les décisions qu'elle suscite, ne le sont pas moins, et peuvent donner lieu à des réglementations internationales (cas des émissions des véhicules réglementées au niveau de la C.E.E.).

Nous avons donc analysé les racines et le développement des protestations contre la pollution par les véhicules, là où celles-ci se sont formalisées et exprimées en Europe : en Angleterre et en R.F.A.

Dans le cadre de ce contrat, l'analyse s'arrête au moment où est intervenue une décision communautaire, le

28 juin 1985 (1) ; l'effet de cette décision sur une industrie (l'industrie automobile) faisant l'objet d'une étude séparée.

Référentiel théorique

La crise écologique est peut-être aussi grave pour cette fin de XX^e siècle que ne le fut la crise sociale au XIX^e. N'ayant pas de contenu immédiatement social ni nécessairement perceptible à l'oeil nu, tous les groupes sociaux et classes sociales ne l'abordent pas en tant que telle ou même, ne la perçoivent pas ou fort inégalement.

Pour bien démarquer le type d'antagonismes sociaux qu'elle peut néanmoins générer çà et là, des conflits simples prenant pour perspective la lutte des classes ou au moins, un ancrage dans une conscience relativement claire d'oppositions entre des intérêts de classes aisés à identifier, nous emprunterons à Dean Schooler le concept de confrontation environnementale et tenterons de le connoter sociologiquement et de le dater (2).

Il demeure que la confrontation environnementale que nous pouvons commencer à déceler à propos des tensions qui se révèlent à l'égard du contrôle de la pollution, par exemple, n'efface en rien les tensions qui perdurent entre capital et travail, qu'elle ne fait que s'y entremêler.

Il est aisé de remarquer que la confrontation

-
- (1) Il n'a pas été possible de cerner l'effet de "contre-coup" sur toutes les industries concernées : raffinage, pétrochimie, agro-alimentaire ... De toute manière, la décision communautaire n'a encore valeur que de projet de directive, le Danemark continuant à s'y opposer, car il la juge trop laxiste. Mais l'attitude du Danemark doit cesser de retarder l'application de la directive après la ratification de l'Acte Unique modifiant l'exigence d'unanimité au sein des réunions du Conseil Européen.
- (2) Dean SCHOOLER, "The Politics of Environment and national development : Basic options and political responses to Environmental Problems". In Kwee & Mullender : Growing against ourselves. The Energy-Environment Tangle, Leiden, A.W. Sijthoff, 1972, 252 p.

environnementale fait irruption :

- à l'intérieur de certains Etats (notamment U.S.A., Europe du Nord, mais elle ne s'y limite pas. Elle s'est manifestée aussi en Sibérie, en Pologne ...) ;
- entre Etats, particulièrement à propos des débats sur les pollutions transfrontières ;
- entre organisations internes à un même Etat (entre ministères, entre différents services d'un même ministère) ;
- entre diverses branches d'activités ; par exemple, elle rend plus difficile l'harmonisation des intérêts des pétroliers, des constructeurs, des agriculteurs ...

La confrontation s'appuyant sur des mouvements de citoyens plus que sur les appareils d'Etat peut dans la période présente, recouvrir au moins dix formes d'organisation, en Europe de l'Ouest, et prendre un très grand nombre d'objets de contestation.

Voir comme première approximation le tableau I et les commentaires répertoriés en Ibis.

La confrontation environnementale apparaît multiforme, ne s'appuyant pas nécessairement sur de lourdes organisations. Elle peut aller de l'expédition rapide et brutale, comme ce fut le cas dans l'affaire du Rainbow Warrior, de "la criminalité écologique" qui fit son apparition il y a ~~deux~~^{trois} ans dans les forêts de l'Etat de Washington, aux pressions patientes, à temps de réponse très long aboutissant à une législation soigneusement préparée, comme cela s'est produit lorsqu'il s'agit de contrôle de la pollution atmosphérique (voir le lent processus partant des premières protestations contre le Smog à Los Angeles et aboutissant au Clean Air Act, ou le processus qui fait l'objet de cette étude, commencé en 1963 et qui n'est pas encore achevé. (La réglementation des émissions

TABLEAU N° 1
 QUELQUES ASPECTS DE LA CONFRONTATION ENVIRONNEMENTALE EN EUROPE (ANGLETERRE, ALLEMAGNE, FRANCE)

(tableau non exhaustif)

Formes d'organisations	Objets de la contestation						
	Technologie	Equipements (usines nouvelles, autoroutes..)	Polluants produits toxiques	Décharges	Chômage lois sociales	Armée	...
1. Expériences alternatives (en Fr. C Tiers Secteur → société duale, marginalisation)							
2. Partis Verts					+	+	
3. Lobbies + scientifiques Associations / → législateurs			+				
4. Comités d'action locaux		+					
5. Synergie { comités ouvriers scientifiques associations de défense syndicats	+		+	+			
6. Ecologisme ouvrier et syndical (français) CFDT, CGT, MNLE (PC)	+		+				
7. Comités de citoyens (Allemagne avant Parti Vert)		+	+				
8. Administrations			+	+			
9. Large % de l'opinion publique (All.)	+		+				
10. "Expédition" (Rainbow Warrior)						+	

Les + signifient que l'on peut mettre une ou plusieurs histoires à la place de chaque signe.

TABLEAU N° Ibis

Formes d'organisation

Exemple 4 (Comités d'action locaux) : - opposition à construction d'usine de stéréate de plomb à Markolsheim
- opposition à construction d'autoroutes
- bruit des aéroports

Exemple 5 (synergie) :
- lutte anti-nucléaire
- collectif Jussieu "Risques et maladies professionnelles"
Dossier Amiante

On peut ajouter un 11ème cas de figure :

- Syndicat local + association locale dans le cas de pollution accidentelles ou continues par l'industrie chimique. Ex. : cas rapportés par Guérin-Henni. Mais il ne s'est produit aucune alliance officielle entre syndicats (fédérations, confédérations) et associations.

Le groupe de pression puissant appuyé par des scientifiques sérieux, semble une forme d'organisation particulièrement efficace dans les cas de lutte pour suppression d'un polluant, mais le processus de décision qu'il déclenche peut être très lent (cf. CLEAR), et à la différence des comités d'action locaux, il s'adresse aux instances politiques de plus haut niveau.

des Diesel, des camions, les problèmes de limitation de vitesse ... ne sont pas encore réglés. Les normes relatives aux petites cylindrées seront revues en 1987, le "cycle européen" doit l'être prochainement, etc...).

Le processus, objet de nos analyses, correspond aux formes d'organisation de la confrontation classées sous les n° 3, 9 et 8 (lobbies + scientifiques, large pourcentage de l'opinion publique, administrations), ayant pour objet une tentative de contrôle d'un nombre limité de polluants.

Le tableau I comportant un grand nombre de cases blanches (il est vrai qu'il ne repose pas sur un recensement de tous les cas historiques de confrontation environnementale), suggère qu'il y a des compatibilités et des incompatibilités entre les formes possibles d'organisation de mouvements écologiques et les objectifs qu'ils se donnent.

Il suggère également qu'il serait souhaitable de pouvoir classer les objets de contestation suivant une méthode de classification automatique.

Hypothèses. La problématique envisagée dans le projet ayant donné lieu à cette étude et qui devait consister à appliquer l'un des modèles dérivés de la théorie des jeux utilisés parfois en sociologie dans l'analyse des conflits sociaux et des négociations, s'est révélée inadaptée aux résultats du dépouillement des documents mentionnés ci-dessous (pas de "bien" à partager, pas d'enjeux communs aux adversaires, pas de règles du jeu communes ...).

Nous avons procédé essentiellement par analyse de documents en nous référant autant que faire s'est pu, aux règles de la méthode historique (bien que la période envisagée soit trop récente pour appartenir à l'histoire selon les canons universitaires, mais l'histoire du temps

présent a heureusement acquis droit de cité).

Soulignons dès l'abord que partisans et opposants à un changement ayant pour origine une contestation à contenu "écologique", peuvent se retrouver à l'intérieur d'une même classe sociale, d'un même parti, d'un même syndicat, d'une même administration ; que les sociologies des classes ou des organisations demeurent inopérantes pour expliquer cette forme de changement.

Ne s'identifiant pas selon la recherche d'un intérêt économique commun, ils s'affrontent plutôt sur le mode dont peuvent s'affronter les systèmes de valeurs, ce qui n'exclut pas toute possibilité de rapport de violence.

Mode d'approche

Notre approche relève donc pour l'essentiel de la méthode historique appliquée à la période récente.

Pour donner un contenu concret à la confrontation environnementale, telle qu'elle s'est manifestée dans le débat sur la voiture propre européenne, nous avons tenté de reconstituer les processus qui relient les découvertes scientifiques aux décisions politiques en passant par les querelles d'experts, les jeux de pression ou d'opinion, les campagnes écologiques ou électorales, et les vaises-hésitations des pouvoirs officiels.

Aucun fond d'archives n'est constitué sur le problème. Pour les parties originales des deux analyses de cas (Angleterre et essence sans plomb, R.F.A. et mort des forêts), nous avons recouru essentiellement aux analyses de presse, complétées, le cas échéant, par le report aux travaux scientifiques qui ont généré le débat, les rapports d'expertise, les ouvrages d'autres chercheurs et quelques interviews et échanges de correspondance avec des chercheurs anglais et allemands.

La presse constitue une source couramment utilisée dans l'histoire du temps présent. Si biaisée qu'elle puisse être par l'idéologie de l'équipe rédactionnelle, elle permet de reconstituer les successions d'événements dans leur ordre chronologique plus fidèlement que ne le ferait une collection d'interviews d'informateurs (1). ^{Le recours aux} informateurs ^{maintes fois} a prouvé que, de bonne foi, il est aisé d'avoir des défaillances de mémoire lorsqu'il s'agit de reconstituer le passé.

Corpus de données analysées

Les corpus utilisés pour l'Angleterre et pour l'Allemagne ne sont pas absolument symétriques.

Toutefois, les deux études comprennent une partie non originale élaborée à partir d'enquêtes déjà réalisées mais utiles à comprendre le contexte et les antécédents des jeux sociaux qui ont conduit à la demande d'essence sans plomb et de "voitures propres" ; une partie originale qui relate ces jeux sociaux.

Pour l'Angleterre

1. La partie non originale repose sur la talentueuse enquête de P. Lowe et J. Goyder, Environmental Groups in Politics, Londres, Allen et Urwin, 1983, menée près de soixante-dix-sept associations environnementalistes, elle nous a permis de reconstituer un historique de l'écologisme anglais depuis l'ère victorienne, et de faire comprendre au public français, du moins nous l'espérons, le fonctionnement du lobby environnemental anglais et ses profondes racines culturelles (2).

(1) L'insuffisance des interviews dans les analyses rétrospectives est bien connue des psycho-sociologues.

(2) Il nous a été demandé à plusieurs reprises d'expliquer l'apathie écologique du public français. Nous ne savons pas faire la preuve du vide, mais nous avons pensé qu'a contrario, nous pouvions exposer les conditions de l'existence d'un mouvement écologique tenace, vigilant et efficace.

Le déroulement du conflit CLEAR-OCTEL, par exemple, s'en trouve mieux éclairé.

2. La partie originale provient pour l'essentiel d'un dépouillement systématique de The Times de 1978 à 1985

The Times est le quotidien anglais à la fois le plus ancien et le plus lu à l'heure actuelle. Son tirage atteint

Les analyses issues de ce dépouillement ont été confrontées et corroborées par celles de deux ouvrages-clefs :

- le 9° Rapport de la Commission Royale sur la Pollution de l'environnement : Lead in the Environment, Londres, HMSO, 1983 ;
- et Des^WWilson, The lead Scandal. The fight to save children from damage by lead in petrol, Londres, Edimburgh, Melbourne, Auckland, Hong-Kong, Singapour, Kuala Lumpur, New Delhi, Ibadan, Nairobi, Johannesburg, Heinemann Educationnal Books, 1983.

Des^WWilson fut le leader de la seconde phase du combat pour l'essence sans plomb en Angleterre. Il fait oeuvre de vulgarisateur, et surtout apporte beaucoup de détails vivants sur les protagonistes de ce débat.

Des références plus complètes sont données dans la bibliographie qui figure à la fin du rapport.

Pour l'Allemagne

La partie non originale mais utile également à la compréhension du contraste France-Allemagne : ^{Charité J et} "~~Rappel de quelques spécificités allemandes~~", provient de divers travaux de spécialistes français de l'Allemagne contemporaine. Ils sont cités en référence.

Amère 4

La partie originale repose sur une analyse exhaustive de deux hebdomadaires allemands, tous deux de Hambourg :

- Der Spiegel, 1969, juin 1985
 - Die Zeit, 1er janvier 1980, 30 décembre 1985
- complétée par quelques documents officiels.

"Le plus influent des hebdomadaires du début de semaine est sans conteste Der Spiegel (995.000 exemplaires)

"... le Spiegel est vraiment le journal des grands scandales politiques et des révélations qui font trembler l'Etat et les gouvernements sur leurs assises. On peut parler d'une véritable institution crainte et respectée. Ses rédacteurs ont les moyens, les compétences et le temps pour des recherches et des enquêtes aux conclusions d'autant plus dérangeantes qu'elles sont généralement incontestables au niveau des faits. Il n'est donc pas exagéré de dire que sans Der Spiegel, la vie politique allemande et même l'évolution des moeurs n'auraient pas été ce qu'elles ont été en R.F.A. durant les trois dernières décennies ...

Beaucoup plus sérieux sur le fond et la forme, Die Zeit est certainement l'hebdomadaire le plus élitiste de la R.F.A. Ce qui se traduit par un tirage plus modeste de 380.000 exemplaires. D'inspiration libérale, mais ayant su être sensible aux différents "airs du temps" depuis trente ans, Die Zeit possède une remarquable qualité rédactionnelle autant dans ses pages politiques que culturelles. Les grandes questions de société qui secouent la R.F.A. sont analysées sur de nombreuses pages de façon "scientifique" et "exhaustive" ... (1).

"En R.F.A., il y a indéniablement harmonie entre l'opinion, la presse et la T.V., avec un phénomène de réciprocité dans l'excitation et l'amplification des phénomènes et processus politiques" (2).

(1) Michel MEYER, "Presse et radio-télévision", in Les Allemands sans miracle, ouvrage publié sous la direction de Gérard SANDOZ, Paris, Armand Colin, 1983, 287 p.

(2) Ibidem.

Une analyse de presse, cela veut dire un manque de détails pour réaliser par exemple, l'analyse d'un processus de décision politique, dans la tradition de la sociologie de la décision française. Mais ce n'est pas un hasard si les études de décisions politiques conduites aux U.S.A. ne se différencient pratiquement pas de celles des processus historiques. Que faire lorsqu'il y a tant d'acteurs qu'il est impossible de tout savoir sur "le jeu" de chacun ? Le degré élevé de formalisation atteint par certaines études françaises, en ce domaine, celles de Lucien Sfez, par exemple, se sont rapportées à des micro-décisions. Celles d'Haroun Jamous non moins notoires, ne sont pas formalisées.

Au fil de nos analyses, l'objet principal de l'étude : un processus de décision politique prenant en compte des paramètres environnementaux, a dû s'accompagner d'une tentative de saisies des voies de la confrontation environnementale, qui se profile en Europe en cette fin de siècle, et ce, malgré la crise économique prolongée que nous vivons. Le cas anglais devrait nous aider à comprendre pourquoi elle s'affirme en dépit des difficultés économiques, comment elle remplit le rôle de "déclencheur" d'un processus de décision, sans encore être apte à déterminer la solution politique retenue.

Pour des raisons qui tiennent à la personnalité des collaborateurs qui se sont chargés des analyses de presse, l'analyse du cas allemand s'est voulue plus rigoriste, sinon rigoureuse, au sens universitaire. Elle s'est voulue plus "scientifique" en se centrant plus exclusivement sur la source privilégiée, la presse, que les analyses menées sur le cas anglais; le manque de références à des enquêtes d'origine allemande (1) a donné pour résultats une plus lourde accumulation de faits, mais a soulevé plus de difficultés pour les sélectionner et les interpréter.

(1) Les contraintes de temps et de budget ne permettaient pas non plus de tout faire, il faut le souligner.

CHAPITRE I

PRELABLES

REGARD SUR LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL
BRITANNIQUE

ou

Comment une société peut passer des valeurs d'un John
Ruskin à la campagne CLEAR

Source privilégiée :

Philippe Lowe, Jane Goyder, Environmental groups in Politics,
Londres, Boston, Sydney, George Allen & Unwin, 1983, 208 p.

Tout événement, si minime puisse-t-il paraître, ne prend sa signification sociologique que par un contexte historique et culturel, hors duquel il demeure peu intelligible quand ce n'est pas absurde (1).

L'histoire du passage à l'essence sans plomb en Europe (directive communautaire de mars 85 obligatoirement applicable à partir de 1989) sera rattachée ici à celle de l'écologisme en Grande-Bretagne, aux racines culturelles de celui-ci et à ses rapports avec les mouvements d'idées scientifiques originaux, souvent venus des U.S.A., mais apparemment mieux diffusés dans les pays anglophones que dans les pays très retranchés derrière leur barrière linguistique - ce qui pourrait bien être le cas de la France.

L'histoire culturelle de la Grande-Bretagne semble s'être édifiée par dépôt de sédiments, sans que ne se manifestent très souvent d'après conflits de générations et sans que les conflits idéologiques de classe ne provoquent des cassures aussi brutales qu'ailleurs.

La perte de l'empire colonial, de la domination maritime n'a pas entraîné au XX^e siècle de tourmente intellectuelle et affective analogue à celle qui a secoué l'Allemagne au lendemain du nazisme. Pour que la reconstruction morale de l'Allemagne d'après-guerre devint possible, il a fallu des réactions oedipiennes d'une extrême violence : tuer le père, le grand-père, l'oncle, victimes et complices quand ce n'est pas responsables des crimes nazis ... (2).

L'histoire de l'écologisme en Grande-Bretagne procède plutôt d'un phénomène d'amoncellement calme de générations se succédant et se distinguant, tout en se

(1) C'est ainsi que les campagnes anti-plomb menées dans les pays anglo-saxons apparaissent absurdes à nombre de Français, même de niveau culturel élevé, et même placés à des postes hautement responsables (résultats d'interviews recueillies en France).

(2) ROYAN J., L'Allemagne du changement, Paris, Calmann-Levy, 1983, 234 p., cf. pp. 169-170.

tolérant et sans s'opposer à proprement parler. Phénomène bien différent de la "reconstruction" après la tourmente de la R.F.A.

Les auteurs de Environmental groups in Politics, sur lesquels nous nous appuyons pour l'essentiel de la première partie de cet essai (1) considèrent que l'histoire complète du mouvement environnemental britannique date d'un peu plus d'un siècle, mais ils signalent que différents auteurs ont trouvé des exemples isolés de sentiments de conservation de la nature et des appels prophétiques à la préservation très en avance sur leur temps, dès le Moyen-Age. (cf. - Boulting N. "The law's delays ; conservationist legislation in the British Isles", in The future of the past, J. Fawcett ed. Londres, Thames & Hudson, 1976.
- Harvey J., Conservation of buildings, Londres, John Baker, 1972.
- Nicholson E.M., The environmental revolution, Londres, Hodder and Stoughton, 1970.
- etc...).

Et il est vrai qu'une législation très ancienne tente de s'attaquer aux fumées et à la pollution de l'air : en 1273 fut promulguée une ordonnance interdisant l'usage du charbon à Londres, comme étant "préjudiciable à la santé". En 1306, une proclamation royale interdit l'utilisation du charbon par les artisans dans leurs forges ...

Sous le règne de la Grande Elisabeth, la situation à Londres avait considérablement empiré, et on dit qu'elle-même s'est plainte que la fumée venant des brasseries voisines de son palais, lui causait "de graves déplaisirs", et vers la fin de son règne, l'utilisation du charbon fut interdite à Londres pendant les séances du Parlement (2).

(1) LOWE Philip, GOYDER Jane, Environmental groups in Politics, Londres, Boston, Sydney, Allen & Unwin, 1983, 208 p.

(2) Craig SINCLAIR, in L'Anti-Malthus, Paris, Seuil, 1974, 352 p., cf. p. 302 et suiv. "Courte histoire de la pollution de l'air en Grande-Bretagne".

Une commission d'enquête sur les machines à vapeur fut instaurée dès 1819. Et de nombreuses plaintes contre les fumées se sont accumulées tout au long des siècles, les "Alkali Acts" de 1863 sont considérés comme les premières pièces réellement efficaces de la législation anti-pollution (1).

Cependant, Lowe et Goyder considèrent qu'un tournant s'opère à la fin du XIX^e siècle, marqué par un changement d'attitude décisif à l'égard de la révolution industrielle et par l'organisation des aspirations environnementalistes (2).

Émerge avec force le besoin de conservation des ^{milieu} ~~monuments~~ historiques, de protection de la vie sauvage et des beautés naturelles. L'intérêt pour l'environnement était exprimé par des groupes organisés mais ne leur était pas confiné, il reflétait un état de l'opinion publique suffisamment répandu pour promouvoir une législation allant à l'encontre des visées des féroces groupes d'intérêt de l'époque victorienne, et pour initier des décisions publiques contraires aux inclinations du gouvernement d'alors.

(cf. - Kennet W., Preservation, Londres, Temple Smith, 1972.

- Ashsby E. and Anderson M., The politics of clean air, Oxford, Oxford University Press, 1981).

La plupart des thèmes écologiques qui ont paru révolutionnaires en France au début des années 1970, en particulier ceux du Club de Rome, avaient été exprimés dans l'austère Albion Victorienne. Il apparaît maintenant très surprenant que la seule tentative sérieuse de réfutation de The limits to growth (3) ^{ont} ~~ont~~ émané d'une université

(1) Idem, p. 305.

(2) La plus ancienne formation environnementale d'envergure nationale : "The common, Open Spaces and Footpaths Preservation Society", date de 1865.

(3) Et non moins surprenant que, dans son post-scriptum, Marie Jahoda donne finalement raison à l'équipe Meadows.

britannique, celle du Sussex, sous le titre de l'Anti-Malthus ; alors que des critiques très virulentes de la croissance, du grand commerce et de l'industrie perduraient depuis des siècles au Royaume-Uni. Naturellement, les actions pour la défense des sites, des monuments historiques, de la faune et de la flore n'émanaient pas des mêmes sources que les critiques des conditions de vie dans les faubourgs ouvriers ni que celles des conditions de travail dans les ateliers (1).

L'ÉCOLOGISME BRITANNIQUE À L'ÈRE VICTORIENNE

Le règne de Victoria, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande (1837-1901), impératrice des Indes (1876-1901), coïncide avec l'apogée de la puissance mondiale de la Grande-Bretagne. Le milieu du règne fut une période de croissance industrielle, d'expansion urbaine et de développement de l'agriculture et du commerce sans précédent.

Non seulement cette "surchauffe de la croissance" et de la domination du monde engendra un incomparable bouleversement social et environnemental, mais la prospérité qui s'étala, s'accompagna du développement de l'éducation et des loisirs, et facilita l'éclosion d'un public bien informé, fin connaisseur de son environnement proche.

Cette période vit la naissance d'un grand nombre de clubs locaux ayant pour vocation de promouvoir l'étude de l'archéologie et de l'histoire naturelle. Vers les années 1880, on comptait quelques centaines de ces clubs rassemblant environ 100.000 membres (2).

(1) Si l'on tient à contraster les mouvements d'idées nationaux, il serait peut-être justifié d'avancer que la France a été submergée par la critique sociale au détriment de la critique écologique.

(2) LOWE P.D. Locals and Cosmopolitans : a model for the social organisation of provincial science in the nineteenth century. Thesis, University of Sussex, 1978, non publié.

L'un des résultats de l'activité de ces clubs était l'accumulation de données détaillées, présentées comté par comté, et prouvant sans ambiguïté, un taux alarmant de destruction de la faune et de la flore, des bâtiments et des sites historiques.

Les raisons avancées pour expliquer la disparition des animaux, des plantes, des sites ... étaient les fumées, les anomalies atmosphériques, le drainage, les coupes de bois, le dessèchement des sols, les modes de culture, les opérations de construction, le sport, la chasse et la ceuillette, les opérations d'étude de la nature ...

Le spectacle de la perte de traits environnementaux de valeur aiguïsa un sens croissant de leur rareté. Cependant, ceci n'explique pas pourquoi des changements qui dans le passé, avaient été considérés comme généralement avantageux, soulevaient maintenant une opposition passionnée, au moins parmi une minorité influente d'intellectuels et de personnes des classes supérieures de cette période.

Ce qui devint différent fut une nouvelle évaluation des traits culturels oblitérés et occultés pendant longtemps et une nouvelle orientation envers les forces et les motifs qui avaient oeuvré pour le changement industriel. Il se produisit en particulier un rejet du rationalisme et du "progressisme" dérivés de la philosophie des Lumières qui, avec sa confiance dans la perfectibilité de toutes choses, avait toujours attendu l'amélioration de la nature et de la société de l'exercice de la raison humaine et de l'ingéniosité. Les environmentalistes de l'ère victorienne rejetèrent avec emphase l'impératif d'améliorer (to improve) - que ce soient les espaces clos réservés à des fins agraires ou de construction, le contrôle des "vermines" dans les différentes provinces, la démolition des vieux bâtiments dans les villes en reconstruction, la restauration des fabriques ou des bâtiments historiques, ou le drainage des anciennes prairies et des marais. En effet, au lieu de "développement", "d'amélioration", ils voyaient dans ces

actes une "déformation" et du vandalisme (1).

Il semble que l'intérêt pour l'environnement constitue une donnée majeure de la réaction intellectuelle, qui se profila au cours des dernières années du règne de Victoria, contre les tenants du libéralisme économique. Ce n'est pas un pur hasard si des philosophes sociaux à l'avant-garde de cette réaction : John Ruskin, John Stuart Mill, William Morris, furent leaders et membres fondateurs de groupes environnementaux. Ce profond changement d'opinion manifeste qu'il y eut d'ores et déjà en Grande-Bretagne une ré-évaluation des changements économiques et sociaux du 19^e siècle (2). L'optimisme et la croyance dans la prospérité sans limite qui avait caractérisé la Grande-Bretagne du milieu du siècle faisait place, désormais, au pessimisme devant les "avancées" sociales et économiques. Les réussites industrielles de ce pays de plus en plus décevantes à bien des égards conduisaient à des attitudes équivoques envers l'industrialisation elle-même : la source du pouvoir économique et politique de la nation était progressivement perçue comme destructive de l'ordre moral et social, de la santé humaine, des valeurs traditionnelles, de la beauté de l'environnement physique et naturel. Cette antipathie croissante pour "l'esprit industriel" à la fin du XIX^e siècle en Grande-Bretagne, reflétait l'absorption de la riche bourgeoisie citadine par les couches sociales supérieures et par son système de valeurs aristocratiques - un système de valeur qui dédaignait le commerce et l'industrie, qui éprouvait du "stress" devant les réjouissances du civilisé, bien loin de s'épanouir devant l'accumulation de richesses, et qui préférait la stabilité sociale à

(1) HUNTER M., "The preconditions of preservation : a historical perspective" in LOWENTHAL D., BINNEY M, ~~ed~~, Our past before us : why do we save it ? Londres, Temple Smith, 1981.

(2) Les échanges avec l'Empire des Indes ne se sont pas limités à des échanges de marchandises et l'on peut se demander si l'influence des philosophies hindoues sur les intellectuels britanniques, n'a pas contribué à ce renversement des valeurs européennes. Il serait éclairant aussi d'examiner dans quel sens a pu jouer le romantisme anglais. Un simple regard sur la biographie de Lord Byron, par exemple, nous indique que le développement du commerce et de la finance britannique, n'a pas motivé ses décisions.

l'entreprise (1).

Il est vrai que la fascination de la civilisation rurale était demeurée plus vivace que l'on ne se l'imagine couramment de ce côté-ci de la Manche. J. Saglio mentionne que "dans les débuts mêmes de l'industrialisation anglaise : au XVII^e et XVIII^e siècles, l'acquisition d'un domaine était encore l'objectif ultime de tout négociant ou entrepreneur ambitieux".

(Jean Saglio, travaux en cours, Pour une typologie des systèmes industriels, d'après POSTAN et HILL, 1977).

Les groupes environnementaux de l'époque donnèrent l'occasion de s'exprimer aux doutes grandissants sur les bienfaits de l'industrialisation, particulièrement du point de vue de ses effets sur la vie urbaine et la croissance urbaine. Ce qui fut commun à tous les groupes environnementaux de cette période fut une répulsion morale et esthétique envers la cité industrielle contemporaine ...

La volonté de "préservation" de l'ère victorienne fut clairement et distinctement une vocation de gentlemen suivis par des catégories sociales cultivées, bien éloignées des activités du commerce et de la manufacture, et adversaires des buts recherchés par celles-ci (2).

En raison de leur unicité, les reliques du passé et de la nature fournirent une sorte de garantie visible d'identité historique, devant préserver de la standardisation arbitraire que l'industrialisme cosmopolitain semblait promouvoir. Avec la marée montante du nationalisme à la fin du 19^e siècle, ce facteur d'identité devint extrêmement important. Comme le désenchantement du progrès industriel s'étendait, l'esprit national authentique était perçu non pas dans les prouesses commerciales et industrielles, mais dans le passé et dans la campagne.

(1) WIENER M.J., English Culture and the decline of the industrial Spirit 1850-1980, Cambridge ; Cambridge University Press, 1981, cité par LOWE & GOYDER, op. cit.

(2) LOWE & GOYDER, p. 20.

Un peu plus tard lorsque de nouvelles générations porteuses de nouvelles valeurs, auront pris place dans les premières associations environnementalistes, ou en auront ^{ou} ~~auront~~ créé d'autres, Patrick Abercombie, en proposant l'établissement du Conseil pour la Conservation de l'Angleterre Rurale (Council for Preservation of Rural England), reprendra ce thème et fera remarquer en 1926 : "le plus grand monument historique que nous possédons, la chose la plus essentielle qui caractérise l'Angleterre, est le paysage rural, la Ville du Marché, les rangées d'arbres des haies, les sentiers, les taillis, les rivières et les fermes" (1)

Les environnementalistes de cette époque attireraient constamment l'attention sur les réussites opérées dans la conservation de la nature (2), la planification urbaine, l'entretien des monuments historiques en Allemagne, premier rival industriel et militaire du pays, pour engager le public et le gouvernement dans quelque action (3).

Dès l'ère victorienne, la notion d'intérêt collectif fut souvent conçue pour s'étendre au-delà du temps présent. La notion d'intérêt des générations futures y plonge ses racines. Il était argué, par exemple, que c'était un devoir de préserver l'héritage culturel et naturel pour le bénéfice des générations futures. William Morris déclarait : en détruisant un beau bâtiment ancien, "nous détruisons le plaisir, la culture, en un mot l'humanité des générations pas encore nées". La notion d'héritage impliquait aussi celle d'un devoir envers le passé. Pour Ruskin, "il n'était pas question de se demander si nous conserverons ou non les

(1) LOWE & GOYDER, p. 18.

(2) A noter au passage que le mouvement écologique allemand a été souvent présenté comme l'un de ceux qui ont aidé à la "reconstruction" et au renouveau de la R.F.A. Mais de plus en plus de spécialistes de l'Allemagne de l'Ouest contemporaine (A. GROSSER, MENUJER ...) ^{ont} ~~tendent~~ ^à ~~à~~ souligner la persistance des valeurs de l'Allemagne d'avant-guerre dans les événements actuels.

(3) LOWE & GOYDER, op. cit.

monuments du temps passé. Nous n'avons aucun droit, d'aucune sorte à les toucher. Ils ne nous appartiennent pas. Ils appartiennent en partie à ceux qui les ont construits, et en partie à toutes les générations de l'humanité qui nous suivront" (1).

Et en effet le souvenir des biens communaux, les paysages traditionnels, les monuments anciens, la vie sauvage et non spoliée ... semblaient l'infra-structure d'un ordre social tout-à-fait différent de l'atomisation des liens modernes et des conflits de classe des cités industrielles. Epars dans une marée montante de nostalgie rurale dans l'art et la littérature, le paysage campagnard était idéalisé sous forme de fondement de relations sociales harmonieuses (2).

Pour William Morris, les constructions médiévales étaient l'expression d'un esprit "collectiviste" absent de la société victorienne qui ne reverrait le jour que dans une société socialiste future ...

Mais les groupes (3) victoriens avaient consciemment une structure élitiste, leur contrôle reposait dans les mains d'un petit nombre de figures de proues de la vie sociale, politique et littéraire. Leurs fondateurs et principaux "supporters" venaient principalement des classes supérieures et leur force tenait à l'influence personnelle de leurs membres.

(1) COOK E.T., WEDDERBURN A. (eds), Works of John Ruskin, Londres, Georges Allen, 1905, vol. 36, p. 239.

(2) WILLIAMS R., The Country and the City, Londres, Chatto and Windus, 1973.

KEITH W.J., The rural tradition, Hassocks, Sussex, Harvester Press 1975.

Cités par LOWE & GOYDER.

(3) Nous dirions plus volontiers en France : les associations.

L'ENTRE-DEUX GUERRES ET L'APRES-GUERRE

DE NOUVELLES GENERATIONS, DE NOUVELLES
VALEURS ET PERSPECTIVES

La période de l'entre-deux-guerres vit un élargissement de la base sociale de l'environnementalisme avec l'avènement des mouvements de plein-air et la croissance des banlieues.

Beaucoup des nouveaux groupes de cette période (des nouvelles associations) avaient adopté des structures décentralisées pour se mettre en prise avec l'intérêt populaire émergent dans les zones rurales et pour influencer les pouvoirs régulateurs grandissants des gouvernements locaux. La formation du Council for the Preservation of Rural England en 1926 a marqué un départ significatif. Quoique, à la manière des sociétés pré-existantes, il fut essentiellement une organisation londonienne, des groupes de comtés parallèles furent bientôt établis afin de poursuivre des buts similaires aux niveaux locaux et pour exercer des pressions sur la mise en oeuvre des schémas de planification rurale confiés aux autorités locales par la loi d'aménagement de la ville et de la campagne (The Town and Country Planning Act) de 1932.

Beaucoup de groupes environnementaux formés ultérieurement mettront en place des structures locales. L'évolution organisationnelle franchit un pas de plus dans le cas de l'association des randonneurs (Rambler's Association). Elle naquit en 1935 sous forme de fédérations de clubs de randonneurs locaux, apportant dans le mouvement environnementaliste le premier influx du soutien des plus basses classes sociales (1).

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 23. L'irruption de l'environnementalisme dans l'entre-deux-guerres se remarque aussi aux Etats-Unis avec la formation de l'Izaak Walton League, the Wilderness Society, The National Wildlife Corporation, etc..., et en Allemagne avec les mouvements de jeunesse et de plein-air récupérés par le National Socialisme. cf. MARSH A., in Europe's transition from oil, GOODMAN G.T. (ed.), Londres, Academic Press, 1981.

D'une manière plus générale durant cette période, le rôle grandissant de l'Etat avait conduit à changer la cible des jeux de pressions (1).

Les groupes environnementaux du 19^e siècle étaient occupés à influencer et contraindre le comportement d'individus et d'organismes privés : par exemple une usine polluant une rivière, un propriétaire terrien clôturant une terre communale, des chasseurs tuant des oiseaux rares ou un propriétaire abattant un monument ancien. Si la voie de la persuasion ne réussissait pas, ils attendaient une répression légale de la part d'un tribunal, ou un vote du parlement si la loi existante ne permettait pas de corriger un abus particulier. Par ailleurs, quelques groupes cherchent à protéger des sites menacés par le biais de coopératives qui les achetaient.

Avec la croissance du pouvoir de l'Etat institué pour contrôler les activités des individus, la visée de l'action environmentaliste se tourna vers le gouvernement. Les groupes formés dans l'entre-deux-guerres avaient contribué à promouvoir les fonctions de régulation de l'Etat particulièrement celles de planification de l'usage du territoire, le contrôle de la pollution et de la disparition des vestiges naturels et historiques. En retour, l'expansion de tels pouvoirs déferés aux autorités locales, stimulèrent la formation de groupes cherchant à orienter et influencer leur usage (their use) (2).

Les groupes environnementaux locaux se sont largement répandus en réponse au système de planification d'après-guerre et aux pouvoirs et responsabilités qu'il conférait aux autorités locales.

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 23.

(2) A noter que dans les écrits français, il n'est jamais question "d'usage du pouvoir" par les citoyens ou de la possibilité d'en avoir l'usage. En France le Pouvoir est Distant et Distinct des Citoyens.

Durant la période d'après-guerre, la plupart des "développements" ayant un lourd impact environnemental ont été promu, directement ou indirectement, par le gouvernement. De tels "développements" ont inclu les aéroports, les autoroutes, les barrages, les centrales électriques, les villes nouvelles, l'exploitation du pétrole et du gaz de la Mer du Nord, la révolution technologique dans l'agriculture. Les groupes environnementaux formés dans les années 60 et 70 ont donc eu tendance à se focaliser sur le gouvernement comme initiateur et promoteur de l'activité économique et ont tenté d'appliquer des orientations écologiques à l'agriculture, à la fourniture d'énergie, aux transports, à l'industrie, aux décisions régionales (1).

Philip Lowe et Jane Goyder, dans leur ouvrage si bien documenté qu'il dispense de beaucoup de confrontations, insistent sur deux facteurs décisifs de l'évolution globale du mouvement environnementaliste :

- un facteur interne : l'accumulation des générations
 - des facteurs externes : les cycles économiques.
- (voir Environmental groups in politics, pp. 24 à 27).

L'accumulation des générations

Il semble qu'une configuration particulière de groupes prédomine jusqu'à ce qu'une nouvelle génération perçoive de nouveaux problèmes environnementaux, ou les vieux problèmes dans une nouvelle perspective, ou veuille créer ses propres institutions pour exprimer son identité sociale distincte, et son propre style de participation. Les ères environnementales que l'on peut distinguer correspondent à l'influx de nouveaux groupes sociaux dans le mouvement (2).

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 24.

(2) Soulignons les coordonnées sociologiques du facteur d'évolution interne par opposition aux coordonnées économiques des facteurs externes.

Le besoin de nouvelles aventures devient aigu lorsque les groupes existants perdent leur enthousiasme initial et leur zèle, et s'établissent dans le rôle de gardiens des réformes environnementales qu'ils ont promues.

Le processus de vieillissement et d'apports de jeunes membres mérite la plus grande attention (1). Son importance est accentuée par le fait que la structure interne des groupes tend à devenir plus oligarchique avec le temps ; les leaders s'isolent des simples membres et présentent des barrières à l'adoption de nouveaux objectifs et de nouveaux styles de participation politique. De plus, les organisations volontaires sont souvent créées par des individus isolés qui continuent à les dominer sur de longues périodes, et qui freinent peut-être l'apport de sang nouveau et d'idées nouvelles. Monica Dance fut "assistant secretary" de SPAB de 1931 à 1941, puis secrétaire jusqu'en 1978. Lawrence Chubb resta secrétaire de la Commons, Open Spaces and Footpaths Preservation Society durant cinquante-deux ans !... Les exemples de ce genre sont nombreux.

Quoi qu'il en soit, de longs états de service ne traduisent pas nécessairement une stagnation organisationnelle, ils peuvent peut-être néanmoins susciter la création de nouveaux canaux pour exprimer les opinions nouvelles. De manière significative, les nouveaux groupes tendent à avoir de plus jeunes membres que les groupes plus anciens.

Les cycles de l'environnementalisme et du monde des affaires

Le second faisceau de facteurs influençant le développement périodique du mouvement environnemental est extérieur à ce mouvement. Les principales étapes du surgissement de nouveaux groupes environnementaux seraient les

(1) Mais comme nous l'avons déjà souligné, le renouvellement des générations en Grande-Bretagne semble se produire sans fracas.
P. LOWE & J. GOYDER y consacrent de longs développements.

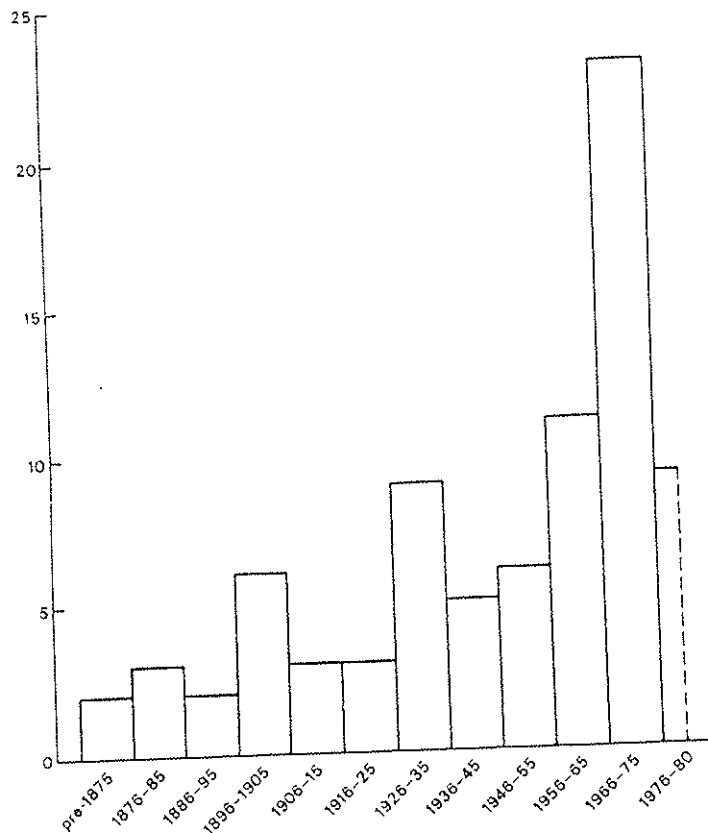
années 1890, la fin des années 20, fin des années 50 et le début des années 70, ce qui correspond à des phases similaires dans les cycles économiques : vers la fin de phases d'expansion économique soutenue. Ceci aide à expliquer pourquoi en dépit de différents niveaux d'activité économique, les pays capitalistes avancés ont simultanément expérimenté un intérêt grandissant pour l'environnement. Lowe et Goyder suggèrent que les groupes environnementaux se multiplient durant ces périodes où de plus en plus de gens se mettent à faire les comptes des coûts externes croissants de l'expansion économique débridée et cherchent à ré-affirmer les valeurs non matérielles.

Il est clair qu'il y avait plus de gens dans cette position à la fin des années 20 que dans la décennie 1890, plus encore à la fin des années 50 et plus encore dans les années 70. Naturellement, avec des problèmes tels que les niveaux de pollution actuels, ce n'est pas seulement la qualité de l'environnement qui peut paraître menacée, mais aussi la santé humaine, la sécurité ou simplement la survie.

P. Lowe et J. Goyder se réfèrent à la théorie de Maslow (1) pour expliquer la progression vers les valeurs "écologiques" : Maslow a suggéré une hiérarchie de besoins humains que les gens cherchent à satisfaire par séquence selon leur urgence relative pour la survie. La priorité des priorités est accordée à la satisfaction des besoins matériels qui incluent les exigences physiologiques et la sécurité physique. Une fois qu'une personne a obtenu au moins un niveau de vie minimal et la sécurité physique, elle peut commencer à poursuivre des buts non matériels. Viennent alors dans l'échelle de Maslow, les besoins d'amour, d'estime et de statut. Quand tous ces buts sont atteints, un nouveau faisceau d'objectifs reliés à la jouissance

(1) MASLOW A.H., Motivation and personality, New York, Harper and Row, 1954.

On sait par ailleurs que le concept de "besoins" "needs" et les théories qui s'y réfèrent ont été très vivement critiquées dans les milieux sociologiques français, durant les années 60. Les Français soulignaient les caractères "subjectif" et relatif des besoins. (Mot du sens commun).



~~Figure 1.~~ Graphique 1.

Dates de formation des groupes environnementaux britanniques nationaux

Source: Lowe & Goyder, p. 16

A noter que cet histogramme n'opère pas les censures permettant d'infirmer ou confirmer l'hypothèse des "cycles environnementaux" ^{talistes} correspondant aux cycles économiques.

intellectuelle et esthétique prend une importance centrale. Ce dernier faisceau est appelé par Maslow "les besoins de réalisation de soi-même" ("self-actualisation needs"). Lowe & Goyder consacrent eux-mêmes quelques critiques à cette théorie (p. 26 op. cit.).

Ajoutons que le besoin de combattre la pollution (de s'en prendre à la contamination par le plomb ou aux gaz d'échappement des voitures par exemple), tiennent ~~autant ou~~ davantage de la lutte pour les besoins physiologiques que de la recherche de jouissance esthétique.

Les systèmes de valeurs "écologistes" ou "environnementalistes" semblent plutôt prendre en charge toute la gamme des aspirations et des besoins humains (1).

Les mêmes remarques s'appliquent aux résultats d'Inglehart (2). Celui-ci a remarqué dans les années 70, un passage des valeurs matérialistes aux valeurs post-matérialistes, changement confirmé, paraît-il, par un grand nombre de sondages d'opinion dans divers pays occidentaux. Inglehart trouve que dans les pays occidentaux, les valeurs matérialistes prédominent encore, mais sont moins fortes dans les générations nées après la seconde guerre mondiale. A côté de cette différence entre les générations, le soutien pour les valeurs post-matérialistes est aussi corrélé positivement avec le niveau de revenu et le status socio-économique, de même qu'avec la durée de l'éducation "formelle" (traduisons scolaire et universitaire). Bref le "post-matérialisme" est plus fort parmi ceux qui ont joui des plus grands avantages matériels du monde.

(1) Nous en revenons aux limites des explications par les notions de besoins, d'aspirations ... si elles ne sont pas analysées dans des contextes extrêmement précis et particuliers.

(2) INGLEHART R., The silent revolution, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Ce type de résultats - très caractéristique des problématiques anglo-saxon^{es} - pourrait être discuté à la lumière des travaux français sur l'émergence d'un "écologisme ouvrier" (1), et sera partiellement infirmé par ce que l'on va voir du soutien des classes sociales inférieures aux objectifs de l'environnementalisme récent.

L'explication de l'évolution du mouvement environnementaliste britannique par l'effet des facteurs internes (accumulation de générations porteuses de nouveaux systèmes de valeur), semble plus aisée que celle par les facteurs externes (cycles économiques se référ^{ent}~~ent~~ant sur la hiérarchie des besoins ou le passage de valeurs "matérialistes" à des valeurs "post-matérialistes").

L'approfondissement des perceptions de Lowe et Goyder sur le rôle régulateur grandissant de l'^Etat aussi bien que des recherches complémentaires faisant appel à de nouvelles problématiques semblent nécessaires pour comprendre tout-à-fait l'influence des "facteurs externes" sur les mutations diachroniques du mouvement écologique.

AUJOURD'HUI (1983)

Structure et fonctionnement interne des groupes environnementaux

En 1979-1980, un dixième de la population britannique adulte appartenait à un groupe environnementaliste. Le mouvement comptait environ deux millions et demi à trois millions de "supporters". A l'heure actuelle ce mouvement rassemble plus de monde qu'aucun parti ou syndicat. Sa force est à peu près double qu'en 1970, et à ce moment elle

(1) Voir les travaux de D. DUCLOS, D. ALLAN-MICHAUD, D. GUERIN-HENNI.

L'écologisme syndical est institué en France ; chacune des confédérations syndicales ayant mis en place une commission "environnement".

était à peu près double que dix ans plus tôt. Par la simple vertu de sa taille et de sa croissance numérique récente, le mouvement environnementaliste britannique peut se qualifier comme phénomène social majeur. En terme de nombre d'adhérents, il est substantiellement plus important que le mouvement de défense des consommateurs ou le mouvement féministe, mais il a obtenu moins de réformes institutionnelles (1). (Voir sa structure, son organisation interne, le rôle des leaders). De plus, son impact politique semble proche d'être éclipsé par le mouvement anti-nucléaire, pourtant plus réduit en nombre d'adhérents.

Il existe aujourd'hui près de cent groupes environnementaux d'envergure nationale et plusieurs milliers de dimensions locales ou régionales (voir figure n° 2). Quelques-uns sont très anciens et perdurent depuis le 19° siècle, mais la plupart d'entre eux se sont formés au cours des deux dernières décennies. Pendant ce temps, ils ont appris à établir des contacts avec les administrations et le Parlement, à utiliser les medias pour orchestrer leurs campagnes. (Nous illustrerons cette virtuosité politique par l'histoire de la campagne CLEAR).

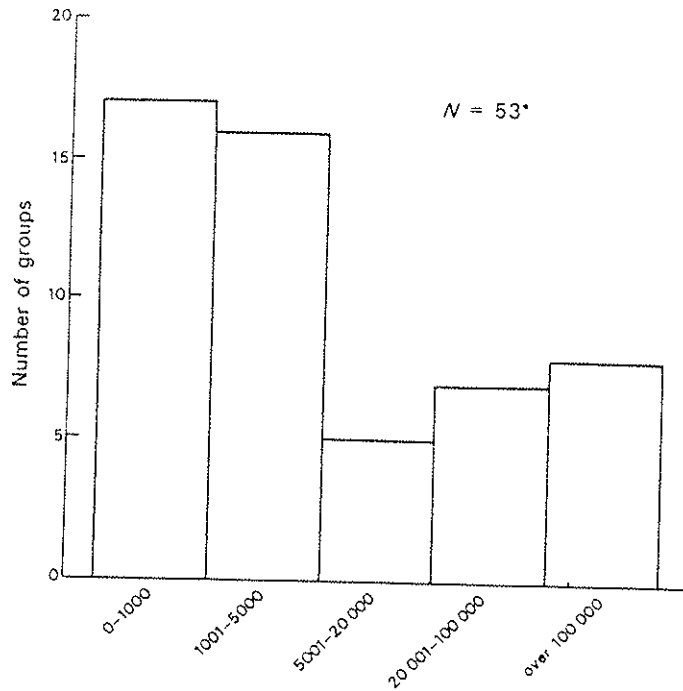
Ils n'ont pas seulement influencé la législation et la politique officielle, ils ont su aussi gagner une très forte sympathie ^{du} publique ^{que}.

Dès leur premier chapitre Lowe et Goyder soulignent une distinction importante : celle de membres des groupes (ou associations) - en majorité toujours recrutés dans les couches sociales cultivées et aisées -, mais ce trait serait commun à toutes les associations volontaires, loin d'être spécifique aux groupements écologiques (2), - et celle de public sensibilisé (attentive public).

Le "public sensibilisé" désigne les nombreuses

(1) LOWE & GOYDER, op. cit.

(2) GOLDTHORPE J.H., and al. The affluent worker in the class structure, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.



Graphique 2.

Figure 2. Taille des groupes environnementaux.

Source: Lowe & Goyden, p. 38.

personnes qui n'adhèrent pas formellement à un groupe ou une association (1) mais en partagent les valeurs. Le public sensibilisé par le mouvement environnemental peut inclure les lecteurs de diverses revues environmentalistes, les étudiants en sciences de l'environnement dans les écoles, collèges et universités, des sympathisants parmi les professionnels de l'aménagement du territoire ... et la foule qui, à travers ses convictions personnelles, son comportement et son style de vie, exprime son intérêt pour l'environnement - par exemple, les adeptes du "jardinage organique", les dévôts de la diététique et de la nourriture saine, les enthousiastes de la vie de plein-air etc...

Les groupes environnementaux doivent donc être considérés seulement comme un indicateur, d'un mouvement social plus vaste. D'autres indicateurs incluraient le degré de sympathie exprimé par des organisations non-environmentalistes (2), le bourgeonnement de la littérature environnementale et l'extension des thèmes environnementaux dans les nouveaux medias.

L'ouverture des medias aux thèmes environnementaux constitue probablement beaucoup plus qu'une mode passagère (on la remarque aussi au Japon, en R.F.A.). Elle s'est beaucoup développée depuis 1960. D'autres groupes sociaux, les syndicats entre autres, sont moins bien traités par les medias (3). S'il y a des biais culturels dans les medias britanniques, les groupes environmentalistes semblent se situer parmi leurs bénéficiaires (4).

-
- (1) LOWE & GOYDER font remarquer que l'engouement pour la sociologie des organisations a beaucoup nuï à celle des associations volontaires. On a transféré les théories pertinentes pour expliquer le fonctionnement des organisations aux associations, alors que celles-ci ne se comportent nullement suivant les mêmes schémas. Nous nous trouvons à l'égard de ces dernières devant un désert théorique.
- (2) Nous suggérerions les syndicats, les partis politiques, des associations se proposant des buts tout différents ...
- (3) En France, la situation est inverse.
- (4) En tout état de cause "l'attente public" est difficile à cerner quantitativement. Il semble néanmoins que les décideurs politiques le prennent en considération, sinon l'on n'expliquerait pas le caractère de la campagne électorale en R.F.A. en 1983, voir fascicule 2.

Quoi qu'il en soit de l'étendue de "l'attentive public" aujourd'hui, les groupes environnementaux britanniques proprement dits se sont édifiés à partir des élites intellectuelles et sociales (surtout terriennes) de l'apogée de l'empire britannique. Qu'en est-il aujourd'hui de leur recrutement et de leurs dirigeants ?

A nouveau nous consulterons l'ouvrage talentueux de Lowe & Goyder. Les auteurs ne mettent pas en doute que le recrutement des membres des associations écologiques s'effectue prioritairement au sein des classes moyennes, ce qui traduit néanmoins une forte poussée dans la voie de la démocratisation depuis l'époque où un Ruskin et un Stuart Mill dominaient les groupes environnementaux.

Deux tableaux extraits de leur enquête menée près de soixante-dix-sept groupes environnementaux anglais confirment d'ailleurs cette constante des mouvements écologiques d'aujourd'hui dans le monde entier.

Notons (Tableaux II et III que la RSPB (Royal Society for the Protection of Birds) et l'England and Wales) attirent presque autant et plus de travailleurs manuels que de membres des classes supérieures. Il ne faudrait donc pas exagérer outre mesure cette domination du mouvement écologique par les classes moyennes et moyennes supérieures. On a vraisemblablement beaucoup exploité, partout dans le monde, la composition des adhérents des "Amis de la Terre" (tableau III) où les catégories d'artistes et employés des services sont largement sur-représentées par rapport à leur pourcentage dans l'ensemble du public.

Il conviendrait plutôt de se reporter à une classification des associations selon leurs objectifs : les associations de pêcheurs à la ligne peuvent attirer plus d'ouvriers que d'intellectuels, ce sera l'inverse pour les associations de protection des sites et des mouvements historiques ...

Similairement, un sondage national sur les Sociétés d'agrément locales (local amenity societies) trouvait en

TABLEAUX II et III

Composition sociale des groupes environnementaux, selon la profession du chef de famille, comparée avec celle de l'ensemble de la population.

	Bedfordshire and Huntingdonshire Naturalists' Trust (%) ¹	National Trust (%) ²	RSPB (%) ³	England and Wales (%)
managerial and professional (AB)	78	72	25	14
technical and clerical (C ₁)	9	24	41	22
skilled manual (C ₂)	11	3	20	31
unskilled manual (DE)	2	1	14	33

	Members of FoE and the Conservation Society (%)	General public (%)
commerce and industry		
professional and supervisory	14.3	13.6
clerical	5.6	12.2
self employed	9.6	4.8
service, welfare, creative	38.4	12.2
manual	5.4	28.2
retired	9.1	7.8
housewife	8.0	18.0
unemployed	1.6	1.7
student	8.0	1.4
	100.0	99.9
	N = (427)	N = (294)

Source: This table originally appeared in Cotgrove, S. *Catastrophe or cornucopia: the environment, politics and the future*, published by John Wiley & Sons Ltd in 1982, and is reproduced by permission.

Sources: Lowe & Bryden, pp 10 et 11

1976 que 87 % des cinq-cent-soixante-dix-huit sociétés convenaient que "la plupart de nos membres sont cols blancs ou membres des professions libérales, dirigeants d'entreprises et leurs épouses". Quatre cinquièmes des sociétés rapportaient aussi que leurs membres ne comptaient même pas un tiers de travailleurs manuels (1).

De ces données, on ne peut toutefois conclure que "l'attentive public" soit aussi essentiellement "moyenne classe" (se reporter au résultat de Goldthorpe déjà cité).

C'est ce que pourrait laisser supposer le tableau IV :

TABLEAU IV

DEGRE D'INQUIETUDE AU SUJET DE LA POLLUTION, SELON LA PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE.

Source : Eurobarometer 12, Fall 1979, reproduit par Lowe & Goyder.

(1) Ce qui est toutefois plus que ne l'aurait laissé penser le discours sur la liaison entre les "forces écologiques" et les classes moyennes.

De ces données, on ne peut toutefois conclure que "l'attentive public" soit aussi essentiellement "moyenne classe" (se reporter ^{au resultat} à la remarque de Goldthorpe déjà citée).

C'est ce que pourrait laisser supposer le tableau IV ci-dessous

Tableau IV

Degré d'inquiétude au sujet de la pollution, selon la profession du chef de famille.

	Profes- sional (%)	Business propi- etor (%)	Manual worker (%)	White collar (%)	Director (%)	Retired (%)	House- wife (%)	Row total
very important	62.5	61.0	58.4	55.3	62.8	65.1	63.1	751 (59.5%)
important	32.5	37.7	39.1	42.9	37.2	32.8	35.4	485 (38.4%)
of little importance	2.5	1.3	2.3	0.5	0	2.1	1.5	21 (1.7%)
not at all important	2.5	0	0.2	1.4	0	0	0	6 (0.5%)
								1263 (100%)

Source: Eurobarometer 12, Fall 1979. - Reproduit par Lux et Boyden.

où toutes les catégories sociales se disent à peu près également concernées par la pollution en général.

où toutes les catégories sociales se disent à peu près également concernées par la pollution en général.

Aucun sociologue ne semble avoir beaucoup songé au fait que le simple geste de payer une cotisation d'adhérent puisse rebuter les membres des couches sociales les moins aisées. Nous avons remarqué l'importance de ces gestes : paiement des timbres syndicaux, temps disponible pour assister aux réunions, dans les taux différentiels d'adhésion syndicale par catégorie de salariés (1). On s'interroge beaucoup en France sur les causes assez récentes de la dé-syndicalisation, sans remarquer que les cotisations ont été fortement augmentées alors que les niveaux de vie se dégradent ...

Que la moyenne des adhérents aux groupes environnementaux (ou à toutes autres sortes d'associations volontaires) disposent de revenus plutôt confortables et de temps de loisirs suffisamment longs, n'a donc rien pour surprendre et ne signifie pas nécessairement en priorité un "rejet culturel" ou "idéologique" de ces groupes par les plus basses couches sociales.

Il semble il est vrai, que le "leadership" des principaux groupes nationaux et locaux britanniques, repose en général fermement entre les mains de membres des professions libérales et des classes dirigeantes (2), ce qui n'exclut nullement qu'ils jouissent d'un large appui de la part des "basses-moyennes-classes".

C'est sans doute par cette perpétuation de "l'aristocratie relative" de ses leaders que le mouvement écologique se coupe le plus des mouvements populaires. Sur ce point sensible, se concentrent vraisemblablement l'un des obstacles à sa diffusion dans les milieux sociaux les plus défavorisés.

(1) C. BARRIER, Le combat ouvrier dans une entreprise de pointe, Paris, éditions ouvrières, 1975.

(2) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 23.

Et pourtant pour analyser de nombreux problèmes auxquels peut se trouver confrontée une association environnementaliste quelconque, fût-ce une association de pêcheurs à la ligne, une capacité de compréhension scientifique - et donc un bon niveau d'instruction - est nécessaire. On imagine difficilement des associations écologiques jouissant d'un poids politique si elles ne peuvent communiquer avec des scientifiques.

Une autre manifestation de "l'aristocratie persistante" dans les groupes environnementaux britanniques est le style de rapport qui s'établit entre les leaders et les simples affiliés : les membres sont considérés comme une "ressource" (sic) instrumentale, passive, bien plus qu'en agents actifs. (Mais cela est vrai aussi dans nombre d'associations françaises). Ainsi l'assistance volontaire dans le travail pratique du groupe est plus appréciée que les prises d'initiatives ou la formulation d'idées nouvelles. De manière analogue, avoir derrière soi des membres nombreux valorise le leader dans ses discussions avec le gouvernement, mais celui-là ne met pas "ses troupes" en vedette dans ses campagnes ou ses activités de "lobbying" (1). 18 % seulement des groupes peuvent dire que plus d'un quart de leurs membres sont actifs (2).

Les adhérents sont aussi regardés par les leaders comme source passive de revenus (income) et ne sont nullement encouragés à devenir plus actifs (3).

Il demeure que les leaders doivent néanmoins satisfaire un minimum d'attentes des adhérents, sous peine de voir le groupe s'effriter et perdre tous ses membres. Du même coup les leaders perdraient leur prestige et leur autorité près des fonctionnaires et des parlementaires avec qui, ils passent une appréciable partie de leur temps.

(1) Mieux vaut ne pas traduire cette expression qui n'a pas d'équivalent en français.

(2) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 40. La frontière entre adhérents d'un groupe et public sensibilisé est donc bien tenue.

(3) Idem, p. 56.

Les relations des groupes environnementaux avec les institutions et les organisations extérieures

En poursuivant leurs objectifs, les groupes environnementaux cherchent à influencer les décisions politiques et la législation (1) aussi bien que le contexte général des institutions et les valeurs qui inspirent les décisions affectant l'environnement. La ténacité et la véhémence avec lesquelles ils s'impliquent dans les activités politiques varient naturellement considérablement d'un groupe à un autre.

La thèse de Lowe et Goyder consiste à expliquer qu'ils entretiennent des liens étroits et des communications fréquentes entre eux, en sorte que leur "réseau" intervient dans la vie politique anglaise comme un lobby unique.

Nous survolerons rapidement la panoplie de leurs "ressources politiques", de leurs moyens d'accès au pouvoir, aux médias ... telle que ces auteurs la décrivent à la suite de leur enquête.

(1) Sur ce point ils diffèrent assez sensiblement des associations françaises qui ne cherchent pas avec âpreté à influencer la politique d'environnement nationale et dont les leaders ont apparemment bien accepté de jouer le simple rôle de "courroie de transmission". Le ministre d'Huguette Bourchardeau a plutôt cherché à expliquer ses buts aux "leaders environnementaux" français, avec charge pour eux de répercuter l'information à la base. (Interview recueillie par C. Barrier au Ministère de l'Environnement, durant l'hiver 84-85). Les associations françaises cherchent plutôt à entretenir des relations cordiales avec le Ministère de l'Environnement (à y décrocher des subventions). Les groupes britanniques, bien qu'apparemment plus habiles et plus expérimentés pour trouver des "filières d'infiltration" dans la classe politique, ne craignent pas de s'opposer vigoureusement aux objectifs des différents ministères, ou à l'occasion, à la position de tel ou tel parlementaire. Voir l'analyse de presse, II° partie de ce fascicule.

Les "ressources politiques" des groupes environne-
mentaux

L'argent constitue peut-être la ressource la plus cruciale parce qu'il est nécessaire pour acquérir des services, et parce que le "lobbying" constitue une activité très coûteuse : le montage d'un bon "cas" susceptible de déclencher une enquête publique, ou de justifier l'attaque d'une loi est en général très onéreux, de même, trouver les experts qualifiés, entretenir des campagnes dans les medias, etc...

Bien que leurs employés soient sous-payés, et qu'ils profitent de beaucoup d'aides bénévoles, les groupes environnementaux présentent l'insuffisance de leurs ressources financières comme la limitation majeure à leurs entreprises politiques.

Lorsqu'ils sont confrontés à de puissantes compagnies financières, des organismes publics ou nationalisés, ou à de puissants groupes d'intérêt, les groupes environnementaux peuvent rarement se battre à égalité d'armes financières. Leurs adversaires disposent d'un puissant tissu de "relations publiques", ils peuvent s'offrir une propagande envahissante, faire appel à des consultants renommés et prodiguer des largesses aux membres du Parlement et aux journalistes. Cependant, sans passer à de tels extrêmes (ce que Lowe et Goyder considéreraient comme un avantage méprisable), il est clair que la plupart des groupes environnementaux ont appris à développer considérablement leurs capacités politiques avec seulement de très modestes améliorations de leur situation financière.

Ce qui les a beaucoup aidés est d'avoir recruté parmi leur personnel à plein temps, des personnes ayant eu l'expérience de l'administration britannique ... d'avoir choisi des "leaders de haut calibre" : énergiques, idéalistes, enthousiastes pour la cause à défendre et se contentant

d'une faible rémunération (1).

L'expertise est une autre "ressource politique" importante des groupes environnementaux. Les membres du Parlement, entre autres, manquent de personnels susceptibles de les aider et éclairer judicieusement, ils sont surchargés de besogne et souvent incapables de tenir tête au gouvernement. Un groupe de pression bien informé, techniquement compétent, en qui ils ont confiance, et avec lequel ils se sentent en relation de sympathie, peut leur être d'une aide précieuse et leur permettre de discuter en connaissance de cause et efficacement, au cours des procédures parlementaires. Et si un groupe est reconnu par un ministère comme disposant de compétences très particulières, il a toute chance d'être appelé en consultation précise sur des sujets épineux (2).

Quelques groupes ont acquis des spécialités toutes nouvelles : la prévision énergétique, "l'engineering" nucléaire, la radiobiologie, "la santé environnementale" (environmental health), la planification des transports ... Par contre, aucun groupe ne recourt à l'aide d'économistes (?! ...).

Pour s'opposer au "pouvoir d'expertise" grandissant des groupes environmentalistes, les grandes entreprises, les industries nationalisées ... emploient de plus en plus leurs propres équipes "d'environmentalistes". Cela les aide à anticiper les risques et éviter les protestations écologiques, les procès ... à parfaire leur image de marque qui serait ternie par de longues et acrimonieuses batailles d'opinion. On retrouve exactement le même phénomène en R.F.A. (voir tome 2), aux U.S.A. ... Beaucoup d'entre elles tiennent à éviter ou apaiser le mécontentement

(1) On peut supposer qu'ils jouissent d'autres sources de revenus (C.B.)

(2) Par exemple la RSPB fut le seul groupe consulté par le Ministère de l'Environnement lors de la préparation du Wildlife and Countryside Bill, promulgué en 1981.

des environmentalistes.

Les groupes environnementaux déploient "leurs ressources politiques" à travers les canaux qui leur sont accessibles. Ils savent les choisir suivant le but visé et ont su trouver les chemins conduisant aux fonctionnaires, aux ministres, aux députés. L'accès aux médias est crucial pour porter un problème à l'attention du gouvernement et du Parlement et pour démontrer et entretenir un soutien du grand public.

Ces moyens culturellement admis, d'exercer une influence, n'épuisent pas les possibilités de l'action politique. Dans les dernières années, la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Espagne, le Japon, la Suisse, l'Autriche ... ont vu naître des manifestations de militantisme écologique qui ont inclu des actes de sabotage et des confrontations violentes entre les manifestants et la police. En Angleterre, il y a eu aussi des incidents violents de la part des environmentalistes, mais en général, ils se situent dans la tradition de la désobéissance civile et de la non-violence (1). Exemple : les groupes de protestations locales qui ont bloqué les autoroutes, et aligné des "piquets" devant les usines et les sites en construction, l'immobilisation d'un grand nombre de poids lourds dans l'aire londonienne entre 1973 et 1974, des sitings, etc...

Il est important de souligner à quel point ces exemples sont rares par rapport au vaste flot de "lobbying" conventionnels mis en oeuvre par les groupes environnementaux (2).

"L'action directe" peut faire partie de l'arsenal

(1) Gandhi, Tolstoï, ne seraient-ils pas pour beaucoup à côté d'Emerson dans cette tradition présentée par nos auteurs comme purement britannique ?

(2) Lowe and Goyder, op. cit., p. 62.

de ces groupes mais seulement quand les méthodes plus caractéristiques de la culture "britannique et non-violente" (!) ont fait la preuve qu'elles ne conduisaient à aucun espoir de progrès (1).

Mais il y a une réceptivité particulière du système britannique aux pressions culturelles.

Relations avec le gouvernement

L'enquête de Lowe et Goyder fait la distinction entre l'accès aux instances gouvernementales et la réceptivité de celles-ci aux demandes des environmentalistes.

Ainsi : parmi les ministères :

1. Sont entièrement accessibles aux groupes environnementaux	British Rail British Tourist Authority British Waterways Board Central Electricity Generating Board Countryside Commission Historic Building Council National Water Council Sports Council
Très accessibles	Nature Conservancy Council Forestry Commission Department of the Environment Health and Safety Executive Department of Education and Science Department of Transport
Généralement accessibles	Department of Trade Department of Industry Department of Energy Ministry of Agriculture, Fisheries and Food (2).

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 62.

(2) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 63.

2. Sont très réceptifs aux demandes environnementales	Countryside Commission British Waterways Board Historic Building Council Nature Conservancy Council
Généralement réceptives	Health and Safety Executive British Tourist Authority Sports Council National Water Council Department of the Environment Department of Education and Science British Rail
Généralement non réceptives	Department of Energy Department of Trade Central Electricity Generating Board Department of Industry Forestry Commission Department of Transport Ministry of Agriculture, Fisheries and Food (1).

Pour préserver leur liberté, les leaders des différents groupes préfèrent habituellement les consultations régulières avec le gouvernement, plutôt qu'une représentation institutionnalisée de comités formels de conseillers (2).

A remarquer que le gouvernement britannique ne s'est pas comporté en réceptacle passif des pressions environnementales, mais en agent actif créant de nouvelles procédures de consultation, distribuant des fonds aux groupes environnementaux, et même promouvant la création de tels groupes. Sans aucun doute, tout ceci signifie une acceptation officielle des objectifs environnementaux, aussi bien que

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 65.

(2) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 66. Donc pas d'équivalent en Grande-Bretagne au Haut Comité de l'Environnement.

l'inclination du gouvernement à canaliser et diriger les pressions exercées sur lui (1).

Dans la seconde partie de ce rapport, on verra par exemple que son attitude a été fort éloignée d'un arbitrage à la Salomon dans le conflit qui a opposé les écologistes et les industriels. Il a accepté beaucoup de consultations de tous bords, mais a provoqué ses propres expertises (la dernière étant fort sérieuse), il a été capable de revenir sur ses propres positions et semble avoir tranché en toute indépendance, aussi bien à l'égard des industriels que des écologistes.

L'accès au Parlement

Comparativement avec leurs réceptions parfois ambiguës à Whitehall, les groupes environnementaux ont trouvé plus de sympathie de la part des Parlementaires. Parmi ceux-ci un nombre non négligeable montre d'ailleurs un intérêt puissant pour les problèmes d'environnement.

Quoique la plupart des groupes jouissent de soutien dans chacune des deux Chambres, au total le support semblerait plutôt plus solide chez les Lords qu'aux Communes. Jusqu'à un certain point, ceci refléterait la persistance de la pratique des groupes les plus anciens. Il faut ajouter aussi que beaucoup de pairs héréditaires sont de grands propriétaires terriens (le droit d'aînesse régit toujours la dévolution des terres en Angleterre) et ont un intérêt personnel dans beaucoup d'aspects de la protection rurale, des monuments et des sites. Par ailleurs les liens de partis, la discipline de partis sont beaucoup plus faibles chez les Lords qu'aux Communes. Et les Lords ont plus de temps disponible ! Etant donné le caractère non partisan de beaucoup des objectifs des groupes environne-

(1) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 62.

mentalistes, ceux-ci ont souvent cru qu'il était plus opportun de s'adresser aux Lords (1).

L'accès aux grands partis (2)

L'accès aux deux grands partis varie beaucoup d'un groupe à l'autre. La plupart d'entre eux ont des sympathies et des appuis chez les Travailleurs, aussi bien que chez les Conservateurs. Quelques-uns ont des appuis plus solides dans un parti que dans l'autre, par exemple la "Ramblers' Association" au Labour, la "Conservation Society" au parti Libéral, la "British Field Society" au parti Conservateur (3).

Et puis rien n'empêche d'être membre d'une association environnementale et député à la fois ...

L'accès aux médias (4)

A l'époque moderne, de bons contacts avec les médias sont vitaux si un groupe veut générer un soutien public pour ses objectifs. Elles peuvent aussi jouer le rôle d'une arme puissante dans les jeux de pression exercés sur les fonctionnaires, les ministres, les parlementaires.

Ce qui est frappant dans l'enquête de Lowe & Goyder c'est l'étendue de la place ("coverage") accordée par les médias aux différents groupes, et l'appétit de ceux-ci pour être davantage encore vedettisés. Seulement 9 % d'entre eux n'avaient pas attiré l'attention des médias et ne la recherchaient pas, 74 % avaient eu droit à des émissions de radio et 59 % à des émissions de télé. La plupart des

(1) Lowe & Goyder, op. cit. p. 69. Ceci n'empêche pas que la grande pétition diffusée durant la Campagne CLEAR a reçu plus de signatures à la Chambre des Communes qu'à celle des Lords ; la première compte il est vrai, plus de membres.

(2) The Ecology Party se situe plutôt dans la mouvance de "la politique non partisane" et ne cherche pas la rivalité avec les grands partis traditionnels.

(3) Lowe & Goyder, op. cit., p. 72.

(4) Se reporter sur ce point délicat à Lowe & Goyder, pp. 74 à 80.

groupes obtiennent des articles dans la presse plusieurs fois par mois ou par an.

La progression des thèmes environnementaux dans les medias, commencée à la fin des années 60, reflète d'une part, la diversité des cibles pour les trois grands medias, d'autre part la préférence de beaucoup de groupes pour "les lecteurs influents" particulièrement ceux des "journaux de qualité", plutôt que pour le public de masse de la télévision.

Cette orientation des groupes environnementaux vers les medias semble en porte-à-faux avec l'interprétation de la plupart des politologues qui ont souvent considéré l'emploi des mass-media comme l'outil du dernier recours dans l'activité des groupes de pression en Grande-Bretagne.

Selon Lowe et Goyder, il s'agit de toute autre chose dans le cas des groupes environnementaux.

Il y a vingt ans seulement, ils se comportaient de manière beaucoup plus discrète qu'aujourd'hui. Pour faire face à l'extension de l'intérêt public à l'attention des medias pour les problèmes touchant à l'environnement, il a fallu faire appel à différentes qualifications pour "les activités de lobbying". Maintenant, celles-ci dépendent moins des influences personnelles et des ficelles tirées derrière la scène, mais beaucoup plus d'une approche ouverte en termes de rapports entre adversaires ; elles usent moins de la censure de bon ton et davantage des appels directs à l'opinion publique comme sanctions contre des effets insupportables du "développement".

Un vétéran de l'équipe dirigeante de CPRE décrit ainsi les changements survenus depuis 1965, quand Sir Herbert Griffin s'est retiré, après avoir tenu pendant trente-neuf ans la fonction de secrétaire général :

"Sous Griffin, la publicité était très restreinte. Le CPRE ne cherchait pas à attirer l'attention. 'Faites le

bien en secret et il sera reçu par hasard' était son refrain. Son style d'action consistait en contacts personnels dans les corridors du pouvoir. Il évitait avec soin d'embarrasser ceux qu'il influençait ou cherchait à influencer ... Maintenant nous n'avons aucune répugnance à aller vers le public. En vérité, nous sommes très conscients des medias (1). Elles sont beaucoup mieux adaptées au style général des politiques d'environnement qui sont devenues plus orientées vers les conflits. Cependant à la différence des groupes plus récents, nous préférons encore coincer un type en privé plutôt qu'en public".

Après le départ de Griffin, le CPRE engagea un assistant près du secrétaire pour s'occuper de la publicité du groupe et des relations avec la presse. Initialement des rapports réguliers étaient envoyés à un sous-comité chargé de la publicité au sein du "comité exécutif" (d'une agence de presse ?) fournissant les détails du nombre de colonnes souhaitées et la surface consacrée aux articles proposés. En 1970, ce travail avait porté ses fruits : CPRE obtenait dix références par mois dans les journaux et les magazines nationaux, des rapports dans soixante-dix journaux provinciaux et deux ou trois mentions à la télévision et la radio. L'emploi des medias par CPRE devint plus sophistiqué quand Christopher Hall fut engagé comme directeur en 1975. Il avait été secrétaire de la Ramblers' Association, mais auparavant, avait travaillé comme journaliste et comme conseiller en relations publiques près de Barbara Castle quand elle fut ministre du Labour. Sous Hall, des liens avec des journalistes et des publicistes (broadcasters) furent consolidés et le recours aux medias devint une routine dans les campagnes de CPRE. De manière significative, quand Hall partit en 1980 pour retourner au journalisme, le "dirigeant" engagé pour le remplacer avait l'expérience de la publicité et des textes écrits

(1) La révolution médiatique a précédé celle qui poind aujourd'hui : par la communication au moyen des réseaux informatiques et du courrier informatisé. L'une et l'autre ont changé et changeront le style des rapports politiques.

en freelance pour la télévision et la radio.

Il y a de nombreux exemples similaires parmi les anciens groupes. La plupart des groupes formés depuis 1960 ont, dès le départ, adopté des attitudes positives envers la publicité et les médias. Ils ont d'emblée préféré la politique ouverte aux politiques d'antichambres qui, inévitablement, favorisent les intérêts établis. Le groupe le plus orienté vers les médias (parmi les cinq ayant fait l'objet d'études de cas de la part de Lowe et Goyder), serait les Amis de la Terre.

Tout ceci ne suffit pas à expliquer pourquoi les médias ont consenti à vedettiser les groupes environnementaux. Tout d'abord, il faut prendre en compte la réceptivité générale des médias. Mais cette explication n'est pas suffisante. Il faut considérer le fort appel émotif et moral des débats qui peuvent être présentés comme simple conflit entre le bien et le mal, d'où la formule standard pour beaucoup de problèmes :

la population,		les bulldozers,
la communauté,		les planificateurs,
une espèce rare,		les spéculateurs,
un beau coin de campagne,	menacés	les poids lourds,
la nature vierge,	par	la pollution,
l'héritage national,		l'agriculture industrielle,

Naturellement les valeurs implicites dans cette formule fluctueront dans le ton de leur appel selon leurs affinités avec les valeurs sociales du moment. Par exemple, la formule standard peut être renversée pour produire des articles aussi critiques sur l'air "des emplois menacés par les environmentalistes".

Néanmoins, pour une large part, la séduction (1)

(1) Tout ceci n'explique toujours pas pourquoi les journalistes français sont si peu séduits par ces débats, ou n'ont pas d'intérêt à se laisser séduire.

des débats environnementaux exercée sur les medias, tient au fait qu'ils sont d'intérêt public, quoique par nature, non politique (au sens de non partisan) (1). Ainsi ces débats ouvrent un large champ à l'investigation et au militantisme des journalistes, même dans la presse qui adopte des attitudes typiquement conservatrices dans d'autres domaines.

Selon Lowe et Goyder, les journaux nationaux qui marquent le plus d'intérêt pour les groupes environnementaux sont par ordre : The Guardian, puis The Times, en troisième position le Daily Telegraph, puis le Sunday Times, The Observer et The Sunday Telegraph. Ils prétendent que ces journaux reflètent les préoccupations de leurs lecteurs appartenant en majorité aux classes moyennes (2).

Chacun de ces journaux a un correspondant spécialiste de la planification ou de l'environnement. D'autres correspondants sont qualifiés dans les questions des sciences, de l'agriculture, des transports et des gouvernements locaux. Et dans tous ces journaux, il y a une vingtaine de journalistes qui couvrent toutes les questions liées à l'environnement, et entretiennent de bonnes relations de travail avec les groupes environnementaux, pour suivre leurs activités et être tenus au courant de leurs problèmes jour après jour. Habituellement, à travers ces canaux, les vues et les actions des groupes environnementaux sont assurés d'être traités avec sympathie et en toute connaissance de cause.

Il s'est créé des associations de journalistes se donnant pour but d'enseigner aux environmentalistes la manière de les approcher (3).

(1) Cette assertion de Lowe et Goyder semble tout-à-fait sujette à caution. Il suffit de se reporter, pour s'en convaincre aux deux cas inverses de la R.F.A. et de la France, où dans le premier cas, l'écologie est politisée, dans le second, elle ne parvient pas du tout à influencer les instances politiques.

(2) Dans le débat sur le plomb, le Times vient en tête pour le nombre d'articles consacrés au thème.

(3) Environmental Communicators' Organization (or ECO)
Journalists Against Nuclear Extermination (JANE)
On voit à quel point le tissu social a été travaillé par les thèmes environnementaux.

Ainsi les medias non plus n'ont pas été simplement des enregistreurs passifs des événements environnementaux, mais des agents actifs, investiguant les problèmes, accordant la prééminence aux points de vue des environmentalistes et conduisant parfois leurs propres campagnes.

Dans la campagne pour réduire le plomb contenu dans l'essence et celle contre l'introduction de camions plus lourds, l'intense intérêt des medias a transformé ce qui avait été d'abord un vulgaire train-train administratif en un débat politique aigu et émouvant. Ceci démontre l'influence générale des medias dans la fixation du calendrier politique et nous rappelle l'un des objectifs des groupes environnementaux, lorsqu'ils commencèrent à rechercher la publicité : gagner les faveurs de l'opinion à travers une éducation du public à long terme et des campagnes de propagande. Nombre de celles-ci ne visent pas spécialement l'opinion des masses, mais prennent la forme de conférences de spécialistes et de publications pour les politiciens, les fonctionnaires, les groupes professionnels, les industriels et tous ceux dont l'opinion ne reste pas sans conséquence.

Le lobby environnemental britannique : un lobby unique

En tant que groupes de pression, les groupes environnementaux agissent rarement un à un. Connaissant leurs facilités d'accès aux différents pouvoirs, il est important de souligner maintenant comment ils travaillent ensemble dans le système politique, comme un seul lobby.

Toujours selon l'enquête de Lowe et Goyder, soixante-quatorze groupes ont fourni des informations sur leurs contacts avec chaque autre. La moitié d'entre eux est en relation avec au moins quatorze groupes. Quelques-uns - le CPRE, le Civic Trust, CoEnCo, les Amis de la Terre, le National Trust, la RSPB - entretiennent des contacts avec la majorité des groupes. La plupart des autres groupes

ont un réseau de contacts plus étroit, restreint principalement aux groupes manifestant les mêmes intérêts. En les agrégeant, ce réseau de groupes permet de distinguer quatre secteurs principaux de l'activité environnementale en Grande-Bretagne : agrément, distractions, protection, ressources. Cf. figure suivante.

STRUCTURE DU LOBBY ENVIRONNEMENTAL BRITANNIQUE SELON
LOWE & GOYDER, p. 81.

Structure du lobby environnemental britannique selon Lowe et Gyder, p. 81.

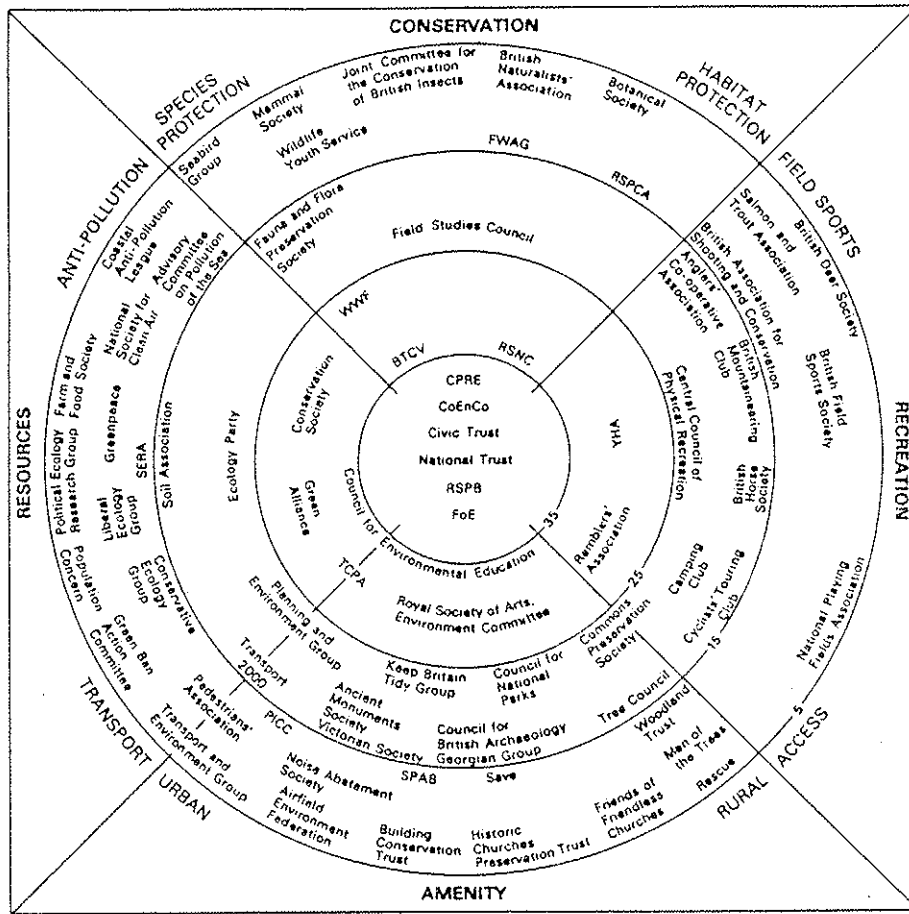


Figure 4.1 Organisation of the environmental lobby. Each group was asked with which other groups it was in regular contact. Groups have been allocated to different bands according to the number of contacts attributed to them (rather than claimed by them). Thus, groups in the outer band are in regular contact with five or more other groups, but less than 15. By and large, groups tend to be in contact with other groups in the same sector or with groups in the central core.

Les liens entre les groupes de chacun de ces secteurs et le mouvement environnemental plus étendu, passent par "le coeur" central des groupes en relation avec tous les autres. Même ainsi, il est frappant que tous les groupes se considèrent comme partie d'un mouvement environnemental unique.

Naturellement, dans une grappe de groupes si nombreux, il y a des risques que des factions et des rivalités s'élèvent d'abord entre groupes poursuivant des objectifs divergents, ensuite pour la compétition pour se partager des ressources limitées entre groupes poursuivant des objectifs convergents. Mais jusqu'ici, ces conflits d'ordre secondaire n'ont pas submergé le mouvement britannique et se sont toujours dénoués "pacifiquement".

Les environmentalistes anglais tiennent à la fois à leur pluralisme et à présenter un front uni devant le gouvernement et les médias (1).

Dans l'ensemble, la coopération est plus forte que les rivalités. Un membre de CPRE commentait : "les groupes environnementaux travaillent étroitement ensemble. Nous travaillons en équipe. Nous nous connaissons tous, buvons ensemble et sommes amis personnels".

La nature des liens est différente entre groupes de la "même génération" et groupes anciens et récents, mais cela est d'une importance anecdotique.

Pour Lowe et Goyder, la réelle signification du lobby environnemental n'est pas la mise en commun des ressources et des points de vue, mais sa constitution en réseau d'échange d'informations. Dans cette voie, les groupes coopèrent pour leur avantage mutuel mais maintiennent leur

(1) Sur la question de la structure du lobby environnemental britannique, ses forces centrifuges et centripètes, se reporter à Lowe & Goyder, op. cit., pp. 80 à 84.

indépendance et le contrôle de leurs ressources propres.

La fonction du lobby comme chaîne de communications est hautement renforcée par deux facteurs. D'abord par l'intermédiaire de leurs ramifications locales, beaucoup de groupes ont une capacité de rassembler l'information à l'échelle nationale sur toutes les menaces potentielles. Ils attachent une importance relativement grande à la fonction de leurs membres jouant le rôle "d'un réseau de chiens de garde locaux, capables d'aboyer", d'alerter le groupe de dangers très localisés. Dans beaucoup de circonstances, cette capacité "d'aboyer" a eu des effets considérables. En second lieu, il y a une forte corrélation positive entre le nombre de contacts qu'un groupe entretient avec les autres groupes et l'étendue de ses contacts avec le gouvernement et les parlementaires, ce qui renforce grandement le potentiel du lobby comme "réseau de renseignements" (intelligence grapevine). Finer (1) a caractérisé "l'avance dans l'obtention des renseignements" comme une condition nécessaire du succès des groupes de pression, les rendant capables d'anticiper plutôt que de répondre simplement aux événements.

Connaître rapidement les pensées du gouvernement, par exemple, permet d'organiser une campagne, d'exercer des pressions avant que des options politiques ne soient étroitement définies et avant que le gouvernement ne soit engagé dans le courant de l'action.

Cependant le coût du maintien du réseau d'informations national est très élevé, non seulement en termes financiers, mais aussi en termes de temps, d'efforts, de ténacité ... exigés des membres (2). Ce système a suscité les relations interpersonnelles les plus inattendues, créant çà et là des incidents ; mais jusqu'ici le bon fonctionnement du lobby en réseau d'échange de renseignements ne s'en est pas trouvé perturbé.

(1) FINER S.E., Anonymous Empire, Londres, Pall Mall, 1966.

(2) En 1987, il semble tout-à-fait justifié de supposer que le lobby est prêt à s'informatiser et à s'adapter au courrier électronique (si ses ressources financières lui permettent cet équipement), d'autant plus que la Grande-Bretagne a une avance dans l'équipement en ordinateurs utilisés aux fins d'échange d'informations (voir Courrier du CNRS, 6 1986

CHAPITRE IILA CAMPAGNE POUR L'ESSENCE SANS PLOMB (CLEAR)

Ses antécédents, son déroulement, son dénouement

Une analyse de presse : 1978 - 1984

Sources privilégiées : The Times 1978-1984.

- Des WILSON, The lead Scandal, Londres ... Heinemann, 1983.
- Royal Commission on Environmental Pollution, 9th Report, Lead in the Environment, Londres, HMSO, avril 1983.
- Voir autres références en fin de fascicule.

La Grande-Bretagne : mère de la multinationale OCTEL, pays où les raffineries sont nombreuses et où les forêts ont déjà disparu.

LA CAMPAGNE POUR L'ESSENCE SANS PLOMB

Le poison fut donné par une certaine Locuste, qui en avait découvert de toutes sortes, mais comme il agissait plus lentement qu'il ne l'attendait ... Néron fit venir cette femme ... et la contraignit à faire cuire sous ses yeux un poison aussi prompt que possible.

SUETONE, Vie des douze Césars.

"Le plomb est le polluant quantitativement le plus répandu dans l'environnement et celui qui atteint les seuils les plus critiques pour la moyenne des êtres humains" (1)

Le plomb s'accumule dans l'environnement depuis la préhistoire dans les sites habités. En Angleterre, il s'est accumulé à une vitesse vertigineuse depuis la révolution industrielle, depuis 1850.

Les deux graphiques suivants donnent une idée de l'accélération des dépôts de plomb dans les couches de glace du Groënland et dans les tourbes du Derbyshire.

(1) Propos recueilli près d'Henri PEZERAT, bio-chimiste, Directeur de Recherche au CNRS, Directeur du Laboratoire de réactivité de surface et structure, Université Pierre et Marie Curie, Paris.
"La norme C.E.E. est de 35 microgramme par dl de sang, mais à ce niveau-là, il y a déjà des effets nocifs sur la synthèse de l'hémoglobine" Henri Pezerat (interview).

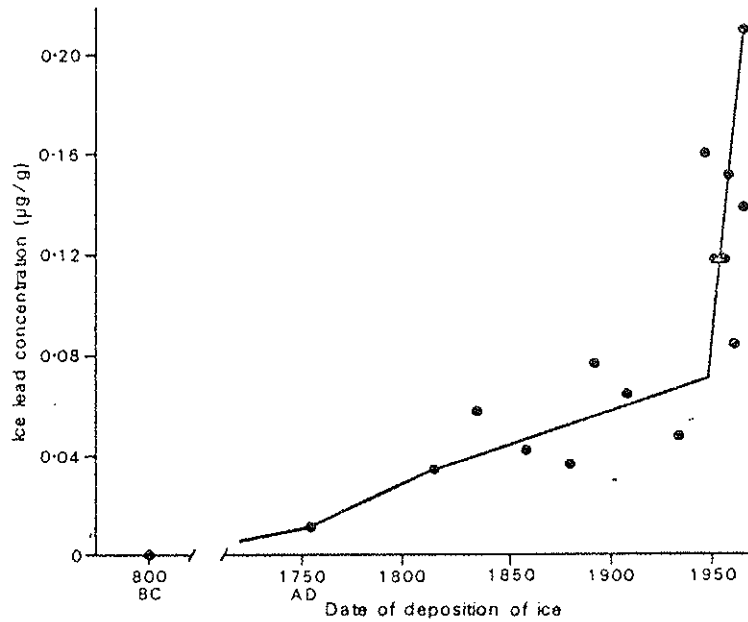


Figure 2-1
Lead content of annual ice layers in Greenland

Source:
~~Source Reference (H)~~

Ref: Murozumi, M., Chow, T.J. and Patterson, C.C. (1969)

"Chemical concentrations of pollutant lead aerosols, terrestrial dusts and sea salts in Greenland and antarctic snow strata
geochimica et cosmochimica Acta 33, 1247-1294.

Graphique 3.

Chapter 4

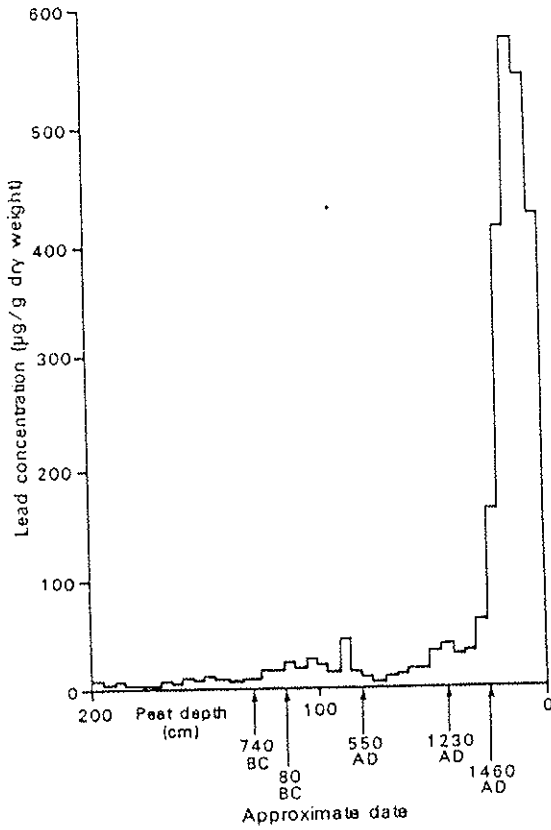


Figure 2.2

Lead analysis of a peat profile from Derbyshire

Source: ~~Reference (4)~~ = Lee, J.A. and TALLIS, J. H. (1973) Regional and historical aspects of lead pollution in Britain. *Nature* 245, 216-218
 2.3. Man releases lead to the environment during the mining, smelting and

Graphique 4.

GRAPHIQUE N° 3

Lead content of annual ice layers in Greenland

Source :

Munozumi M., Chow T.J. and Patterson C.C. (1969)
"Chemical concentration of pollutant lead aerosols,
terrestrial dusts and sea salts in Greenland and Antarctic
snow strata Geochimica et Cosmochimica Acta 33, 1247-1291.

(Référence qui devrait figurer dans la bibliographie
en fin de rapport)

GRAPHIQUE N° 4

Lead analysis of a peat profile from Derbyshire.

Source :

Lee J.A., and Jallis J.H. (1973) Regional and Historical Aspects of Lead Pollution in Britain. Nature 245, 216-218.

(Référence à reporter dans la bibliographie des travaux scientifiques).

La consommation mondiale et les émissions anthropogènes de plomb n'ont cessé de croître depuis 1850 :

	Consommation de plomb (en milliers de tonnes)	Emissions de plomb d'origine anthropo- gène (en milliers de tonnes)
Préhistoire		
à 1850	55.000	2.420
1850-1900	25.000	1.100
1901-1910	10.700	471
1911-1920	11.200	493
1921-1930	14.200	1.120
1931-1940	14.600	1.639
1941-1950	14.900	1.672
1951-1960	24.000	2.694
1961-1970	33.000	3.704
1971-1980	38.000	4.265
TOTAL	<u>241.000</u>	<u>19.578</u>

Selon NRIAGU J.O., "Global Inventory of natural and anthropogenic emissions of trace metals to the atmosphere", Nature, 1979, n° 279, pp. 409-411. Rapporté dans le 9° Rapport de la Commission Royale, p. 8.

Le monde francophone n'a pas idée de l'émoi suscité chez ses voisins anglophones (1) (et par exemple aussi en R.F.A.), par la découverte de l'accélération des dépôts de plomb et par les dangers qu'ils représentent pour la

(1) Emoi exprimé dans un ouvrage littéraire impressionnant : The Dean's December de Saul BELLOW, lauréat du prix Nobel de Littérature, Londres, Penguin Books, 1982.

santé, surtout celle des enfants (1).

Les sources de la pollution par le plomb sont multiples. Citons : le carreau des mines anciennes et nouvelles, les fonderies de plomb (2) et autres industries (piles, accus) ... les sols contenant du plomb (Vosges, Basse-Saxe ...), les centres des vieilles villes où les poussières de plomb provenant en particulier des vieilles peintures sont abondantes, et où les tuyauteries de plomb peuvent engendrer des cas de saturnisme hydrique.

1. LES PRECEDENTS ET LES PARALLELES à la campagne contre le plomb dans l'essence

1.1. L'Angleterre a connu tous les cas d'empoisonnements et d'accidents dûs au plomb, classiques dans les pays industrialisés, aussi bien autour de ses vieilles mines, de ses fonderies, qu'au centre de ses vieilles villes.

"Les vieux bâtiments de Londres, Glasgow, Edimbourg sont bourrés de plomb ...". "Les Anglais avec leurs vieilles villes ont les mêmes problèmes que les Américains avec les leurs" (3).

-
- (1) Les travaux les plus célèbres sont, en ce qui concerne l'accumulation du plomb dans l'environnement ceux de l'Américain C.C. PATTERSON qui a révolutionné les méthodes d'analyse de ces dépôts. En ce qui concerne la santé des enfants, ceux du Pr américain Herbert L. NEEDLEMAN (voir références pp. ~~78 et 81~~ 82 et suiv. et bibliographie).
- (2) La plus grande fonderie de plomb d'Europe est située à Noyelles-Godault dans le Nord de la France où il y a eu de gros problèmes, aussi bien en termes de maladies professionnelles qu'aux environs immédiats de l'usine, où un expert a fini par admettre que dans un périmètre de 200 à 300 mètres, il faudrait enlever 50 cm de terre. Mais le personnel de cette "fabrique de saturnisme" ne s'est pas mobilisé par crainte de perdre des emplois.
- (3) Propos recueillis près du Pr FOURNIER, Directeur du Centre anti-poison, Hôpital Henri Vidal, Paris.
"Aux U.S.A., les Blancs ont évacué les centres des vieilles villes. Les Noirs ont occupé la place. Les gosses noirs ont gratté et détruit les vieilles peintures au plomb. On a trouvé des anomalies certaines du développement cérébral de ces enfants" (interview du Pr Fournier).

L'alimentation en eau de ces vieilles villes par des tuyauteries en plomb a causé aussi beaucoup de cas d'empoisonnements plus ou moins graves. Depuis quelques années, cet ordre de problème semble résolu car on a décidé d'ajouter des bases aux eaux d'alimentation des vieilles villes, et l'acidité produite au contact des tuyaux se trouve neutralisée.

Ces différents aspects de la pollution par le plomb a attiré l'attention du corps médical, des pouvoirs publics, des organisations professionnelles, des écologistes et semble avoir trouvé au moins des débuts de solution sans conflits aussi remarquables (ou du moins aussi remarquables par nos soins) que celui suscité dans la population britannique par la présence de plomb tétraéthyle et tétraméthyle dans l'essence.

Il est vrai que d'une certaine manière, les anciennes mines et les anciens sites sont plus faciles à "ré-aménager". La pollution y est localisée ; tandis qu'avec l'essence le plomb s'envole dans l'air où il s'agglutine en molécules puis retombe sur les sols (1), imprégnant les plantes, l'eau et les chaînes alimentaires. Avec les voitures, les poussières de plomb sont partout, jusque dans les maisons, où on les retrouve par exemple, dans les cuisines, sur les surfaces de préparation des aliments. Le plomb émanant de l'essence est insaisissable.

On a discuté un certain temps en Angleterre et ailleurs pour se demander si le plomb le plus dangereux (celui qui se fixait le plus longtemps dans les tissus et les os) était le plomb inhalé ou le plomb ingéré ; jusqu'à ce que, en 1983, au Symposium Lead Versus Health, organisé par CLEAR, les Dr Robin Russel Jones (deputy Chairman, CLEAR) et Robert Stephens (University of Birmingham)

(1) A cinquante mètres en bordure des routes, le taux de plomb dans le sol est très élevé. Que dire des bordures de trottoirs où l'on roule les bébés dans leurs poussettes ? (cf. 9^o rapport, RCP).

expliquèrent qu'il s'agissait d'un faux débat, puisqu'il y avait plusieurs voies de passage du plomb diffus dans l'environnement à l'organisme humain, que les aliments n'étaient pas naturellement chargés de plomb et que s'ils en contenaient, celui-ci provenait des poussières éparses dans l'atmosphère (1). Les différentes "routes" du plomb vers l'organisme humain sont résumées dans un schéma reproduit sous forme plus lisible dans The lead Scandal de Des Wilson (2).

1.2. Les antécédents les plus directs de la campagne contre le plomb dans l'essence semblent donc plutôt à rechercher dans les premières activités des "groupes environnementaux" britanniques contre la pollution atmosphérique (type de pollution qui agite les Anglais depuis le Moyen-Age, rappelons-le).

Dès les années 1880, la SELBORNE SOCIETY avait expliqué le déclin ou l'extermination de plusieurs espèces végétales par "les fumées, les anomalies atmosphériques ..."
(3).

En 1929 se fondait la National Smoke Abatement Society (NSAS) dans le but de mener non pas une guerre-éclair, mais une guerre d'usure incessante surtout le front de la pollution atmosphérique (4), dans ce pays embué de "fumées" et de brouillards, véritables malédictions depuis des siècles.

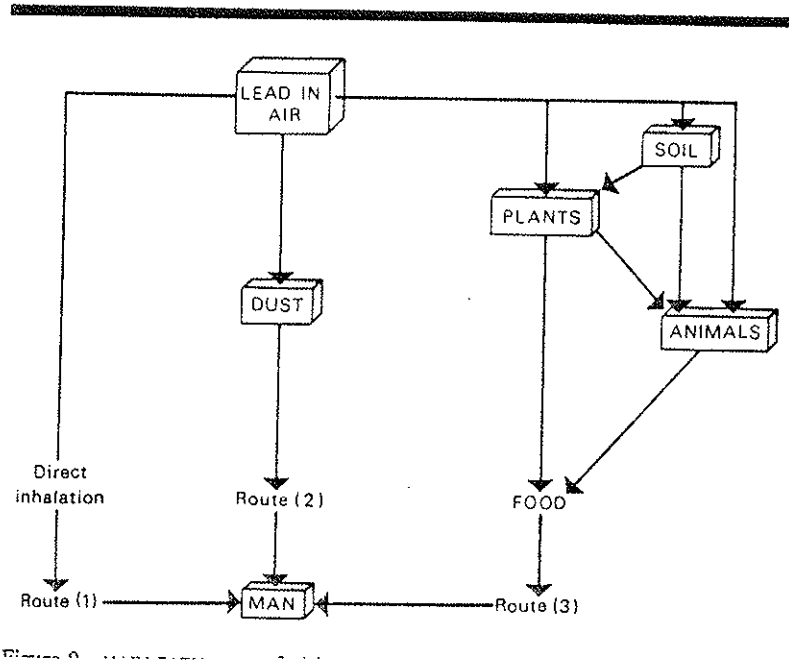
(1) Robin Russell Jones & Stephens R., "The contribution of Lead in Petrol to Human Intake" in Michael RUTTER & Robin RUSSEL JONES, (ed) Lead versus Health, Chishester, New York, Brisbane, Toronto, Singapore, John WILEY, 1983, 379 p., voir pp. 141 à 177.

(2) Des WILSON, The Lead Scandal, Londres, Heinemann, 1983.

(3) LOWE & GOYDER, op. cit., p. 19.

(4) KIMBER R., RICHARDSON J.J., Campaigning for the Environment, Londres, Routledge et Paul Kegan, 1974, p. 27.

Fig 3. Différentes voies d'accès du plomb vers l'organisme humain.



Source: lead versus health.

Schema redessiné dans
The lead Scandal, p. 57

Malgré de sérieuses difficultés financières, elle publia un mensuel "Smokeless Air" contenant des articles s'adressant au grand public, et d'autres plus techniques, souvent cités dans la grande presse. Elle établit une règle fondamentale : devenir une autorité scientifique sur la question de la qualité de l'air, règle qui plus tard, sera adoptée par tous les mouvements environnementalistes sérieux (1). Elle maintint un bureau pour informer et assister les journalistes, les conférenciers, les techniciens, les autorités locales. Elle organisa des expositions et collectionna les articles parus dans les journaux et périodiques sur les questions qu'elle soulevait. Par exemple en 1946 soixante articles consacrés à la pollution atmosphérique furent répertoriés par ses soins, en 1951, deux-cents et en 1954 (après "le grand smog" de Londres), plus de mille par mois.

Avant la deuxième guerre mondiale, la NSAS avait obtenu l'installation d'appareils de mesure des composants de l'air et la délimitation de zones dites "libres de pollution" (zones où les industries polluant l'atmosphère n'étaient pas autorisées à s'installer). En 1935 la Medical Press loue la NSAS pour ses activités en faveur de la santé du peuple.

Elle est donc bien rodée lorsque en 1952 "le grand brouillard de Londres" s'abat sur la ville. Il dure quatre jours (les 5, 6, 7, 8 décembre) et soulève une énorme vague de protestations dans le public. Cette protestation de longue haleine (en mai 1953, le ministre de la Santé, Mac Leod, se plaignait : "je ne reçois que des questions

(1) L'un des signes du professionnalisme croissant du lobby environnemental anglais est, selon Lowe & Goyder, son rôle grandissant d'expert. De loin ce sont les avocats qui sont consultés le plus fréquemment (comme consultants externes ou internes). Comme les objectifs des pressions environnementales se sont déplacés des plaintes devant les tribunaux aux actions législatives et exécutives, les avocats ont maintenu leur prééminence à travers la rédaction des projets de lois et le rôle de représentants dans les enquêtes publiques.

sur le brouillard et ses effets sur la santé" (1), aboutit à une enquête gouvernementale (1).

La NSAS avait eu l'occasion d'expérimenter la résistance du gouvernement à ses arguments, plutôt enclin qu'il était à écouter le lobby du charbon. Elle décida donc d'entreprendre sa propre enquête. Les débats qui s'ensuivirent portèrent largement sur le nombre de personnes tuées par le grand brouillard : environ quatre mille personnes fut-il admis quelques années plus tard (2), et sur le nombre de malades.

A la suite de cette enquête, la NSAS sut que le gouvernement ne pouvait plus l'ignorer. Son enquête constituait l'essentiel d'une stratégie parfaitement mise au point pour assurer sa présence à tous les stades d'élaboration du Clean Air Act de 1956. Celui-ci représente l'acte administratif le plus important quant à la prévention de la pollution atmosphérique depuis les lois de 1875 sur la santé publique (3).

(Dans tous les pays du monde, il faut parfois une catastrophe pour que surgissent des mesures législatives importantes).

Un autre aspect de la stratégie de la NSAS est à remarquer : le parlementaire M.P. Nabarro, initiateur de la législation du Clean Air Act de 1956, accepta de collaborer avec la NSAS démontrant ainsi l'existence d'une force de pression oeuvrant non pas à la périphérie du pouvoir (par l'intermédiaire des médias et du grand public), mais au coeur même du pouvoir. A chaque étape de l'élaboration des lois, la NSAS s'est manifestée en gagnant des sympathi-

(1) R. KIMBER et J.J. RICHARDSON, op. cit., p. 35.

(2) Ibid., p. 35.

(3) Ibid., p. 42.

sants parmi les législateurs et peut-être aussi dans le public, essentiellement pour s'assurer que les lois sont bien faites et ne comportent pas de lacunes.

En février 1976, dans un sondage intitulé "les attitudes du public vis-à-vis de la pollution" et réalisé par l'Opinion Research Center sur mille-cent-dix-huit personnes, toutes catégories sociales confondues, la pollution atmosphérique venait en tête, pour toutes les catégories sociales, à égalité avec la pollution des eaux, comme réponse à la question : "Quelles sortes de pollution, s'il y en a, vous inquiètent le plus personnellement ?". Parmi les formes de pollution atmosphérique, les émissions de véhicules venaient en tête (70 %), avant celles des usines (46 %). Voir tableau ci-dessous :

70 TABLEAU IV

Inquiétude au sujet de la pollution parmi les Britanniques
selon la classe sociale (en %)

légende : AB : professions libérales et dirigeants
C1 : techniciens et employés
C2 : ouvriers qualifiés
D, et E : travailleurs non qualifiés.

what are the classes? why in 70% below

	All respondents	Class				
		AB	C1	C2	D	E
air pollution	39	44	45	39	33	30
water pollution	40	51	45	40	33	29
land pollution	22	27	23	23	20	17
noise pollution	11	13	11	10	12	9
visual pollution, eyesores, etc.	12	15	12	10	14	12
other types of pollution/ other answers	4	6	6	3	3	5
not concerned	18	14	16	17	20	24
no answer/don't know	6	2	6	7	7	11
number of respondents	1,118	133	265	372	250	93

Source: *Public attitudes to pollution*. Opinion Research Centre, February 1976.

The question asked in the survey was 'One of the problems concerning many people today is pollution of the environment. What types of pollution - if any - do you personally feel concerned about?' The results shown above group the different types of pollution and environmental problems mentioned by the respondents under each heading.

The interviewer then went on to ask, for each type of pollution, which two of a given set of possible causes were thought to be the most important in Britain. The three causes most often mentioned were:

- air pollution - vehicle exhausts (70%); smoke from factories (46%); rubbish and rubbish dumps (15%)
- water pollution - factory and industrial waste (51%); oil slicks and waste from ships (34%); sewage effluent (28%)
- land pollution - litter and rubbish (41%); factory and industrial waste (30%); dumping of household waste (26%)
- noise pollution - lorries/buses/cars (56%); motorcycles/scooters (26%); loud radios/TV etc (23%)
- visual pollution - litter and rubbish left by the public (53%); ugly redevelopment in towns and cities (30%); waste disposal and tipping (29%)

Source: Opinion Research Centre, février 1976
reproduit dans Love et GOYDER.

(A noter que la distribution des attitudes est la même à l'intérieur de la catégorie "dirigeants et professions libérales" et à l'intérieur du groupe "techniciens et employés".

Le % de personnes perturbées par les pollutions sonores et visuelles est à peu près le même pour toutes les couches sociales).

Ce sondage aura le pouvoir d'influencer les décisions gouvernementales.

2. LES PREMIERES DECISIONS GOUVERNEMENTALES ET LES REACTIONS DES PETROLIERS

Les années 1970-1971 semblent marquer une période "d'ardeur écologique" de la part des instances gouvernementales, un peu partout dans le monde industrialisé.

Ce sont celles du CLEAN-AIR ACT américain. En 1970, le Congrès décide l'abandon progressif de l'essence plombée. (Néanmoins un groupe de pression s'organise pour s'assurer que le plomb sera bien retiré de l'essence : National Coalition for Lead Control).

En 1971, le Japon décide de ne plus fabriquer que des véhicules non polluants.

En R.F.A., en 1971, vote de la grande loi-cadre réglementant la pollution de l'air et la pollution par le bruit : c'est la BUNDESIMMISSIONSCHUTZ GESETZ (voir tome 2 : qui sera amendée à plusieurs reprises, en particulier par la T.A. LUFT 1974 et la BUNDESIMMISSIONSHUTZ GESETZ de 1977 ^{4/33}). Cette loi-cadre inclut, outre la décision de réduire les trois principaux gaz d'échappement des voitures (HC, CO, NOX), celle de passer à l'essence sans plomb (Benzinbleigesetz).

En France, 1971 voit la création du Ministère de

l'Environnement (1).

2.1. En Angleterre, en 1971, le Chief Medical Officer (personnage jouant un rôle très important en Grande-Bretagne, à la fois comme conseiller du gouvernement, Directeur de la Sécurité Sociale et donc responsable de la santé de la population), conseille au gouvernement de ne pas tolérer que la densité du plomb en suspension dans l'atmosphère augmente (2). 1970 avait vu naître aussi la première directive européenne concernant la limitation des polluants émis par les véhicules à moteur (70/270/C.E.E.).

Cet ensemble de mesures donne l'impression que pendant deux ans, tous les pouvoirs politiques du monde se sont convertis à l'environnementalisme et ont pris des décisions importantes, à la simple vue de résultats scientifiques - non moins importants eux aussi - sans qu'il soit besoin d'aucun lobby environnemental, d'aucun parti écologique, d'aucune campagne d'opinion ... Ce furent comme deux années de grâce entre la science et la politique.

En réponse à la recommandation du Chief Medical Officer, le gouvernement britannique annonce donc en 1972, une réduction de la teneur en plomb tétraéthyle et tétraméthyle en trois étapes :

- la première de 0,84 g à 0,64 g en 1973
- la deuxième de 0,64 g à 0,55 g en 1974
- la troisième de 0,55 g à 0,40 g en 1976.

L'industrie pétrolière s'est conformée de bon gré aux deux premières réductions, sans objection majeure.

Il est vrai que des teneurs en plomb si élevées,

(1) Ministère qui n'a jamais pu acquérir l'autorité des "grands ministères".

(2) Nigel HAIGH, EEC Environmental Policy and Britain. An Essay and a Handbook, Environmental Data Services Ltd, 1984.

quoique tolérées n'étaient pratiquement pas utilisées. Néanmoins la deuxième réduction fut mise en oeuvre avec neuf mois de retard sous prétexte de crise pétrolière (1).

2.2. Le ministère de l'Energie (en principe très peu réceptif aux demandes environnementales, voir première partie de ce fascicule), annonça au début de 1974 qu'il s'opposait aux réductions de teneur en plomb jusqu'à révision des données médicales et économiques.

L'effet de "grâce" infuse entre les travaux des scientifiques et pouvoirs politiques s'évanouit. Certains résultats scientifiques vont être perçus comme perturbateurs des rapports économiques et vont être contestés sans autre motif décelable que celui d'être susceptibles d'ébranler ~~des~~ ^{les} intérêts économiques.

Sur la même lancée, l'industrie pétrolière va s'opposer à la troisième réduction (à 0,4 g en 1976) en invoquant, cette fois-ci, les problèmes de coûts et d'investissements trop élevés.

A la même époque, l'industrie du raffinage britannique devait affronter des problèmes de modernisation de ses installations. On peut supposer que la modification des installations en vue de fournir de l'essence à 0,4 g ne coûtait pas beaucoup plus que les modifications adaptées à l'essence à 0,55 g. On comprend mieux pourquoi plus tard, elle préférera passer directement à l'essence sans plomb que d'engager des frais pour une étape intermédiaire à 0,15 g.

2.3. Le gouvernement révisé alors sa position et use

(1) Le lien entre les deux phénomènes ne paraît pas évident. Il en fut pourtant ainsi (voir Nigel HAIGH). Ne serait-ce pas que les industriels se plaisent systématiquement à repousser les dates d'application de modification de leurs produits que les gouvernements leur demandent ?

de la tactique du report des échéances : les passages à 0,55 g et à 0,4 g par litre sont décidés pour deux ans plus tard (0,55 g en 1976 et 0,45 g en 1978) à l'issue des débats parlementaires de 1976 et après le sondage de février 1976 mentionné plus haut, et utilisé déjà par les environnementalistes pour faire pression sur les députés. Nous percevons bien ici toute l'importance de l'opinion publique dans les démocraties anglo-saxonnes, où elle ne compte pas seulement au moment et à propos des élections, mais pour tous les problèmes qui se posent au jour le jour.

C'est un peu plus tard, semble-t-il, que les environnementalistes prendront vraiment la mouche et s'organiseront autour du problème très ponctuel de la suppression du plomb dans l'essence d'abord, vers la fin des années 70, dans l'association CALIP animée et conseillée par le Pr Bryce-Smith de Reading University qui s'était déjà exprimé à titre personnel, puis dans la grande coalition CLEAR (en janvier 82) après que le gouvernement aura décidé en 1981 une étape intermédiaire à 0,15 g (pourtant nécessaire dans le cadre de la législation C.E.E.) devant être appliquée fin 85 au lieu de la suppression totale, pure et simple, du plomb de l'essence (1).

3. LES TRAVAUX SCIENTIFIQUES FONDAMENTAUX ET INDEPENDANTS qui, peu à peu, vont mettre en péril des intérêts industriels importants

Quels sont donc les travaux scientifiques de base qui ont inspiré la démarche du Chief Medical Officer en 1971, puis les réactions des instances gouvernementales et des industriels ?

(1) CLEAR se mobilisera alors contre les fonctionnaires des ministères de l'Energie, de l'Industrie, contre les Sociétés pétrolières, les Constructeurs automobiles et surtout contre OCTEL.

Ils sont fort nombreux (1), et en ce qui concerne les premiers, surtout Américains.

Mais les éponymes de cette période de revendication d'essence sans plomb, semblent à n'en pas douter, Clair C. Patterson, professeur de géologie à l'Institut de Technologie de Californie et le Pr Herbert L. Needleman de la Harvard Medical School et du Centre médical Hospitalier pour enfants de Boston, devenu ensuite professeur associé de psychiatrie et de pédiatrie à l'hôpital pour enfants de Pittsburgh.

3.1. Les découvertes les plus importantes de C.C. Patterson peuvent se regrouper sous trois chefs :

- a) les densités de plomb trouvées dans les océans sont trop importantes pour provenir seulement des sédiments. Elles viennent en grande partie des fleuves et des précipitations atmosphériques (cette découverte lui valut un violent conflit avec l'EPA) ;
- b) l'accumulation du plomb dans les éco-systèmes au cours des âges - en liaison avec les progrès de la métallurgie - surtout à partir de la révolution industrielle ;
- c) l'accroissement de la charge en plomb dans l'être humain.

Elles sont devenues au-delà de toutes critiques en raison de la rigueur et de la pureté des méthodes utilisées,

(1) Dans les communications de haut niveau au symposium Lead versus Health organisé par CLEAR en 1982 et publié en 1983, on peut répertorier quelques cinq cents références (dont une seule française). Cf. RUTTER M., RUSSEL JONES R., (ed), Lead versus Health, Sources and Effects of Low Level Lead Exposure, Chichester, New York, Brisbane, Toronto, Singapour, John Wiley and Sons, 1983, 379 p.

entres autres la méthode IDMS ("Isotope Dilution Mass Spectrometric Analyses"), recours à un laboratoire ultra propre - conçu sur le modèle des laboratoires utilisés pour analyser les matériaux rapportés de la Lune. (Il n'y avait que quatre laboratoires ultra propres dans le monde entier).

Nous n'entreprendrons ici ni une vulgarisation ni un résumé d'une oeuvre de tout premier plan. Nous nous limiterons à en donner un léger aperçu à partir de ce qui nous a le plus frappé dans la communication au symposium CLEAR Lead versus Health (1) et dans celle de l'Académie des Sciences de Washington (2), dans l'espoir d'éveiller chez les lecteurs de ces pages le désir de se reporter à l'oeuvre originale, oeuvre d'une extrême concision et précision, et de les conduire à prendre au sérieux le problème de la pollution par le plomb.

La découverte de C.C. Patterson devenue peut-être la plus célèbre, ou du moins la plus vulgarisée, est celle où il explique que l'homme contemporain est cinq cent à mille fois plus chargé en plomb que l'homme préhistorique. Elle constitue une sorte de dénouement à une longue séquence d'hypothèses très sophistiquées.

Quand il arriva à cette conclusion, il ne soupçonnait vraisemblablement pas l'ampleur des émotions et des discussions qu'il allait déclencher dans le monde anglo-saxon. Lui-même et ses collègues en vinrent à cette découverte plus ou moins par hasard. "Il y a environ vingt ans nous étudions les isotopes du plomb dans les sédiments océaniques dans le cadre d'un travail plus vaste sur

(1) - British Mega Exposures to Industrial Lead, pp. 17 à 32, première communication au symposium.

(2) - C.C. PATTERSON, "An Alternative Perspective. Lead in the Human Environment : Origin, Extent and Significance" in National Academy of Science, 1980, Lead in the Human environment, a report prepared by the Committee on lead in the Human Environment, Environmental Studies Board, Commission on Natural Resources, National Research Council, National Academy of Science, Washington DC, 1980, cf. pp. 265 à 343.

l'histoire de l'évolution de la croûte terrestre. Nous découvrîmes que le plomb avait beaucoup moins passé des océans aux sédiments pélagiques durant les temps préhistoriques qu'il n'était rapporté par les autres chercheurs, et qu'actuellement, il pénétrait en énorme quantité dans les océans via les fleuves. Ce phénomène aurait pu relever d'une complexité de la nature, sinon il signifiait que le plomb industriel contaminait le cycle hydraulique de la terre sur une vaste échelle. Les tonnages remarquables dirigèrent nos soupçons vers le plomb provenant des émissions des carburants, parce que cette source était prise en compte dans nos observations et nous publiâmes ces soupçons (Tatoumoto et Patterson, 1963). Il ressortit de nos mesures méticuleuses accomplies des années plus tard, que les évaluations des concentrations de plomb dans les fleuves étaient exagérément élevées, mais que des quantités énormes de plomb pénétraient les océans par les précipitations directes de l'atmosphère", rapporte-t-il dans sa communication au symposium lead versus Health (1). Et un peu plus loin, il déclara : "en conséquence, avec un groupe de collègues, je décidai d'investiguer à la fois l'étendue de la pollution par le plomb industriel dans le monde et le taux de plomb naturel dans les êtres humains".

Cette communication donne une impression de "suspense" au lecteur car il se demande comment l'auteur a pu passer des taux de plomb contenus dans les roches et les sédiments, au taux de plomb contenus dans les squelettes préhistoriques, jusqu'à ce qu'il nous rassure en signalant une expédition menée au Pérou en 1979 avec Ericson et d'autres (2), au cours de laquelle ils ont découvert des squelettes d'êtres humains ayant vécu il y a environ deux-mille ans, dans un environnement absolument à l'abri de la

(1) C.C. PATTERSON, British Mega Exposures to Industrial lead in lead versus Health, pp. 17 à 32, Michael Rutter & Robin Russel Jones, éd, Chichester, New York, Brisbane, Toronto, Singapoure, 1983.

(2) ERICSON J.E., SHIRAHATA H., PATTERSON C.C., "Skeletal Concentrations of lead in ancient Peruvians", New England Journal of Medicine, 1979, 300, pp. 946-951.

contamination par le plomb.

Il apporte beaucoup plus de précisions dans sa communication à l'Académie des Sciences des U.S.A. :
An alternative perspective, lead pollution in the Human Environment : Origin, Extent and Significance in lead in the Human Environment, National Academy of Science, Washington D.C. 1980.

Après avoir exposé les développements de la métallurgie depuis la préhistoire, il explique déjà que plus de plomb semble pénétrer dans les océans en provenance des fleuves et des pluies à l'époque actuelle, que les océans n'en ont déposé dans les sédiments au cours des ères passées.

La différence peut être expliquée par la masse de plomb d'origine industrielle qui interfère avec les cycles naturels du plomb dans les océans. Devant cette hypothèse lui-même et ses collaborateurs furent les premiers à appliquer la méthode IDMS (Isotope Dilution Mass Spectrometric Analyses : spectrométrie de masse des isotopes en dilution), à la recherche de la présence des traces de plomb sur grandes surfaces. Cette méthode avait été utilisée ^{à la fin de} ~~pendant~~ la deuxième guerre mondiale, pour étudier les quantités de produits de fission nucléaire, puis après la guerre, en géologie, pour étudier la présence d'uranium, plomb, thorium, potassium, rubidium et strontium dans des minéraux microscopiques et un peu radioactifs.

Cette méthode est encore peu connue (en 1980), coûteuse, difficile à manier et utilisée en géochronologie, géochronométrie, géochimie, cosmo-chimie. Elle a apporté une révolution en géologie en permettant de trouver l'âge d'un grand nombre de roches et des traces chimiques reliées aux réactions magmatiques.

Cette méthode analytique appliquée au plomb environnemental convient par excellence pour étudier la contamination écrasante par le plomb.

Parallèlement, se sont développées des méthodes de travail ultra-propres pour opérer dans des laboratoires et avec des instrumentations parfaitement dépolluées. Clair Patterson fut apparemment le premier à se rendre compte que ses prédécesseurs ne s'étaient pas aperçus qu'ils travaillaient dans des laboratoires pollués (par la pollution ambiante) et avec des instruments souillés. Il parvint à obtenir le laboratoire et les appareils ultra-propres, tels qu'il les souhaitait.

Il s'employa donc à évaluer la concentration de plomb dans la biosphère aux temps préhistoriques (1). (Il a retrouvé des brins de bois vieux de plusieurs ^{milliers} ~~siècles~~ et a pu les mettre à l'abri des contaminations présentes).

Le taux de plomb dans la biomasse de l'hémisphère Nord aux temps préhistoriques devait être seulement de trois cents tonnes de plomb. (L'hémisphère Nord est à l'heure actuelle plus chargé en plomb que l'hémisphère Sud, car les précipitations se produisent plus vite que les masses d'air des deux hémisphères ne se mélangent).

Il a fait l'hypothèse que le taux de concentration de plomb dans la nourriture préhistorique était inférieure à $2ng$ Pb/g.

Il a étudié les concentrations de plomb dans les arêtes et les muscles de poissons d'âges variés, dans les squelettes d'herbivores et ^{de} carnivores marins et terrestres ...

L'aspect le plus remarquable de son activité intellectuelle consiste, de notre point de vue, dans l'enchaînement de ses hypothèses qui lui permettent, à partir de la connaissance géologique des roches et des sédiments, de déduire (sur un plan théorique) l'état des éco-systèmes préhistoriques, celui des chaînes alimentaires aux mêmes

(1) Il fait la distinction entre hydrosphère, biosphère et atmosphère.

âges et en combinant et maîtrisant une multiplicité de disciplines de suivre la route du plomb au calcium (qui ^{se}varie avec celle du barium au calcium). D'inférence en inférence théorique, il a posé une hypothèse fondamentale selon laquelle l'âge et la composition d'une roche lui permet de prédire le taux de plomb contenu dans un squelette du même âge que cette roche.

Le plus aléatoire dans ses entreprises et ses nombreuses expéditions (au Groënland, dans l'Arctique et l'Antarctique, dans les îles du Pacifique, dans les deux Amériques), étaient sans doute de trouver les squelettes enfouis dans les écosystèmes préhistoriques qu'il pouvait reconstituer de déduction en déduction.

Le "chemin" du plomb naturel vers le calcium des os a été étudié par des lignes séparées d'investigations qui se valident les unes, les autres : animaux à fourrure, arêtes de poisson, insectes ...

Enfin les prédictions du taux de plomb dans les squelettes humains préhistoriques ont pu être vérifiées grâce à la découverte des sépultures péruviennes ! (1)

Le chemin intellectuel parcouru aussi bien que l'organisation des nombreuses expéditions, ~~des~~ laboratoires et ^{des} instruments ultra-propres, évoquent une immense vitalité. De telles découvertes supposaient que leur auteur domine lui-même avec un très haut niveau de compétence plusieurs disciplines : la géologie, la géochronologie, la géochimie, la cosmochimie, la bio-chimie, l'océanographie, l'anthropologie, plusieurs branches de la biologie ...

Il n'empêche que l'EPA (Agence de Protection de l'Environnement américaine, équivalente à nos ministères

(1) Il est difficile de suivre le "chemin" parcouru par le calcium, le plomb, le barium entre la roche et un squelette. C.C. Patterson s'y retrouve. En appliquant "un facteur de biopurification du calcium", C.C. Patterson prédit qu'un taux pb/ca de 6400×10^{-8} dans un éclat de roche conduit à un taux de 2×10^{-8} dans un squelette du même âge que la roche.

de l'environnement), qui s'était engagée à financer au moins partiellement l'une de ses recherches mit un terme prématuré à celle-ci parce qu'elle démontrait que des rapports prestigieux (1) raisonnaient sur des relations fallacieuses entre le sang et l'air. Les données recueillies par la méthode de l>IDMS (celle de Patterson et ses collaborateurs) sont d'une importance majeure pour surveiller le plomb dans l'environnement, parce qu'elles permettent d'identifier l'importance relative des différentes sources de plomb industriel introduites dans l'atmosphère.

Puisque il n'existe pas d'archives dignes de foi de filtres atmosphériques datés, des informations importantes recueillies par Patterson et ses collaborateurs sont irrévocablement perdues par suite de la décision de l'EPA de couper les crédits qu'elle lui avait alloués.

Par ailleurs l'EPA a implacablement détruit des documents irremplaçables.

(1) NAS-NRC, Airborne Lead in Perspective, National Academy of Science Washington, D.C., 1972, World Health Organization, Genève 1977. Environmental Health Criteria, 3, lead, Section 1-13-14 Air Quality Criteria for lead, EPA 600/8/77-017, Washington DC 1977. Le conflit entre l'EPA et C. Patterson semble assez complexe ; il commença parce que la méthode de l>IDMS permet d'établir que dans les eaux fluviales éloignées des lieux habités, la densité de plomb est seulement de 5 à 50 nanogrammes par kilo d'eau, tandis que le document Quality Criteria for Water de l'EPA établit que la concentration naturelle de plomb dans les eaux fraîches est de l'ordre de 1000 à 10000 nanogrammes par kilo. Ce point de vue a son origine dans le fait que la contamination excessive par le plomb dans la plupart des laboratoires interdit les analyses de concentration de plomb dans l'eau en-deçà de 1000 nanogrammes de plomb par kilo d'eau.

Le conflit entre "la science officielle" et "la science pure" pour emprunter une notion chère à Patterson lui-même ("pure science" qu'il oppose, ^{seul-t-il} ~~souvent~~, à "l'engineering" irresponsable devant les conséquences de ses applications), semble expliquer partiellement pourquoi C.C. Patterson rencontra des difficultés pour publier ses résultats entre 1965 et 1980 (difficultés rapportées par Des Wilson in The lead Scandal).

Néanmoins par la suite, ses méthodes furent largement ré-utilisées par d'autres équipes de recherches, et ses résultats soumis à de nouvelles épreuves (1).

-
- (1) Quelques références des publications de C.C. PATTERSON :
- MUROZUMI M., CHOW T.J., PATTERSON C.C., "Chemical concentrations of pollutant lead aerosols, terrestrial dusts and sea salts in Greenland and Antarctic snow strata" in Geochimica and Cosmochimica Acta, 33, p. 1247-1294, 1969.
 - Des trois mêmes auteurs : "The possibility of measuring variations in the intensity of worldwide lead melting during medieval and ancient times using lead aerosol deposit in polar snow strata. Int. Conf. on the application of science to medieval archeology, Los Angeles, 1967.
 - PATTERSON C.C., "Contaminated and natural lead environments of man", in Archives of Environment and Health, II, 344-360, 1965.
 - SETTLE D.M., PATTERSON C.C., "Lead in Albacore : guide to lead pollution in Americans", in Science 207, p. 1167-1176, 1980.
 - PATTERSON C.C., "An Alternative Perspective. Lead in the Human Environment : Origin, Extent and Significance", in National Academy of Science 1980, Lead in the human environment, a report prepared by the Committee on Lead in the Human Environment, Environmental Studies Board, Commission on Natural Resources, National Research Council, National Academy of Science, Washington, D.C., 1980, cf. pp. 265 à 343.
 - ERICSON J.E., SHIRAHATA H., PATTERSON C.C., "Skeletal Concentrations of lead in Ancient Peruvians". New England Journal of Medicine, 1979, 300, pp. 946 à 951.
 - Ng, A., PATTERSON C.C., "Natural concentration of lead in ancient Arctic and Antarctic ice". Geochimica and Cosmochimica Acta, 45, pp. 2109-2121, 1981.
 - FLEGAL R., PATTERSON C.C., Vertical concentration profiles of lead in the Western Pacific at N 15° and S 20°, Manuscript submitted to Earth and Planetary Science Letters, 1982.
 - PATTERSON C.C., British Mega Exposures to Industrial lead, in Lead versus Health, op. cit., 1983, pp. 17 à 32.

Ces écrits se caractérisent par une extrême concision et une absence totale de redondance.

3.2. Les résultats essentiels de l'équipe Needleman établissent que les enfants sont quatre ou cinq fois plus vulnérables aux effets du plomb que les adultes (leur cerveau n'est pas achevé), que les agressions par les faibles doses - inférieures à 35 ml/dl - provoquent une baisse des niveaux des Q.I. et des troubles du comportement et de l'adaptation. Dans les cas sévères, particulièrement chez les enfants des centres des grandes villes, la baisse du Q.I. et les dommages causés au système nerveux sont irréversibles.

Son enquête célèbre sur les déficits scolaires et comportementaux des enfants dont les dents de lait contenaient beaucoup de plomb avait relevé d'une part un grand nombre de paramètres sur chaque enfant de l'échantillon et d'autre part, l'instituteur (ou l'institutrice) remplissait un long questionnaire très détaillé sur les résultats scolaires et le comportement de l'enfant en milieu scolaire. Par ailleurs le test du Q.I. était appliqué à chaque enfant.

Les mères aussi remplissaient un très long questionnaire sur le comportement des enfants.

L'ensemble des données est analysé au moyen du t-test et d'analyses de covariance.

Les résultats ont été, pour une large part, contestés par le personnel médical travaillant pour les compagnies pétrolières, bien que les méthodes de Needleman aient été ré-utilisées dans beaucoup d'études ultérieures au Canada, aux Etats-Unis, en Australie, Angleterre, Allemagne Fédérale (1), et aient abouti à des résultats .

(1) - Effects of lead in the Canadian Environment, Executive report by J.F. Jaworski, National Research Council, Canada, 1978.
 - Lead in the Human Environment, US National Academy of Science, Washington DC, 1980.
 - Professor Llyod Smythe and colleagues : tests on children in school in four different parts of Sydney. Cité in Des Wilson, op. cit., p. 163.

tout-à-fait équivalents.

Les scientifiques employés par les industriels ont souvent reproché à Needleman d'avoir pris en compte un trop grand nombre de variables et de n'avoir pu contrôler l'effet isolé du plomb ; mais les contrôles statistiques supplémentaires effectués par ses émules du Canada, d'Australie, d'Allemagne (Winnecke), d'Angleterre et d'ailleurs ... suffisent à donner une très forte probabilité de validité à ses résultats (1).

Il demeure bien vraisemblable que sa virtuosité

.../...

- M. RUTTER, Raised Lead Levels and Impaired Cognitive/ Behavioral Functioning : a review of the Evidence. Supplement to : Developmental and Child Neurology ; vol. 22, n° 1, mars 1980.
- W. YULE, LANDSDOWN R., URBANOWICZ M., MILLAR I., Relationships between Blood-lead, Intelligence, Attainment and Behaviour in School Children : overview of a Pilot Study. Paper presented at CLEAR International Symposium, Londres, 10-12 mai 1982 in Lead versus Health, op. cit.
- G. WINNECKE, Neurobehavioural and Neuropsychological Effects of Lead. Paper presented at CLEAR International Symposium 10-12 may 1982 in Lead versus Health, op. cit.
- E.E.C. Commission - Isotopic Lead Experiment : Statut Report prepared S. Facchette et F. Geiss, Joint Research Centre, Ispra, Italy, July 1982.

(1) On pourra se reporter à Des WILSON, pour se faire une idée des discussions statistiques au sujet des travaux de Needleman.

Cf. Des WILSON, The lead Scandal. The fight to save children from damage by lead in Petrol, Londres, Heinemann, 1983, 182 p., voir pp. 14 à 37.

statistique aurait été unanimement admirée - ou serait demeurée tout simplement inaperçue - si elle n'avait pas eu pour conséquences de soulever des inquiétudes et de compromettre de lourds intérêts économiques.

Son travail à la fois le plus cité et le plus contesté demeure :

- NEEDLEMAN H., GUNNOE C., LEVITON A., REED M., PERESIE H., MANER C., BARRETT P., "Deficits in psychological and classroom performance of children with elevated dentine lead levels". In New England Journal of Medicine, 300, pp. 689 à 695, 1979. Il fut aussi "l'editor" d'un ouvrage collectif :
- NEEDLEMAN H.L., (ed) Low level Lead Exposure : The clinical Implications of Current Research, New York, Raven Press, 1980.

4. LES JEUX ET BATAILLES D'EXPERTISES

En 1979, les Conservateurs gagnent les élections. A ce moment, il existait d'abondantes données scientifiques relatives aux dangers du plomb pour la santé et suffisantes pour alarmer une partie de la population anglaise et situer la pollution par le plomb au centre d'un débat national sur la santé.

4.1. En novembre de cette année, le Parlement ordonne la création d'un comité chargé d'étudier les documents relatifs aux pollutions par le plomb. Le comité est présidé par un sous-secrétaire au ministère de l'Environnement, Mr John Rowcliff, il examine les données scientifiques et se penche plus particulièrement sur deux rapports, le rapport Lawther et le rapport WOPLIP.

4.1.1. Le rapport Lawther (1) avait été demandé

(1) Lead and Health, Department of Health and Social Security. The report of a DHSS Working Party on Lead in the Environment, HMSO, Londres, 1980.

par le gouvernement travailliste. L'équipe chargée de le mettre au point fut désignée par le ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale (DHSS).

Son directeur, le Professeur P. Lawther avait tenu le poste de directeur du MRC (Medical Research Council Air Pollution Unit). Le rapport Lawther eut une influence considérable pendant la période la plus houleuse, 1981-1983, du débat public sur le plomb. Il est très souvent considéré comme la base de la décision de passer de 0,40 g/l à 0,15 de plomb par litre d'essence (décision prise en 1981 et prévue pour entrer en vigueur fin 1985). Il fut souvent cité dans les articles sur la pollution par le plomb.

Son objectif : passer en revue tous les effets sur la santé du plomb répandu dans l'environnement provenant de toutes sources, et en particulier les effets du plomb sur la santé et le développement des enfants et éprouver la proposition selon laquelle le plomb contenu dans l'essence constitue l'essentiel de la charge en plomb du corps humain.

Ses résultats :

- demander de nouvelles recherches : "Nous n'avons pas été capables de clarifier les conclusions concernant les effets des faibles doses sur l'intelligence, le comportement et les résultats des enfants".

- Prendre des précautions pour que le seuil de sécurité fixé à 35 ug de plomb par dl de sang ne soit pas dépassé (1).

- Le Pr Lawther inséra une déclaration importante qui rassura le ministère de l'Energie et les industriels mais provoqua des remous chez les environnementalistes : "Personnellement je pense que supprimer le plomb de l'essence ferait baisser de 10 à 15 % la charge en plomb"

(1) ug/dl = microgramme de plomb par décilitre de sang, le seuil de 35 ug/dl est le seuil maximum admis par la C.E.E. De nombreux toxicologues le considèrent comme trop élevé.

du corps, mais il y a d'autres sources de plomb aux conséquences bien pires" (1).

Cette simple phrase est peut-être à l'origine de la virulence du débat qui s'ensuivit.

Le rapport Lawther rassura les autorités et une placidité négligente s'installa dans le système officiel de prises de décisions politiques : l'éventuellement onéreux problème des dommages importants infligés aux enfants par l'essence plombée semblait effacé. La publication du rapport Lawther fit même hésiter Whitehall à réduire le maximum officiel de 0,4 g à 0,15 g (2).

L'industrie pétrolière et surtout OCTEL, le grand producteur de plomb tétraéthyle et tétraméthyle - dont les pétroliers détenaient en totalité le capital - tirèrent fréquemment des citations de ce rapport pour combattre la mobilisation grandissante du lobby environnemental contre le plomb encore contenu dans l'essence, et la croyance répandue dans le public et révélée par le sondage de 1976, selon laquelle le plomb était dangereux pour la santé.

4.1.2. Les environmentalistes avaient chargé le Pr D. Bryce-Smith de l'Université de Reading et le Dr Robert Stephens de l'Université de Birmingham, de revoir le rapport Lawther dans le cadre de la "Société de Conservation" (Conservative Society) (3).

(1) The Times, 7 mai 1982, article par G. BROCK, p. 10.

(2) Lawther semble appartenir à la catégorie d'experts qui ne tient pas "à faire des vagues" et conçoit ses fonctions comme essentiellement destinées à rassurer les pouvoirs et les intérêts établis.

(3) A review of Contemporary lead Pollution and a Commentary on the DHSS Report "Lead and Health", prepared by the Conservation Society by D. BRYCE-SMITH and R. STEPHENS ; Conservation Society, 68 Dora Road, Londres, S.W. 19, 1981.

Leur propre rapport souligna deux défauts principaux dans le rapport Lawther :

a) une attitude hypercritique envers les études scientifiques montrant le danger pour la santé de l'exposition aux faibles doses de plomb (quelques études mentionnées plus loin, montrent le danger de doses aussi faibles que 12 ug/dl, ce qui est bien en-deçà des recommandations du rapport Lawther : 35 ug/dl).

b) Etablir le niveau de danger à 35 ug/dl ne reposait sur aucune base médicale ou scientifique.

Deux ans plus tard, on s'aperçut que le rapport Lawther avait à peine prêté attention à l'absorption du plomb en provenance de l'essence, par le canal de la nourriture ou les surfaces de préparation des repas, les ustensiles de cuisine, la vaisselle ... et à la poussière que les enfants avalaient en portant des mains sales à la bouche tandis qu'ils jouaient (1). Le rapport Lawther avait considéré essentiellement ce que l'on respire. Mais ce que l'on respire compte seulement pour 10 % de la charge du corps en plomb.

Les dissidents de la rédaction du rapport Lawther

Un membre du comité de rédaction du rapport Lawther, le Professeur Michael Rutter, psychiatre pour enfant, de renommée internationale, absent d'Angleterre quand le rapport fut publié, fut le premier à manifester son désaccord avec les conclusions du rapport. D'autres membres suivirent, les Dr R. Lansdown et W. Yule affirmèrent dans une étude de 1981 (2) que les taux de plomb dans le sang inférieurs à 35 ug/dl étaient dangereux pour la santé des enfants. Un autre "dissident" fut un pédiatre, le professeur Thomas

(1) The Environmental Crisis, collection of essays, Heinemann Educational Books, Londres, 1984, voir p. 82.

(2) Parue in Lead versus Health, ed. by M. Rutter and R. Russell Jones, Wiley, Chichester, New York, Brisbane, Toronto, Singapore, 1983, 379 p.

Oppe qui soutint : "Le Bureau Scientifique (Board of Science) est convaincu que l'exposition aux faibles doses de plomb peut endommager le cerveau" (1).

En 1983, le rapport Lawther avait perdu beaucoup de son influence, bien qu'OCTEL continuât à en tirer des citations pour influencer le public.

4.1.3. Le rapport WOPLIP (influencé par l'étude RUFIT (2) menée entre 1977 et 1980 conjointement par les groupes d'étude de CONCAWE et du CCMC, sous les auspices de la C.E.E. (3)) fut préparé par des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et des délégués des industries pétrolières et automobiles. Il étudia les conséquences économiques de la réduction du plomb dans l'essence. Bien que rarement cité comme tel, il contribua à alimenter les arguments selon lesquels le coût du passage à l'essence sans plomb entraînerait les industries britanniques dans une position désavantageuse par rapport à ses concurrents européens et par rapport à ceux du marché mondial (notamment les Japonais (4)).

Les résultats majeurs de Woplip en 1980 étaient les suivants :

-
- (1) Cité in Des Wilson, The lead Scandal, Londres, Heinemann, 1983, 182 p. voir p. 94.
- (2) - CONCAWE (1978) The rational utilisation of fuels in private transport (RUFIT), CONCAWE Report n° 6/78, Den Haag.
 - CONCAWE (1980) The rational utilisation of fuels in private transport (RUFIT) : extrapolation to unleaded gasoline case. CONCAWE Report n° 8/80, Den Haag.
 L'étude RUFIT (avec ses deux volets) a eu une influence majeure dans les discussions qui suivirent sur les implications économiques, des réductions successives de plomb.
- (3) Royal Commission on Pollution, 9th Report, pp. 115 et 116.
- (4) Toute modification de leurs habitudes demandée aux industriels au nom d'exigences de l'environnement ou de la santé des êtres humains, les met inmanquablement en position concurrentielle désavantageuse, prétendent-ils.

- a) il convient d'installer des filtres à plomb sur le système d'émissions des nouvelles voitures (1) ;
- b) réduire le taux de plomb au plus bas niveau (0,15 g) admis par la directive C.E.E. du 28 juin 1978, est compatible avec le maintien d'un haut indice d'octane,
- c) requérir des nouvelles voitures qu'elles soient conçues pour fonctionner avec de l'essence sans plomb à indice d'octane de 92 RON et permettre aux voitures déjà mises en circulation qu'elles continuent à utiliser les qualités d'essence contenant 0,4 g de plomb/l (2).

Le thème des surcoûts qu'aurait à supporter l'industrie britannique pour passer aux 0,15 g/l revint comme un leitmotiv incessant tout au long du débat pour ou contre l'essence sans plomb. Il souleva des échanges d'arguments à perte de vue avant que le gouvernement ne puisse parvenir à la décision finale.

Pourtant les mêmes échanges d'arguments s'étaient reproduits aux U.S.A., en Australie et en Allemagne, avant que ces pays n'adoptent la décision de passer à l'essence sans plomb. Dans chaque cas les surcoûts pour l'industrie avaient été fortement surévalués, selon Des Wilson (3).

Face aux arguments comptables des industriels, les environnementalistes et nombre de scientifiques ne cessèrent d'opposer des arguments d'ordre moral : "La santé n'a pas de prix" ; "à quoi bon mettre en parallèle les pertes des industriels et les dommages causés à l'équilibre et au développement de nos enfants ?"

Mais une estimation de ce parallèle a été fournie aux U.S.A. Au début de la présidence Reagan, d'immenses

(1) Système rejeté en 1983 à cause de la médiocrité de ses résultats. Voir RCP 9th Report, p. 104.

(2) Royal Commission on Pollution, 9th Report, Le plomb dans l'environnement, cf. p. 101.

(3) Des Wilson, The lead Scandal, op. cit.

pressions des industriels, et en tête de ceux-ci, des pétroliers, s'exercèrent sur les institutions américaines pour obtenir la suppression des normes de plomb tolérées dans l'essence.

Reagan ordonna à son vice-président, George Bush, de faire établir la liste des réglementations déclarées "trop lourdes, non nécessaires ou contre-productives". Un programme d'augmentation progressive des taux de plomb admis dans l'organisme et dans l'air apparut sur la liste. Mais Bush délégua la responsabilité sur ce point particulier à l'Administration de l'EPA, Anne M. Gorsuch ... Il fut conclu qu'en plus des souffrances humaines qui résulteraient probablement du relâchement des normes relatives au plomb, des effets économiques pervers émergeraient.

Le Dr Joel Schwartz, de l'Agence de gestion des règlements et des Ressources de l'E.P.A., conclut un rapport en soutenant qu'éliminer les normes limitant les teneurs en plomb épargnerait à l'industrie environ cent millions de dollars par an. Cependant il estimait que traiter les 200.000 à 500.000 enfants supplémentaires qui seraient empoisonnés par le plomb coûterait cent-quarante millions de dollars par an (1).

4.1.4. Le comité parlementaire britannique de 1979, présidé par John Rowcliff, et dont la tâche devait consister à étudier les rapports Lawther et Woplip et d'évaluer les autres données scientifiques et industrielles relatives aux dangers du plomb dans l'essence fournit des conclusions divergentes : ses membres appartenant aux ministères de la Santé et de l'Environnement voulaient une réglementation gouvernementale conduisant éventuellement à l'essence sans plomb. Les membres des ministères de

(1) Rapporté par Des Wilson, op. cit., pp. 1 à 10.

l'Energie et de l'Industrie croyaient qu'il n'était nullement nécessaire d'adopter des mesures si draconiennes et justifiaient leur décision par le manque de preuves scientifiques démontrant les risques pour la santé et par les coûts monstrueux à faire supporter à l'industrie britannique.

Cette division sur la question entre ministères de l'Energie et de l'Industrie d'une part, ministères de la Santé et de l'Environnement de l'autre, continuera à travers toute la période d'intenses débats au cours du processus de décision qui a conduit à l'essence sans plomb (1).

Les conclusions du rapport Lawther complétées par les projections du WOPLIP, causèrent une vague de frustration et de désespoir à travers le public sensible aux conséquences pour la santé du maintien du plomb dans l'essence.

Les données scientifiques des dernières années 70 et du début de la décennie 80, avaient désigné l'accumulation et la dissémination du plomb dans l'environnement comme un danger sérieux, particulièrement pour les foetus et les jeunes enfants, soumis à des besoins grandissants en calcium.

La plupart des premiers travaux scientifiques en ce domaine avaient été réalisés par des Américains, cependant des scientifiques anglais furent alarmés presque aussitôt et la publication en 1971 d'une étude du Professeur de chimie D. Bryce-Smith de l'Université de Reading, sur

(1) . Même phénomène d'éclatement des pouvoirs et des savoirs aux U.S.A. : "... nous ne trouvons aucun document, rapport ou étude effectué par un scientifique rémunéré ou gratifié par l'industrie, ni aucun "consultant académique" qui reconnaisse franchement que l'exposition aux faibles doses de plomb constitue un risque. Les rapports sur la toxicité des expositions aux faibles doses émanent, des ministères de la Santé Publique, des pédiâtres ou de la science environnementale". Extrait d'une lettre signée par plusieurs professeurs, docteurs et responsables AFL-CIO, in Des Wilson, op. cit., pp. 144-145.

. Contraste avec la France : aucun ministère français et fort peu de scientifiques français considèrent l'exposition aux faibles doses de plomb comme dangereuses.

les dangers croissants de la pollution par le plomb, particulièrement du plomb contenu dans l'essence, constitua un événement très important en Angleterre (1). Ses cris d'alarmes restèrent un peu isolés mais ne cessèrent durant toute la décade 70 (2).

.../...

Mais le problème n'a, pour ainsi dire, pas été considéré ni pris au sérieux en France.

- (1) Nous n'avons pu trouver trace de la première publication de Bryce-Smith qu'à travers les allusions de Des Wilson. Il demeure cependant possible de se reporter à
- BRYCE-SMITH D. et WALDRON H.A., "Lead, behaviour and Criminality" in The Ecologist, 1974 n° 4, pp. 367-377
 - BRYCE-SMITH D. et STEPHENS R., Lead or Health, Londres, Conservation Society Pollution Working Party, 1981.
- (2) Des Wilson, l'une des figures de proue parmi les environnementalistes décidés à bannir le plomb de l'essence, écrit au sujet de Bryce-Smith : "Durant les premières années, quand ses réclamations visant à considérer le plomb comme un risque pour la santé furent rejetées plus arbitrairement que maintenant, il resta souvent isolé, et peut-être succomba à la tentation de trop élever la voix pour être entendu, en sorte qu'il fut pris au piège d'un cercle vicieux tel que moins on l'écoutait, plus fort il criait, s'alienant ainsi encore d'autres personnes. Parfois aussi, il paraissait étendre le problème au-delà des limites que la recherche de preuves aurait justifié. Son argument le plus controversé fut peut-être d'essayer d'expliquer à propos de l'enquête Scarman sur les révoltes de Brixton, que la pollution par le plomb aurait été en partie responsable de ces révoltes".
- On doit cependant ajouter que le syndrome des forts taux de plomb dans le sang a été très sérieusement considéré par des chercheurs d'autres continents.
- En Australie, le Pr. Lloyd Smith et ses collègues ont trouvé des corrélations entre la délinquance, le comportement anti-social des enfants et des teneurs élevées du sang en plomb, chez les résidents du centre des grandes villes. (Rapporté in Des Wilson, op. cit., p. 163).

5. LE ROLE DES GROUPES ENVIRONNEMENTAUX

5.1. La période CALIP-BRYCE-SMITH

A la fin des années 70, un groupe environnementaliste, CALIP (Campaign against lead in petrol), tint son premier symposium. La pression de l'activité du groupe aboutit à faire nommer le comité Lawther (1979-1980) dans lequel on avait mis des espoirs, mais qui fut vivement contesté par la suite, et à commencer par le Pr Bryce-Smith lui-même, l'un des leaders de CALIP.

Les données scientifiques nombreuses accumulées entre 1965 et 1980, surtout aux U.S.A. mais un peu partout dans le monde, éveillèrent chez les environnementalistes un sens de l'urgence. Il fallait faire plus et plus vite. La santé de tous était atteinte, mais surtout l'équilibre neuro-psychique et les capacités intellectuelles des jeunes enfants étaient en jeu.

Le gouvernement conservateur avait bien annoncé en mai 1981 la réduction du plomb dans l'essence des deux tiers pour 1985. Le taux de plomb devait passer de 0,4 g/l à 0,15/l, plancher inférieur toléré par la directive C.E.E. en vigueur. (Tout un chacun attribua cette décision à l'effet des rapports Lawther et WOPLIP, mais on découvrit un peu plus tard que le gouvernement avait obéi en réalité à une toute autre influence).

Si bienfaisante qu'elle se voulut, la décision déplut aux compagnies pétrolières (1) et déçut le mouvement

(1) "L'UKPIA (U.K. Petroleum Institute Association) nous a déclaré que les différentes options considérées par le groupe WOPLIP choisi par le gouvernement pour formuler ses recommandations étaient les moins en faveur près de l'industrie pétrolière, dont la préférence, dans l'hypothèse de réductions ultérieures de la teneur en plomb, en-deçà des 0,4 g/l, allait directement à une essence sans plomb d'indice d'octane 92 RON pour les nouvelles voitures, avec possibilité de continuer à approvisionner les voitures existantes en essence à 0,4 g/l et 97 RON", Royal Commission on Pollution, 9^e Rapport, HMSO, Londres, avril 1983, p. 116.

CALIP (1) qui avait combattu pour une suppression totale du plomb.

5.2. La période CLEAR - Des WILSON (CLEAR = Campaign for Lead Free Air)

Au début de 1981, une personnalité, Godfrey Bradman, président d'une société privée, ayant lu la littérature sur le plomb dans l'essence, alors qu'il vivait à Chelsea, déménagea avec sa famille et s'installa en banlieue après avoir rencontré plusieurs personnes impliquées dans le débat sur le plomb, y compris le Pr Lawther. Il aida la fondation d'une nouvelle coalition environnementaliste dans le but de bannir le plomb de l'essence et lui apporta des fonds importants. CLEAR était né (2), c'était en janvier 1982.

5.2.1. CLEAR était une organisation à but non lucratif, une fondation qui distribua des bourses à des étudiants, organisa un symposium d'excellent niveau scientifique (Lead versus Health) ; Des Wilson, président élu des Amis de la Terre anglais fut choisi comme secrétaire général (chairman). Cette organisation devint le mouvement dominant visant à bannir l'usage du plomb tétraéthyle et tétraméthyle. Elle incluait une quinzaine d'associations environnementalistes :

- The Advisory Centre for Education
- Association of Directors of Social Services
- Association of Neighbourhood Councils
- CALIP

(1) Des WILSON, op. cit., p. 87.

(2) Parmi ses responsables, bien connus en Angleterre, citons un syndicaliste, Clive Jenkins, l'évêque de Birmingham, Dr Miller J., Lord Avebury, Mme E. Ackroyd. "Plus de cent parlementaires figurent parmi les supporters de CLEAR qui est créé aujourd'hui ... Une non moins impressionnante liste de professionnels forme le bureau consultatif médical et scientifique de CLEAR". The Times, 25-1-82, p. 3.

- Community Health Councils of England and Wales
- Cleaner London Campaign
- Conservation Society
- Friends of the Earth
- Health Visitors Association
- London Amenity and Transport Association
- Pedestrians Association
- Spastics Society
- Transport 2000
- National Children's Centre
- National Union of Teachers.

De plus CLEAR obtint deux-cents signatures favorables à ses objectifs à la Chambre des Communes et cinquante à la Chambre des Lords.

CLEAR se proposait cinq objectifs :

1. Obtenir que la limite maximum du plomb fixée à 0,15 g/l soit appliquée avant la date officielle de 1985 et *à toutes les* ~~seulement aux~~ voitures déjà en circulation.
2. Obtenir aussi tôt que possible, et au pire, début 1985 que toutes les nouvelles voitures vendues sur le marché britannique soient obligées à circuler à l'essence sans plomb.
3. Obtenir qu'aussitôt que possible et, au pire, début 1985, que toutes les stations distributrices offrent de l'essence sans plomb au public.
4. Obtenir une taxation des ventes d'essence, telle que les automobilistes achetant l'essence sans plomb soient avantagés.
5. Maintenir une surveillance de l'emploi du plomb en général et sous ses différents aspects et encourager le renforcement des mesures nécessaires pour réduire la pollution par le plomb où qu'elle se produise et sous quelque forme que ce soit.

5.2.2. Les valeurs de CLEAR et de ses adversaires

Par-delà ces objectifs pratiques, il est intéressant de repérer les valeurs qui ont inspiré l'action tenace de CLEAR et celles de ses adversaires.

Ces valeurs sont exprimées de manière implicite tout au long de l'ouvrage de Des Wilson où il résume les dangers du plomb, tels qu'ils sont exposés par les scientifiques qu'il respecte et où il raconte tous les aléas de sa campagne.

Cf. Des WILSON, The Lead Scandal. The fight to save Children from Damage by lead in Petrol, Londres Heinemann, 1983, 182 p., Édimbourg, Melbourne, Auckland, Hong-Kong, Singapour, Kuala-Lumpur, New Delhi, Ibadan, Nairobi, Johannesburg, Exeter, Kingston, Port of Spain, Heinemann Educational Books Ltd, 1983, 182 p.

Il apparaît d'abord à lire ce livre, en appliquant la simple méthode de l'explication de texte, que Des Wilson - le leader de la campagne et certainement la personne la plus active (1) dans la conduite de cette campagne aux méthodes surprenantes - se place sur un terrain délibérément moral.

Son principe de base est à n'en pas douter, et c'est particulièrement clair dans le chapitre 7 de The lead Scandal, intitulé The Guilty ones (Les Coupables), (pp. 120 à 161) : quiconque porte atteinte à la santé d'autrui est coupable sinon criminel.

(1) Ayant vu dans la première partie comment fonctionnent les groupes environnementaux britanniques, il est vraisemblable que Des Wilson lui-même, aidé de pas plus de dix à vingt personnes, accompli^{us} tout le travail de fourmi qu'exigeât cette campagne. Dans les remerciements qu'il formule en tête de son livre, il remercie comme ses principaux collaborateurs : Robin Russel Jones, Bob Stephens, Godfrey Bradman, Susan Dibb, Patricia Simms.

Autres principes : la santé d'un être humain n'a pas de prix, c'est "senseless" d'y appliquer des étalons monétaires.

A l'inverse, les coupables, les adversaires ne savent parler qu'en termes de pertes et profits et répètent chaque fois que Des Wilson les interpelle : "les problèmes de santé de la population ne nous concernent pas. Voyez les instances responsables de ces questions". Les pétroliers, Octel, les constructeurs automobiles le lui écriront textuellement à plusieurs reprises (voir chapitre 7).

Les coupables sont donc précisément désignés, chapitre 7. Ce sont :

- L'industrie pétrolière
- Associated Octel (1)
- Les constructeurs de voitures
- Une partie des scientifiques
- Une partie des politiciens

et les fautes de chacun sont décrites avec minutie (2).

Le chapitre 7 expose un absolu dialogue de sourds : Des Wilson d'une part, les industriels, "leurs" scientifiques et "leurs" politiciens de l'autre, ne sont absolument pas sur la même longueur d'ondes. Chacun est d'une fermeté absolue dans son cadre de référence et l'on ne voit pas qu'un "monsieur Bons Offices" quelconque pourrait ouvrir l'une ou l'autre des deux "parties" au point de vue de l'autre.

(1) Usines à Ellesmere Port. Elle produit du plomb tétraéthyle et tétraméthyle pour le monde entier. Elle a pour filiale Octel France, A.K. Chemie GmbH et A.K. Chemie GmbH & Co KG en R.F.A. Son capital est entièrement détenu par des compagnies pétrolières : donc "coupables de posséder une fabrique de poison de telle envergure".

(2) Ce moralisme est tout-à-fait surprenant pour un lecteur français, plutôt habitué à entendre les intellectuels et les catégories cultivées - entre autres les scientifiques - déclarer qu'ils se tiennent en dehors des critères moraux. Henri Lefebvre déclarait, il y a quelques années, à l'auteur de ces pages : "Je m'en prends d'abord au moralisme. J'exècre les moralistes (grimace de profond dégoût). Ce sont eux qui ont fait le plus de mal".

Devant ce conflit de valeurs, on songe que celles de Ruskin, de William Morris rejetant le système industriel, ont perduré au sein du mouvement environnemental britannique. (Des Wilson est originaire de Nouvelle Zélande et a débarqué à Londres vers l'âge de trente ans).

5.2.3. Méthodes et tactiques de CLEAR

5.2.3.1. Est-ce parce qu'il est essentiellement journaliste ? La patiente et continuelle tactique de Des Wilson fut de nature épistolaire.

Il fut, pour nous, très surprenant de découvrir qu'un simple échange de courrier bien conçu et bien calculé puisse avoir un impact politique important, même si une faible partie seulement de ce courrier fut publiée.

Des Wilson semble avoir passé près de deux ans (novembre 81 à mai ou juin 83) à écrire des lettres, obtenir des lettres échangées entre membres de l'administration, ou entre industriels et fonctionnaires, prendre la liberté d'écrire aux auteurs de ces lettres (qui ne lui étaient même pas nécessairement adressées) pour réfuter leurs erreurs, les mettre en contradiction avec eux-mêmes, souligner leur hypocrisie ou leur cynisme ... jusqu'au point de provoquer des interventions aux Communes ou chez les Lords.

Il serait trop long de reprendre l'histoire de ce courrier. Le lecteur curieux pourra se reporter au chapitre 7 du Lead Scandal.

A titre d'exemple de ce procédé de faire campagne, rapportons :

1) qu'avant de prendre la décision finale d'organiser CLEAR, Des Wilson écrivit à titre personnel, le 9 novembre 1981, aux dix principales compagnies pétrolières installées en Grande-Bretagne, leur demandant de clarifier leur

"position individuelle" (en tant que compagnie) sur l'essence sans plomb, de répondre à quelques questions techniques, et de recevoir une délégation de citoyens pour discuter du problème.

Aucune compagnie ne clarifia sa position, ne répondit aux questions et ne reçut la délégation.

Mais toutes envoyèrent à quelques mots près la même lettre : "C'est un sujet que l'U.K. Petroleum Industry Association prend en considération et je comprends qu'elle vous répondra en bonne et due forme".

Si semblables que soient ces lettres et si triviale la réponse de l'UKPIA, Des Wilson trouve le moyen de formuler à partir de leur contenu des critiques à l'égard de chacune des compagnies, et de l'UKPIA (1).

Mais ce que l'on peut trouver remarquable, par delà un tel refus du dialogue avec un simple consommateur, c'est que celui-ci obligea les dix compagnies à communiquer entre elles, à faire front commun au sein de l'UKPIA et à amener celle-ci à définir une position commune minimale acceptable par toutes les compagnies pétrolières.

En novembre 1981 également, il écrivit, toujours à titre individuel, à chacun des constructeurs automobiles. Chacun répondit, d'une manière plus "personnalisée" et plus ouverte que les compagnies pétrolières. Cependant, ils firent tous remarquer que "la question de la santé publique n'était pas du ressort de l'industrie" (2). Et comme les compagnies pétrolières, les constructeurs semblent avoir été "heureux de laisser OCTEL monter aux premières lignes de front de la campagne pour le plomb dans l'essence" (3).

A l'occasion de cette correspondance, le Directeur

(1) The Lead Scandal, op. cit., pp. 123-124.

(2) Ibid., p. 138.

(3) Ibidem.

de la Society of Motor Manufacturers and Traders publia un article dans The Times pour assurer que naturellement les voitures pouvaient être construites de manière à rouler à l'essence sans plomb, et un autre de ses représentants fut cité dans The Guardian pour avoir décrit la campagne contre le plomb comme "loony" (loufoque).

Les constructeurs avaient essayé de préserver individuellement leurs relations publiques. Néanmoins Des Wilson écrit qu'eux aussi "avaient laissé le sale travail à leur chambre syndicale" (1).

Appliquée aux politiciens, cette "tactique épistolaire" devint particulièrement complexe et paraît remarquable du point de vue de l'exactitude et de la précision des informations obtenues par CLEAR ; elle aboutit à susciter des interventions aux Communes et chez les Lords, dont quelques-unes furent en partie reproduites dans la grande presse (2).

Des Wilson entretint naturellement une correspondance avec les leaders des partis politiques et de nombreux journalistes.

En septembre 1982, le Labour, le Liberal Party, le Social Democratic Party s'engagèrent à oeuvrer pour abolir le plan de l'essence (cf. The Lead Scandal, pp; 109-110). Seuls les Conservateurs ne firent pas connaître leur position.

Les scientifiques. Des Wilson fait une analyse intéressante du milieu scientifique (3). La traduire nous entraînerait un peu loin de notre sujet.

Soulignons qu'il est très dur pour les scientifiques

(1) The Lead Scandal, op. cit., p. 140.

(2) Ibid., pp. 151 à 165.

(3) Ibid., pp. 140 à 151.

incompétents et qu'il suppose une corrélation entre l'origine des fonds permettant des recherches et les résultats obtenus : des industriels ne vont pas verser des fonds à des médecins pour les entendre dire qu'eux - les bailleurs de fonds - mettent sur le marché des produits toxiques.

Il est donc impitoyable pour les scientifiques qui acceptent de "se vendre" (1).

Associated OCTEL fait tout ce qu'il faut pour accumuler les griefs. On apprend qu'elle a dépensé au moins 100.000 livres en publicité dans The Times, The Guardian, The Daily Telegraph, The Observer, The Sunday Times, pour décrire ses réussites dans le domaine de "la Santé et la Richesse de la Nation" (2), qu'outre les sommes importantes dépensées en dîners somptueux dans les meilleurs restaurants de Londres avec des parlementaires et des fonctionnaires, elle a versé des sommes considérables à certains scientifiques qui se présentent comme "experts dans les questions relatives aux effets du plomb sur la santé" (3), à des "conseillers locaux", qu'elle a produit des pamphlets, du matériel publicitaire, organisé des visites d'usines ... et qu'en 1975 ... elle a ~~produit~~^{eu} une catastrophe écologique en Méditerranée en refusant de faire la dépense de remonter l'un de ses cargos chargé de plomb toxique et coulé au fond de cette mer déjà si tragiquement dénaturée (4).

Octel dénaturé aussi les travaux du respecté toxicologue allemand Winneke, co-équipier et émule de Needleman (voir plus bas), par l'intermédiaire d'un médecin "acheté", le Dr P.S.I. Barry (5). Cette fois-ci un courrier

(1) L'argument selon lequel chacun fait comme il peut pour gagner sa vie, ne touchant pas ce moraliste.

(2) The Lead Scandal, op. cit., p. 128.

(3) The Lead Scandal, op. cit., p. 129.

(4) The Lead Scandal, op. cit., p. 129.

(5) The Lead Scandal, op. cit., p. 130.

fut échangé par l'intermédiaire de The Lancet, la grande revue médicale britannique.

5.2.3.2. Une autre tactique imprévue de CLEAR fut de publier des documents qui autrement, n'auraient jamais été portés à la connaissance du public. Le premier est certainement le plus important fut une lettre du Chief Medical Officer, Sir Henry Yellowless. Cette lettre avait secrètement circulé dans les ministères concernés par les problèmes causés par la présence du plomb dans l'essence un an auparavant (mars 1981). Quelques membres de la Chambre des Lords en avaient eu connaissance aussi.

Nous n'avons pu repérer qui transmit secrètement cette lettre à Des Wilson. Sir Henry Yellowless lui-même ? Ce n'est pas invraisemblable mais nous n'en avons aucune preuve.

Quoi qu'il en soit, CLEAR la fit publier intégralement dans The Times (1). Un grand émoi s'ensuivit.

5.2.3.2.1. L'engrenage

La Chambre des Communes fut exaspérée : "Tandis que les ministres continuent de dire qu'il n'y a pas de preuve convaincante que l'exposition aux faibles doses de plomb constitue une menace sérieuse pour la santé, leur propre "medical officer", Sir Henry Yellowless a insisté lui-même vigoureusement il y a un an sur le point "qu'il y a une forte probabilité que le plomb dans l'essence réduit de façon permanente les Q.I. de beaucoup de nos enfants". Personne ne peut plus longtemps proclamer qu'il n'y a pas des avis de haut rang opposés à l'addition de plomb à l'essence.

Les Ministres ... doivent ou bien continuer à citer

(1) The Times, 9 fév. 1982, p. 1, texte de la lettre. Commentaires, pp. 1 à 8.

le rapport du comité Lawther comme preuve que le plomb dans l'essence n'est pas la principale cause de la pollution par le plomb, ou bien ils doivent accepter les avis de leur 'Chief medical officer'. Yellowless et Lawther se contredisent tellement qu'il n'y a aucune place pour le compromis entre leurs points de vue", déclara un député (1).

Le premier Ministre, Madame Thatcher, fit son apparition le jour suivant à la Chambre des Communes. Monsieur M. Foote, leader de l'opposition, l'interrogea, lui demandant si elle avait vu "cette lettre alarmante". Acceptait-elle la perspective que les dommages causés aux cerveaux de quelques centaines de milliers de nos enfants ne soient pas pris en compte ? Et ne pensait-elle pas en revoyant cette lettre qu'une action très urgente devait être entreprise par le gouvernement pour traiter ce problème ?"

Madame Thatcher : "Je suis au courant de la lettre. Mais au mois de mai dernier, Mr Tom King, ministre de l'Environnement et des Affaires Locales (Minister for Local Government and Environmental Services) a annoncé un important train de mesures destinées à réduire prochainement (to further reduce) l'exposition de la population à la pollution environnementale par le plomb."

Ces mesures incluent une réduction de la teneur maxima de plomb permise dans l'essence de 0,4 g à 0,15 g par litre, fin 1985. C'est la date la plus proche à laquelle l'industrie pétrolière peut mettre au point les modifications nécessaires dans ses raffineries.

La décision du gouvernement reflète le point de vue de Sir Henry Yellowless. Elle assure la réduction substantielle des taux de plomb qu'il recommande le plus tôt qu'il est possible de le faire. L'essence totalement

(1) The Times, même numéro. CLEAR avait donc diffusé la lettre parmi les députés, en même temps qu'elle la communiquait au Times.

sans plomb ne peut être introduite au Royaume-Uni qu'à long terme ; moins à cause des raffineurs que des constructeurs automobiles.

La génération actuelle de voitures roulant au Royaume-Uni ne peut l'utiliser. De nouveaux moteurs devraient être conçus et mis en service. Etant donné que l'industrie de la construction automobile s'étend à l'Europe entière, les changements seraient impossibles s'ils devaient s'appliquer à la seule industrie britannique, et ils le demeureront tant qu'il n'y aura pas de consultations préalables avec les firmes européennes".

Mr Foote ... "Pourquoi ne pouvons-nous pas dans ce pays, prendre les mêmes précautions envers les enfants qu'en Australie, aux Etats-Unis, au Japon, en Suède et beaucoup d'autres pays ?".

Mme Thatcher : "Plus de chemin a été parcouru par ce gouvernement que par n'importe quel gouvernement antérieur pour réduire la teneur en plomb dans l'essence. La décision du gouvernement annoncée en mai 1981 reflétait fidèlement les vues de Sir Henry. Mais nous aurions besoin d'un accord total de toute l'Europe sur la conception des voitures".

Mr D. Steel, leader du parti libéral : "Puisque le gouvernement donnait un délai de quatre ans à l'industrie pétrolière internationale et à l'industrie internationale de la construction automobile pour s'adapter à l'essence à 0,15 g, pourquoi le gouvernement ne saisissait-il pas l'occasion de ce délai pour requérir carrément l'essence totalement sans plomb ?"

Mrs Thatcher : "... Le changement serait impossible pour l'industrie britannique seule sans accord préalable avec les pays européens. Nous sommes assurément concernés par la prolongation dans le temps des effets nocifs du plomb. C'est pourquoi nous avons engagé une action. Nous

notions

attention à toutes les mesures à venir, mais elles devront être définies en accord avec l'Europe et nous devons considérer les effets plus étendus que j'ai indiqués" (1).

Le même jour, l'Association Médicale Britannique, l'organisation la plus respectée et la plus puissante dans le domaine médical, déclarait :

"Sur la base des preuves scientifiques passées, le Bureau de la Science pense que le plomb absorbé par le corps humain constitue un risque sérieux pour la santé publique ... le bureau estime que toutes les sources de pollution par le plomb doivent être éliminées, partout où c'est possible" (2).

Et le 20 février, The British Medical Journal déclarait à son tour : "le BMJ pense qu'il se présente une bonne occasion de retirer le plomb de l'essence : ce métal est certainement toxique, et tandis que la tendance mondiale va dans le sens de l'essence sans plomb, la Grande-Bretagne serait sage de la suivre".

Octel et les industries concernées, ne firent aucun commentaire sur la lettre secrète ou son contenu.

Cependant, quelques semaines plus tard (9 mars 1982), un autre document secret était communiqué à CLEAR. Il émanait de British Petroleum et était adressé à ses cadres supérieurs et à Whitehall. Lui aussi était vieux d'un an. Les compagnies pétrolières recommandaient au gouvernement que l'essence sans plomb soit introduite aussitôt que

(1) The Times, 10 fev. 1982, p. 10.

(2) Trois mois plus tard, le BMA ajoutait : "... l'opinion selon laquelle il est scientifiquement impossible de définir un niveau auquel le plomb agresse la santé des individus a été unanimement approuvé par le conseil du BMA" et le BMA accepte maintenant que des études montrent le handicap mental des enfants exposés à des doses de plomb plus faibles que celles jusqu'ici estimées toxiques ; il faut souligner que ces points de vue ne doivent pas demeurer secrets". The Times, 6 mai 1982, p. 6.

possible ^{si} le plomb devait avoir un effet nocif sur la santé (1).

"B.P. affirmait que la position de l'industrie avait été arrêtée pour deux raisons : les compagnies ne voulaient pas investir dans la production d'essence à faible teneur en plomb si elles devaient ensuite modifier à nouveau leurs installations pour passer à l'essence sans plomb". Il suffisait d'investir une bonne fois pour toutes. La seconde raison était présentée ainsi : "une essence sans plomb à 92 d'octane est moins coûteuse pour les industries pétrolières. Ce sont les constructeurs automobiles qui, dans leur propre intérêt, réclament un indice d'octane plus élevé et un minimum de 0,15 g de plomb/l" (2).

Le champ des forces politiques à l'oeuvre dans le processus de décision devant aboutir à l'essence sans plomb, avait donc été défini selon de nouvelles coordonnées grâce à la diffusion dans le public de l'importante lettre secrète du Chief Medical Officer, Sir Yellowless, adressée au gouvernement.

Les Conservateurs cessèrent de se montrer comme le seul parti politique favorable à l'addition de plomb dans l'essence. Et il devint plus difficile aux différents ministères d'étaler leurs dissensions. De plus, la prise de décision elle-même (voir déclarations de Mme Thatcher plus haut) semble en avoir été accélérée.

Pour BMA et BMJ, l'acte de décider requérait peut-être l'engagement sans équivoque du responsable du plus important poste médical du gouvernement. Mais si l'engagement demeurait secret, la prise de décision pouvait

(1) On peut imaginer que les compagnies pétrolières craignaient les procès et les poursuites analogues à celles qui sont intentées quotidiennement aux industries distribuant des produits toxiques aux U.S.A. (voir infra, p. 135).

(2) The Times, 9 mars 1982.

tarder. Et puisque la lettre était restée secrète si longtemps, n'est-ce pas qu'il y avait un besoin de dissimuler d'autres responsabilités moins honorables ?

De 1980 à 1982, avant de décider que l'Angleterre voulait l'essence sans plomb, le gouvernement usa de la tactique de repousser le moment de cette échéance. Et pourtant tous les partenaires du débat sur l'essence sans plomb avaient décidé très tôt que le seul gouvernement devait résoudre le problème. Peut-être rencontrons-nous ici une invisible confiance dans un troisième partenaire plus objectif, et à tout le moins un signe de la confiance des Britanniques dans leurs institutions (1).

La lettre de Yellowless, ainsi que Mme Thatcher l'avait mentionné, avait joué un rôle décisif dans le processus devant conduire à 0,15 g de plomb par litre, tandis que jusqu'à ce que la lettre fut révélée au public (grâce à la fuite en faveur de CLEAR), la décision d'abaisser la teneur en plomb avait été attribuée au rapport Lawther qui, pourtant, avait conclu que le plomb dans l'essence était un polluant d'importance mineure parmi toutes les formes de pollution par le plomb. Aucun doute qu'aux yeux du public, les résultats du rapport Lawther faisaient apparaître le gouvernement nettement plus protecteur de la santé publique. La popularité du gouvernement ne pouvait que s'en trouver bien.

6. PEUT-ON DEFINIR CLAIREMENT LA POSITION GOUVERNEMENTALE DANS LE DEBAT SUR L'ESSENCE SANS PLOMB ?

La position gouvernementale officielle se présente officiellement comme unifiée et, après la campagne éclair de CLEAR (fin janvier - fin février 1982 (2)), elle s'aligna

-
- (1) Confiance mise au contraire en question en R.F.A. par les Burgerinitiativen. Voir Le Cheminement vers la voiture propre en R.F.A., *tom II de cette étude*.
- (2) En réalité comme nous l'avons vu, en 5.2.3.1., on peut considérer qu'elle dura de novembre 81 jusqu'à la parution du livre de Des Wilson, mars 1983.

sur celle des environmentalistes.

Les journalistes britanniques ont semblé estimer leur gouvernement investi par les valeurs des environmentalistes. Néanmoins on peut le croire indépendant de tous groupes de pression ... :

"Personne ne peut plus longtemps proclamer qu'il n'y a pas une opinion hautement responsable au sein même du gouvernement opposée à l'emploi du plomb dans l'essence" (1).

En réalité le leader de "l'opinion gouvernementale" semble avoir été Sir Henry Yellowless, mais que son point de vue converge avec celui de la coalition CLEAR plutôt qu'avec celui des industriels, ne prouve nullement qu'il ait été soumis aux pressions des uns ou des autres. Nous avancerons plutôt l'hypothèse qu'il a accepté les conclusions des scientifiques "indépendants" et que la pratique quotidienne, "l'entraînement à l'expertise" (voir chapitre I) des environmentalistes anglais conduit ceux-ci à se former leurs propres opinions aux mêmes sources. Les informations rassemblées ne permettent pas d'avancer qu'il y ait eu plus que "convergence" entre la recommandation de Yellowless et celles de CLEAR. Par contre, elles permettent de noter aussi qu'il n'y a pas opposition quasi-systématique aux demandes des "écologistes", et que leur point de vue - qui s'affine depuis des siècles dans leur île enfumée - sont considérées avec autant d'égards que celles des industriels. ~~/(Des industriels ou des environmentalistes)/~~

Il ne semble pas que les dîners et les largesses d'Octel envers certains fonctionnaires et parlementaires aient été suivis de grands effets (2).

(1) The Times, 4 février 1982, p. 8.

(2) OCTEL s'est considérée trahie et outragée par le comportement du gouvernement britannique (interview à Octel-France, avril 87).

Avec ses tactiques modestes et peu coûteuses : écrire des lettres bien pensées, obtenir des documents secrets, les faire publier, CLEAR a eu raison en quatre mois des ministères de l'Industrie et de l'Energie, de la Puissante OCTEL et des autres industriels qui la laissaient "monter seule à l'assaut" ... de Des Wilson.

7. UN NOUVEAU CONCEPT JUDICIAIRE EMERGE DE CETTE CAMPAGNE.

Il aura des répercussions dans les instances chargées d'élaborer les décisions politiques ; c'est celui de RISQUE opposé à celui de PREUVE CONCLUANTE.

L'année et demie suivante (1982 - avril 1983) est caractérisée par un débat national : accumulation de données scientifiques d'origine purement britannique, campagnes menées par CLEAR et OCTEL, les deux ennemis écrivant dans la presse, se faisant entendre à la radio et à la télévision, étendant le débat pour impliquer la C.E.E.

L'idée de risque au lieu de preuve concluante commença à gagner du terrain comme raison de bannir le plomb. Elle était basée sur les faits suivants : le 30 mai 1975, les fabricants de plomb pour l'essence (1) assignèrent l'EPA devant la Cour d'Appel américaine pour essayer d'obtenir que l'obligation de réduire le plomb ajouté à l'essence soit contournée. La Cour, après avoir revu les études scientifiques une par une, conclut :

"A partir d'un nombre important de preuves, l'Administrateur a conclu que les émissions d'additifs ~~en~~ au plomb endommageront la santé publique ... En aucun cas nous n'avons trouvé que l'utilisation des preuves par l'Administrateur a été arbitraire ou capricieuse ... Nous

(1) The Ethyl Corporation, PPG Industries, E.I. du Pont de Nemours and C^o, NALCO Chemical C^o, and the National Petroleum Refiners Association.

(le tribunal) estimons que l'analyse de la preuve et l'évaluation du risque se situent bien dans la marge de tolérance définie par la loi pour apprécier les niveaux de risques acceptables par le public. En conséquence, nous ré-affirmons sa conclusion selon laquelle les émissions de plomb présentent un risque réel et suffisant d'atteintes à la santé des populations urbaines, particulièrement à celles des enfants des villes" (1).

Le concept de "preuve absolue" en matière de santé, reçut un autre coup propre à terrasser ses adeptes, du fait de la publication de la lettre secrète de Sir Yellowless.

"Des recherches supplémentaires sont en préparation mais nous avons affaire avec les sciences de la vie, domaine où une preuve vraiment concluante ne peut jamais être obtenue ; il est donc douteux que quelque chose de plus positif soit gagné à retarder une décision jusqu'à ce que les résultats des prochaines recherches soient connus" (2).

On sait que dans ses décisions politiques, le gouvernement britannique était jusqu'à ce jour extrêmement pointilleux et extrêmement exigeant en matière de preuve scientifique.

A la suite de ^{*l'arrêt de*} la Cour d'Appel américaine et sous l'influence de Sir Yellowless, le mot-clé quand il s'agit de protéger la santé publique n'est plus "preuve absolue", mais RISQUE.

8. LA CAMPAGNE D'OCTEL

Apparemment, à aucun moment Octel n'offrit d'abaisser

(1) Cité in The Lead Scandal, op. cit., p. 3.

(2) The Times, 9 février 1982, p. 2.

le taux de plomb volontairement. (Cependant la lettre secrète de B.P. semblerait montrer que les compagnies pétrolières n'étaient pas opposées à l'essence sans plomb). Si Octel avait volontairement proposé d'abaisser la teneur en plomb, son image de marque hostile à la campagne hautement moraliste des environmentalistes aurait pu transformer entièrement les rapports de force ^{dans le} du processus de décision. Amoco disait qu'il était possible de produire l'essence sans plomb en 1982, bien que l'on sût que la majorité des moteurs à haute compression en circulation à ce moment ne pourrait pas l'utiliser et qu'ainsi la proposition ne pouvait pas être sérieusement considérée (1).

Pourtant Octel étant la propriété de trois grandes compagnies pétrolières américaines (Mobil, Chevron, Texaco) et de deux compagnies européennes (B.P. et Shell), qui opèrent aussi aux U.S.A., avait une expérience déjà ancienne à la suite du même combat qui avait conduit à l'essence sans plomb, aux U.S.A., en 1976.

8.1. La société encouragea ses employés à écrire à leurs députés au Parlement dans les journaux locaux, et à participer à des débats à la radio et la télévision. En fait dès 1976, l'affiche suivante était posée dans les usines Octel.

"Le mardi 4 mars 1976, la Chambre des Communes aura sous les yeux une motion concernant les propositions de la C.E.E. sur la réduction progressive du plomb dans l'essence. Les démarches de la société se sont étendues aux ministères, aux établissements de recherche, aux membres du Parlement (à la fois britanniques et européens) etc... afin de résister à ces propositions et ont été parfois

(1) The Times, 14 février 1982, p. 3.

rendues publiques par l'intermédiaire de nos canaux consultatifs officiels. Ces prises de position seront répercutées par les Chefs de département et d'ateliers, de manière aussi large que possible, près du personnel durant les jours prochains.

Les employés conscients de la gravité de la situation présente qui, pour des raisons variées, n'ont pu obtenir toute l'information utile, sont priés de prendre contact avec leurs supérieurs. Le nécessaire sera fait pour que toute information soit communiquée".

F. Smith (1).

8.2. Les experts ("doctors") d'Octel organisèrent des tournées à travers le pays, prononçant des discours contre la suppression du plomb.

8.3. Les rétorques de CLEAR

CLEAR aussi organisa des tournées à travers l'Angleterre et réfuta les arguments d'Octel dans la presse, à la radio, à la T.V. Elle continua à écrire et fit écrire par ses membres des lettres extrêmement critiques aux ministres qui avaient répondu d'une manière trop évasive aux courriers qu'on leur avait adressé au sujet du plomb. Elle organisa le symposium Lead versus Health et commanda un sondage d'opinion ("professional"). (2)

(1) Cité in The Lead Scandal, p. 130.

(2) "... Un sondage d'opinion réalisé par l'Institut Mori a été rendu public hier ... 90 % de l'échantillon se prononcent pour la suppression du plomb dans l'essence même si cela doit entraîner une augmentation des prix de l'essence. Le sondage, réalisé pour CLEAR montre que neuf personnes sur dix en Angleterre considèrent le plomb dans l'essence comme un danger pour la santé et veulent le bannir" (1.119 adultes ont été sondés, répartis dans 159 circonscriptions électorales à travers la Grande-Bretagne).
The Times, 8 mars 1982, p. 2.

8.4. A l'occasion, CLEAR ou OCTEL exagéraient pour que leurs arguments paraissent plus convaincants, par exemple, une étude conduite à la demande des Amis de la Terre déclarait :

"une interdiction du plomb pourrait économiser du pétrole ... il faut examiner des éléments tels que le kilométrage plus élevé parcouru avec quatre litres d'essence sans plomb, la durée d'usage des pièces du moteur (usées plus vite dans les moteurs marchant à l'essence plombée) (1). Le pot d'échappement et les tuyaux sont "rongés" plus vite par les oxydes présents dans l'essence plombée (1). Il faut tenir compte des coûts de fabrication des additifs à l'essence et des coûts (monétaires et énergétiques) de leur transport de leur usine aux raffineries" (2).

Octel répondit quelques jours plus tard (3) :
 "L'étude des Amis de la Terre ... s'appuie sur l'expérience américaine. Les conditions de raffinage aux Etats-Unis et en Europe sont très différentes. L'une des raisons en est que les automobilistes européens utilisent de l'essence à haut indice d'octane (parce qu'ils préfèrent les moteurs à plus fort taux de compression) et que des volumes plus importants de brut doivent être raffinés en Europe pour produire cette essence à haut indice d'octane".

8.5. La falsification de résultats scientifiques opérée par Octel à des fins de propagande pour la non-toxicité du plomb

L'un des médecins d'Octel, le Dr P.S.I. Barry se

(1) Argument rapporté aussi dans le 9th Report from Royal Commission.

(2) The Times, 22 février 1982, p. 2.

(3) The Times, 27 février 1982, p. 2.

référa à des travaux anciens du Pr Gerhard Winneke (qui avait travaillé dans l'équipe Needleman) et qui avait réalisé quelques-uns des premiers travaux allemands sur les agressions par le plomb, pour dénaturer les résultats de scientifiques étrangers. Dans The Lancet (le périodique médical probablement le plus lu dans le monde anglophone), Barry publiait le 10 juillet 1982 que Winneke avait trouvé que des facteurs socio-héréditaires et non le plomb étaient essentiellement responsables des désordres nerveux chez les enfants et que les nombreuses expériences sur les animaux exposés au plomb ne pouvaient être transposées aux êtres humains.

8.6. WINNEKE RECUSE L'UTILISATION DE SES TRAVAUX PAR OCTEL

Lancet publia la réfutation de Winneke le 4 septembre 1982 : "L'aspect important de nos nouveaux résultats concernant les enfants exposés au plomb est que, à côté de l'influence bien connue de l'environnement socio-héréditaire, celle du plomb environnemental semble exercer des effets néfastes additionnels sur les différentes fonctions neuro-psychiques, les plus prononcés se rapportant à la motricité visuelle, à l'adaptation du comportement et à la rapidité de réaction.

Nos plus récents résultats sur la signification du déficit de la motricité visuelle confirment ceux d'une étude pilote préliminaire. J'ai montré au symposium CLEAR que nos données recueillies sur les animaux ne pouvaient pas être extrapolées à l'homme, mais que nous les considérons comme très pertinentes pour éclairer les relations de causes à effets entre le plomb et les organismes vivants, aussi bien que pour clarifier les effets spectraux neuro-comportementaux. Cet état des recherches ne correspond évidemment pas à l'impression donnée par la lettre de Barry" (1).

(1) Cité in The lead Scandal, op. cit., p. 131.

8.7. Après six mois de polémiques entre OCTEL et CLEAR, les partisans et les opposants au plomb dans l'essence sont présentés ainsi par Des Wilson dans The lead Scandal, pp. 110 et 112.

Partisans du plomb
dans l'essence

DOE Minister Giles Shaw
and his civil servants

Health Minister Kenneth
Clarke and his civil servants

Transport Minister Lynda
Chalker and her civil ser-
vants

The petroleum industry

The car manufacturers

The lead industry

Associated Octel

Demandant la suppression
du plomb dans l'essence

The Labour Party

The Liberal Party

The Social Democratic Party

The Scottish National Party

The Ecology Party

Over 100 local authorities

The National Consumer Council

The Consumer's Association

The National Society for
Clean Air

The Institution of Environ-
mental Health Officers

The Trades Union Congress
(representing 11 million
trade unionists)

The National Association of
Health Authorities

The National Association of
Head Teachers

The Inner London Education
Authority

The National Association of
Youth Clubs

The National Association of
Women's Clubs

The Advisory Centre for
Education

The Association of Directors
of Social Services

The Association of
Neighbourhood Councils

CALIP

The Association of Community
Health Councils for England
and Wales

The Cleaner London Campaign

The Conservation Society

Friends of the Earth

The Health Visitors Asso-
ciation

The London Amenity and
Transport Association

The Pedestrians Association

The Spastics Society

Transport 2000

The National Children's
Centre

The Rambler's Association

The West Indian Standing
Conference

200 Members of Parliament

Over 50 Members of the
House of Lords

60 % of GPs (Doctor magazine
poll)

90 % of British public
(MORI poll)

The Times

The Observer

The Guardian

The London Evening Standard

Doctor magazine

World Medicine

New Scientist

The British Medical Journal.

9. L'INTRODUCTION DU DEBAT AU PARLEMENT EUROPEEN

Le débat fut introduit dans les instances européennes par Stanley Johnson, député européen conservateur et président de la Commission pour l'environnement au Parlement de Strasbourg. Sa première intervention eut lieu une semaine après (le 15 février 1982) ~~par~~ la déclaration de Madame Thatcher devant les Communes, rapportée plus haut (p. 104 et suiv.). Tandis que les environnementalistes essayaient d'influencer Johnson, il semble raisonnable d'estimer qu'il s'était mis d'accord avec le Premier Ministre sur le contenu et le moment de son intervention (1). Le Parlement européen vota une résolution en faveur de l'essence sans plomb et par là-même, la barrière légale à l'abaissement de la teneur en plomb en-dessous des 0,15 g était en voie d'abolition.

Il est évident que la position de la Grande-Bretagne en faveur de l'essence sans plomb lui apportait peu d'avantages si les autres pays d'Europe continuaient à émettre du plomb volatil parce que les importations de nourriture contiendraient le plomb non désiré et les exportations de voitures roulant à l'essence plombée deviendraient plus coûteuses. Si les autres pays européens passaient à l'essence sans plomb, en même temps que l'Angleterre, de tels problèmes n'existeraient pas.

Un argument utilisé par les environnementalistes américains semble n'avoir jamais influencé le débat anglais, il se rapporte au coût des soins à donner aux enfants sujets aux nuisances causées par le plomb. Selon leurs calculs, le coût des soins à porter aux enfants (si les

(1) "Dans la ligne tracée par Madame Thatcher devant les Communes, la semaine dernière, les députés conservateurs au Parlement de Strasbourg ont demandé une directive C.E.E. garantissant que toutes les voitures vendues dans les pays de la C.E.E., seront fabriqués à partir du 1er janvier 1985 en sorte de fonctionner à l'essence sans plomb et seront obligées d'utiliser cette essence". The Times, 15 fév. 1982, p. 1.

véhicules continuaient à émettre du plomb) deviendraient plus élevés que celui des modifications des raffineries et des moteurs de voitures (1).

10. LA MISE EN ROUTE DE LA MACHINE ADMINISTRATIVE DE LA C.E.E.

L'intervention de Stanley Johnson et des députés conservateurs britanniques au Parlement de Strasbourg consista, dans la ligne suggérée par Madame Thatcher, la semaine précédente, aux Communes, à demander la préparation d'une directive assurant que toutes les voitures vendues dans le périmètre de la C.E.E., à partir du 1er janvier 1985, soient fabriquées en sorte de pouvoir rouler à l'essence sans plomb, et y soient obligées (2).

Le Parlement approuva cette demande ; dès lors, la mécanique administrative européenne se mit en route.

A la Commission, la DG XI, la Direction pour l'Environnement, la Santé publique et la protection des Consommateurs demanda au Conseil d'amender la directive de 78

(1) Une personnalité officielle du Bureau de la Consommation des Etats-Unis (U.S. Office of Consumer Affairs), John Bell envoya une note à son Directeur (Administrator), au début du règne Reagan. (Elle aussi donna lieu à une fuite). Entre autres choses, elle mentionnait "... En plus des souffrances humaines qui, probablement, résulteraient d'un relâchement des normes de pollution par le plomb, des impacts économiques négatifs s'ensuivraient. Le Dr Joel Schwartz de l'EPA Office of Policy and Resource Management a conclu que supprimer les normes de pollution par le plomb épargnerait à l'industrie environ 100 millions de dollars par an. Cependant, il a estimé qu'il en coûterait 140 millions pour traiter les 200.000 à 500.000 enfants supplémentaires qui seraient atteints d'empoisonnement par le plomb ..."
Cité in The Lead Scandal, p. 9.

(2) The Times, 15 février 1982, p. 1.

et d'abandonner la notion de limite minimale, de fixer à 0,15 g/l la limite maximale pour 85 et de mettre sur le marché, dès cette même année, du carburant sans plomb.

3 décembre 1982 : Directive fixant à 2 ug/m³ la valeur limite de la moyenne annuelle de concentration aérienne de l'environnement à ne pas dépasser dans les cinq ans.

Mai 1983 : Début de la campagne conjointe du Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC) et du Bureau Européen de l'Environnement (BEE). Le BEE et le BEUC font appel au Parlement Européen pour ré-examiner le problème.

Les 10 et 11 juin 1983 : se tient le colloque organisé à Bruxelles par le BEE et le BEUC. Un grand nombre de travaux de nombreux pays y est présenté. Fait marquant : aucune étude française n'y figure et aucun représentant de l'administration française ne s'est déplacé.

16 juin 1983 : Réunion du Conseil d'une importance capitale. Le Conseil adopte une résolution affirmant l'objectif de diminuer le plus possible la présence du plomb dans l'environnement.

Il demande à la Commission de lui faire des propositions allant dans ce sens pour le 15 avril 1984.

La Commission s'appuiera pour ce faire, sur les rapports des groupes Erga I et Erga II.

Ce Conseil a été vraisemblablement une chance inattendue pour les politiciens allemands qui ne savaient quoi donner en pâture à leurs citoyens émus par le dépérissement des forêts. Il leur donnera l'idée d'élaborer une suite de propositions (1) axée sur la dépollution des

(1) Voir Le cheminement vers la voiture propre en R.F.A.
3ème partie.

échappements des véhicules comme moyen d'atténuer les dépôts acides en Allemagne et la mort des forêts.

Un indice de ce tournant politique en R.F.A. demeure le gros article du Spiegel du 22 août 1983 intitulé : Essence sans plomb. La forêt est sauvée.

La suite du processus déclenché en Allemagne est rapporté dans l'étude sur la R.F.A.

Pour commencer, les conclusions de ce Conseil rebondissent à Bonn : le 6 septembre 1983, le gouvernement de R.F.A. se prononce pour l'introduction unilatérale de l'essence sans plomb en R.F.A. le 1er janvier 1986. (Le Chancelier aurait-il moins d'égards pour ses partenaires européens que Madame Thatcher ?...).

Désormais les débats européens s'orienteront davantage vers les pluies acides et le pot catalytique que vers la toxicité du plomb. Ils dureront jusqu'au 28 juin 1985. Et l'on ne peut pas dire qu'ils soient achevés, puisque le Danemark bloque toujours l'accord du 28 juin et que le Traité de Rome n'est pas encore modifié.

Néanmoins la Directive 85/210/C.E.E. du 21 mars 1985 oblige sans ambiguïté les Etats membres à distribuer de l'essence non plombée à partir du 1er octobre 1989. En fait, tous les Etats, y compris la France, ont anticipé cette mesure et commencé à installer des pompes à essence sans plomb - à l'intention des étrangers notamment.

La Grande-Bretagne a atteint ses buts au niveau de la C.E.E. (essence sans plomb, normes particulières pour les moyennes cylindrées fa⁵ilitant l'exploitation de la technologie du lean-burn) plus sûrement que les Allemands, qui, sur le plan politique, se retrouvent plutôt comme les perdants du débat européen.

De 1982 à juin 1985, la France aura surtout dit non

à toutes les propositions de ses partenaires. C'est néanmoins elle qui aura permis un accord quasi-introuvable en imaginant de proposer des normes d'émission distinctes pour trois catégories de voitures différenciées selon leur cylindrée.

Ci-dessous contenu résumé sous forme de tableau du projet de directive ratifié le 28 juin 1985 à Luxembourg, aboutissement imprévisible de la polémique menée par CLEAR contre OCTEL et les autres COUPABLES de l'empoisonnement des populations - et surtout des enfants - par le plomb s'échappant des voitures.

11. L'EXPERTISE SUPREME - L'EXPERTISE ROYALE

Le 9° Rapport
de la Commission Royale sur la
Pollution :
"Le plomb dans l'environnement"

Posément et au-dessus de la mêlée, un mois après que députés conservateurs au Parlement Européen eussent exprimé leur demande d'une directive pour l'essence sans plomb, la Royal Commission on Pollution commença une investigation sérieuse sur toutes les sources de pollution par le plomb. Cette recherche aboutit à son 9° Rapport : Lead in the Environment, Londres, Her Majesty's Stationery Office, avril 1983, 184 p. (1).

"La R.C.P. espère clarifier quelques uns des arguments qui sont devenus confus dans la controverse sur le plomb dans l'essence" (2).

(1) Soulignons que ce rapport unanimement respecté, commencé un peu après l'intervention de Stanley Johnson à Strasbourg, parut toutefois quelques mois avant l'important Conseil des Ministres européens du 16 juin 1983, et une semaine avant que le gouvernement britannique n'annonce officiellement aux Communes, par la voix de Mr Tom King, qu'il décidait l'introduction de l'essence sans plomb en Grande-Bretagne.

(2) The Times, 19 mars 1982, p. 5.

CEE - PROJET FINAL DE DIRECTIVE RELATIVE AUX EMISSIONS ET

OBLIGATION UTILISATION CARBURANT SANS PLOMB

I NORMES

CYLINDREES	NOUVEAUX VEHICULES	DATES D'INTRODUCTION POSSIBLES SUR T. TYPES	CO g/essai	HC + NOX g/essai	NOX g/essai
C > 2 000	1.10.88	1.10.89	25	6,5	3,5
1 400 < C < 2 000	1.10.91	1.10.93	30	8	
C < 1 400					
. Phase 1	1.10.90	1.10.91	45	15	6
. Phase 2	1992	1993	Pas	encore	précisés

II ESSENCE SANS PLOMB : OBLIGATOIRE

CYLINDREES	OBLIGATION N. TYPES	OBLIGATION T. TYPES	DEROGATION POSSIBLE POUR T. TYPES JUSQU'AU
C > 2 000	1.10.88	<p>A partir du 1.10.89 en fonction de la mise en place de l'infrastructure dans chaque pays</p>	-
1 400 < C < 2 000	1.10.89		1.10.93
C < 1 400	1.10.89		1.10.91

The Rt HON The Earl of CRANBROOK
Chairman, Sub-Committee 'G' (Environment), House of
Lords Select Committee on the European Communities.

R.H. COMMINGS, Esq.
Chairman and Chief Executive, Robertson Research Group.

J.W. EDMONDS, Esq.
Industrial Officer, General, Municipal, Boilermakers
and Allied Trades Union.
(Fuel and Power Industries Committee).

Pr G.E. FOGG
Pr of Marine Biology, University College of North Wales

F.G. LARMINIE, Esq.
General Manager, British Petroleum Environmental Control
Center.

The Rt. HON Lord NATHAN,
Senior Partner, Herbert Oppenheimer Nathan & Vandyk,
Solicitors.

C.W. SUCKLING, Esq.
Consultant in Science, Technology and Innovation.

R.E. THORNTON, Esq.
Farmer.

Mrs M. WARNOCK,
Writer and broadcaster.

D.G.T. WILLIAMS, Esq.
President of Wolfson College, Cambridge.

Les organisations et individus ayant contribué à l'étude sont les suivants :

Those organisations and individuals marked * gave oral evidence at formal Commission meetings ; those marked + gave oral evidence during visits by the Commission.

Government Departments

Department of Agriculture and Fisheries for Scotland.

Department of Energy.

Department of the Environment.

Department of the Environment for Northern Ireland.

Department of Health and Social Security.

Department of Industry (including Laboratory of the Government Chemist and Warren Spring Laboratory).

Department of Trade.

Department of Transport * (including Transport and Road Research Laboratory).

Foreign and Commonwealth Office-Embassies in Tokyo and Washington.

Ministry of Agriculture, Fisheries and Food.

Scottish Development Department.

Scottish Home and Health Department.

Welsh Office.

Other organisations

Agricultural Research Council (including research establishments).

Associated Octel Company Ltd.

Association of Public Analysts.

Atomic Energy Research Establishment, Harwell.

Australian High Commission, London.

Automobile Association.

British Association for Shooting and Conservation.

British Ceramic Research Association.

British Ecological Society.

BL Technology Ltd.

British Medical Association.

British Petroleum Plc.

Campaign for Lead-free Air (CLEAR) *.
Chemical Industries Association.
Commission of the European Communities +.
Confederation of British Industry.
Conservation Society.
Council of Science and Technology Institutes Ltd.
Esso Petroleum Compagny Ltd.
Fellowship of Engineering.
Food and Drink Industries Council.
Ford Motor Company Ltd.
Friends of the Earth.
Greater London Council.
Health Education Council.
Health and Safety Executive.
Imperial Chemical Industries plc.
Imperial Metal Industries plc.
Institute of Biology.
Institute of Petroleum.
Institution of Environmental Health Officers.
Johnson Matthey Chemicals Ltd.
Joint Unit for Research on the Urban Environment, University
of Aston in Birmingham.
Lead Development Association.
London Borough of Greenwich.
Medical Research Council.
Metal Box plc.
Motor Industry Research Association.
National Anglers' Council.
National Water Council.
Natural Environment Research Council (including research
establishments and grant-holders in universities).
Nature Conservancy Council.
Northumbrian Water Authority +.
North West Water Authority +.
Oil Companies' International Study Group for Conservation
of Clean Air and Water in Europe (CONCAWE).
Paintmakers' Association of Great Britain Ltd.

Royal Automobile Club.
 Royal College of Physicians (Faculty of Occupational Medicine).
 Royal Colleges of Physicians of the UK (Faculty of Community
 Medicine).
 Royal Society of Chemistry.
 Science and Engineering Research Council.
 Scottish Health Education Council.
 Shell Oil UK Ltd.
 Society of Motor Manufacturers and Traders Ltd.
 South Yorkshire County Council.
 Talbot Motor Company Ltd.
 Texaco Ltd.
 Trades Union Congress.
 United Kingdom Petroleum Industry Association Ltd *.
 United States Embassy, London.
 Vauxhall Motors Ltd.
 Water Research Centre.
 Wildfowl Trust.

Individuals

Dr B.J. Alloway (Westfield College, University of London).
 Dr D. Barltrop (Westminster Children's Hospital, London).
 Dr M. Birkhead (University of Oxford).
 Professor J.A. Blair (University of Aston in Birmingham).
 Professor D. Bryce-Smith * (University of Reading).
 Professor C. Caro (Imperial College of Science and Techno-
 logy, University of London).
 Dr A.C. Chamberlain (Harwell Laboratory).
 Miss S. Connell (University of Sussex).
 Dr B.E. Davies (University College of Wales, Aberystwyth).
 Professor Sir Richard Doll (University of Oxford).
 Professor J.H. Edwards (University of Oxford).
 Dr P.C. Elwood * (MRC Epidemiology Unit (South Wales)).
 Professor A. Goldberg (University of Glasgow).
 Professor D.G. Grahame-Smith (University of Oxford).
 Mr N. Haigh (Institute for European Environmental Policy).
 Dr. R.M. Harrison (University of Lancaster).
 Mr P.G. Harvey (University of Birmingham).
 Dr J.F. Iles (University of Oxford).

Dr G. Kazantzis (London School of Hygiene and Tropical Medicine).

Dr A. Klug (MRC Laboratory of Molecular Biology, Cambridge).

Professor Sir Hans Kornberg (University of Cambridge).

Professor P.G. Lawther * (University of London).

Dr D.P.H. Laxen (University of Edinburgh).

Dr J.N. Lester (Imperial College of Science and Technology, University of London).

Dr and Mrs T.D. Mc Ardle.

Mr R. Macrory (Imperial College of Science and Technology, University of London).

Dr M.H. Martin (University of Bristol).

Dr C. Mason (University of Essex).

Dr M.R. Moore (University of Glasgow).

Dr R. Murray.

Dr C.M. Perrins (University of Oxford).

Professor R. Perry (Imperial College of Science and Technology, University of London).

Dr R. Russell Jones (St. John's Hospital, London, and CLEAR *).

Professor M. Rutter (Institute of Psychiatry, London).

Dr R.C. Shroter (Imperial College of Science and Technology, University of London).

Mr E. Silvester.

Dr M.V. Stack (University of Bristol).

Dr R. Stephens (University of Birmingham and CLEAR *).

Mr D. Streeter (University of Sussex).

Professor W. Taylor *.

Dr I. Thornton (Imperial College of Science and Technology, University of London).

Mr D. Wyatt (University of Oxford).

Mr and Mrs A. Wynn.

La table des matières est reproduite en annexe pour que le lecteur puisse se rendre compte que, pour ainsi dire, tous les problèmes liés à la pollution par le plomb, ont été cernés.

Le document fut humblement soumis à Sa Majesté, puis présenté au Parlement à la demande de la reine, dès sa parution, en avril 1983.

On note qu'aucun des noms des membres de la RCP, n'est apparu au cours des campagnes de CLEAR et d'OCTEL.

Bryce-Smith, CLEAR, OCTEL, figurent cependant parmi les individus et organisations consultés.

Tandis que la Commission Royale était au travail, Des Wilson exprimait la crainte que le comité minimise les dangers pour la santé (voir The lead Scandal publié un mois avant le 9^e Rapport de la RCP). CLEAR avait la conviction que trois des scientifiques du comité de la RCP avaient refusé depuis des années de reconnaître la preuve des dangers pour la santé ; ils avaient aussi participé à l'erroné rapport Lawther. Les environmentalistes avaient remarqué que ces scientifiques avaient toujours exprimé des points de vue sur le plomb tout-à-fait proches de ceux des compagnies pétrolières, aucun membre du comité n'avait soutenu des vues proches de celles des environmentalistes.

A la fin de ses conclusions, la RCP estime que le taux moyen de plombémie dans la population anglaise atteint le quart de celui qui provoquerait des empoisonnements certains (frank poisoning).

Elle considère qu'il serait prudent de franchir un pas pour accroître la marge de sécurité protégeant la population envisagée comme un tout.

Elle conclut que des mesures devraient être prises pour réduire la dispersion du plomb d'origine anthropogène, partout où c'est possible et qu'elles devraient être accompagnées par un programme précis pour contrôler la charge en plomb du corps humain.

Mais elle ne porte aucun jugement sur les effets

possibles des faibles concentrations de plomb sur le comportement des enfants.

11.1. Le 9^e Rapport de la RCP formula vingt-neuf recommandations parmi lesquelles :

3. "Les recherches sur les effets du plomb à faible concentration, particulièrement sur les enfants, doivent être poursuivies".
4. Le Medical Research Council devrait encourager les études expérimentales sur les effets du plomb à faible concentration sur le comportement des animaux ...
26. La réduction du taux maximum de plomb permis dans l'essence fixé à 0,15 g/l devrait être considéré comme une étape intermédiaire dans l'introduction progressive d'autres additifs dans les carburants.
27. Le gouvernement devrait entreprendre immédiatement des négociations avec la Communauté européenne pour assurer la suppression du niveau minimal de plomb contenu dans l'essence établi par la directive 78/611/EEC.
28. Il est urgent que le gouvernement commence à discuter avec les industries pétrolières et de la construction automobile afin de trouver un accord sur le calendrier d'introduction de l'essence sans plomb sur le marché, eu égard aux délais requis pour des changements essentiels dans la production et au bien-fondé de l'harmonisation d'investissements importants valables à long terme, préférables et plus économiques que des investissements à court

terme qui devraient être répétés plusieurs fois pour parvenir au même but final.

29. Le prix de l'essence sans plomb ne devrait pas excéder celui de l'essence plombée la plus chère durant la période pendant laquelle l'essence plombée est progressivement éliminée.

Le rapport a été rédigé avec une telle précision et un tel soin, il a tenu compte d'un si grand nombre de recherches et études, il a si bien épuisé le sujet, qu'aussitôt après sa parution, toutes les controverses et débats se turent (1).

11.2. Réactions du gouvernement britannique aux recommandations du 9^e Rapport de la RCP

Le gouvernement réagit dans la semaine même : "Toutes les nouvelles voitures devront rouler à l'essence sans plomb en 1990, déclarait hier Mr T. King, secrétaire d'Etat pour l'environnement. Il répondait à un avertissement de la Commission Royale sur la pollution de l'environnement qui mettait en garde contre le fait que le total de la quantité de plomb contenue dans le sang de l'ensemble de la population était trop proche d'un niveau potentiellement dangereux ...

Il dit qu'il aimerait que les nouvelles voitures puissent rouler à l'essence sans plomb avant 1990, mais il y a deux obstacles à franchir avant qu'une date puisse être annoncée : l'un est de persuader le reste de la C.E.E. de passer à l'essence sans plomb et l'autre de s'entendre avec les fabricants de voitures sur la date à laquelle ils pourront fournir de nouveaux modèles équipés de

(1) Il semble néanmoins avoir passé inaperçu près des administrateurs et médecins français qui n'y ont jamais fait allusion dans les quinzaines d'interviews recueillies près d'eux.

manière appropriée" (1).

11.3. Le même article de presse rapporte :

"Mr Des Wilson, chairman of the Campaign for lead-Free Air (CLEAR), a déclaré : "c'est très intéressant et c'est même un moment émouvant de nous trouver nous-mêmes vengés". Mais il réclame l'annonce immédiate par les ministères d'une date rapprochée précise pour l'introduction de l'essence sans plomb et une déclaration que l'opposition du reste de la C.E.E. ne retardera pas son introduction en Grande-Bretagne".

11.4. Le jour suivant Octel annonçait : "... que 22 % des automobilistes américains qui possédaient des voitures conçues pour fonctionner à l'essence sans plomb, achetaient en fait une essence à indice d'octane plus élevé que nécessaire parce qu'ils éprouvaient un désagrément causé par le cliquetis produit par l'essence sans plomb à deux étoiles (2) ... que la décision d'introduire une essence sans plomb à deux étoiles en 1990 jetterait inévitablement une ombre sur les prévisions d'emploi des 2.700 employés britanniques d'Octel. La compagnie emploie 2.200 personnes à Ellesmere Port, Merseyside" (3).

11.5. De source Octel-France, le 9^e Rapport serait apparu le 8 mai 1983 au matin (l'ouvrage porte avril 83)

(1) The Times, 19 avril 1983.

(2) Les diverses qualités d'essence sont identifiées en Grande-Bretagne par des étoiles, deux étoiles correspondent à un indice d'octane de 91 ou 92.

(3) The Times, 20 avril 1983, p. 3.
Soulignons que les industriels n'ont aucun remords quand il s'agit de licencier pour "raisons économiques". Si on leur demande de dépenser - ou de perdre de l'argent - pour des raisons tenant à la santé du public ou à l'environnement, ils ne manquent pas de présenter les risques des pertes d'emplois comme un dommage social.

et le 8 mai après-midi, Mr Tom King, secrétaire d'Etat à l'Environnement, aurait annoncé aux Communes que le gouvernement de Madame Thatcher décidait le passage progressif à l'essence sans plomb (1). (Malheureusement, le 8 mai 1983 était un dimanche !...). Pour Octel, la décision de Madame Thatcher et de son parti de choisir l'essence sans plomb n'est pas due à la campagne de Des Wilson, mais à une tactique électorale. En prévision des prochaines élections législatives, les travaillistes avaient inscrit l'essence sans plomb à leur programme ; les conservateurs n'ont pas voulu être en reste sur ce point.

Octel ne sait pas comment expliquer pourquoi les deux grands partis ont ressenti une demande si unanime d'essence sans plomb dans tout l'éventail de l'électorat (2).

12. QUELQUES REMARQUES EN GUISE DE CONCLUSION A L'ANALYSE DE PRESSE

Bien des arguments avancés par l'industrie pétrolière ont perdu de leur importance puisque le prix du brut a si dramatiquement baissé par la suite.

Le délai des cinq années estimées nécessaires pour concevoir et produire les voitures marchant à l'essence sans plomb, aurait peut-être pu être raccourci grâce à l'avènement du moteur à combustion pauvre, apparemment cher à Ford-Angleterre et au pouvoir politique anglais, si

-
- (1) Octel s'estime avoir été trahi par Mr Tom King, qui peu avant la sortie du 9^e Rapport, avait rencontré l'un des dirigeants d'Octel et lui avait assuré : "Ne vous inquiétez pas, vous aurez votre plomb". Mais "chaque ministre obéit comme un mouton à Madame Thatcher".
- (2) Toujours de source Octel-France, tous les sols contiennent du plomb sur 30 cm d'épaisseur. On ignore d'où provient ce plomb, d'où provient celui répandu dans les aliments, dans les habitations ... mais Octel sait qu'il ne provient pas du plomb tétraéthyle rejeté par les véhicules. Celui-ci n'est pas capté par les pluies et ne retombe pas sur le sol ! (Interview avril 87).

l'on en croit le contenu des négociations européennes en 1984-1985.

Le concept de risque semble maintenant accepté par les tribunaux américains à la place de celui de preuve irréfutable dans les cas d'atteintes à la santé. En sera-t-il de même en Europe ?

Si le public anglais s'était aligné sur ses congénères américains Octel et les compagnies pétrolières auraient risqué de devoir supporter des milliers de procès comme cela s'est produit pour beaucoup d'industries aux U.S.A., et pas toujours dans l'intérêt de ces dernières (1).

Mais jusqu'ici (1987), le concept de risque substitué à celui de preuve irréfutable semble n'avoir eu d'incidences que dans l'élaboration de décisions politiques (2).

- (1) Mansfield, une des plus grandes firmes fabricant des isolants à base d'amiante a dû se déclarer en banqueroute, il y a quelques années, à cause du grand nombre de poursuites engagées contre elle par des victimes de cancers provoqués par l'amiante. De même dans l'Oklahoma, les parents de Karen Silkwood reçurent quinze millions de dollars de dommages-intérêts pour un empoisonnement par des produits radioactifs dont la jeune fille fut victime tandis qu'elle travaillait dans une usine de retraitement de l'uranium à Cimarron - bien qu'elle mourut non pas de la radioactivité mais des blessures subies dans un accident de voiture. Les Navajos qui travaillaient dans les mines d'uranium sur leur réserve s'apprêtaient à réclamer des dommages-intérêts pour les cancers décelés chez eux. L'usine de Cimarron dut fermer. Wall Street Journal, 26 juin 1986.
- (2) En particulier dans l'élaboration de la directive relative à l'essence sans plomb en Europe (directive 85/210/C.E.E.), et au projet de directive relative aux émissions des véhicules particuliers (accord de Luxembourg).

C'est déjà fort important.

La tactique du gouvernement consistant à reporter sans cesse les délais et appuyée par les arguments du ministère de l'Énergie, demeure peu justifiée puisque durant la période de controverses, la Grande-Bretagne était devenue tout-à-fait indépendante des importations de pétrole, grâce à l'exploitation de ses gisements de Mer du Nord et puisque l'éventualité de surcoûts dûs à un accroissement des importations nécessaires en cas de choix d'essence sans plomb à haut indice d'octane, ne pouvait plus jouer comme menace. Resterait l'explication de pressions exercées par le lobby automobile et non divulguées par la presse.

CONCLUSION GENERALE

L'essentiel du message transmis par cette histoire semble résider dans le fait que l'attitude de CLEAR et de Des Wilson en particulier, est plus proche de celles de missionnaires, de "croisés" se battant pour des valeurs religieuses (ou humanitaires) que de celle d'acteurs économiques.

Des Wilson et les adhérents de CLEAR - et déjà ceux de CALIP - ont trouvé la base de leur humanitarisme dans l'avenir des enfants non diminués psychiquement. Cette perspective a constitué un mobile très puissant pour eux et a touché profondément l'opinion publique britannique (1).

Une analogie entre la position hautement humanitaire de CLEAR et celle des abolitionnistes nord-américains des années 1840 n'est peut-être pas entièrement dénuée de sens.

Les Nordistes abolitionnistes ont obéi d'abord à un idéal humanitaire : l'égalité entre les êtres humains (2), sans se soucier à l'origine de ses retombées économiques. Ils ne se sont pas inquiétés de savoir comment les Sudistes récolteraient leur coton. Les enjeux économiques sont apparus plus tard, avec la guerre de Sécession (3).

(1) Dont la pression muette joue un rôle de premier plan dans les démocraties anglo-saxonnes et représente un autre acteur, pour ainsi dire, impossible à prendre en compte dans une application quelconque de la théorie des jeux.

(2) Idéal qui est aussi français, mais prend chez nous d'autres colorations. Aujourd'hui, il se manifeste par exemple par l'exigence de "sécurité sociale" pour tous, remboursement des frais médicaux et hospitaliers à égalité pour tous, sans discrimination de fortune.

(3) L'importation d'esclaves a cessé vers 1840. L'esclavage a été banni du Nord en 1850. Sur les aspects économiques de la suppression de l'esclavage et les conflits d'intérêt Nord-Sud, voir les travaux de marxistes américains, de Ch. Beard, par exemple. L'importance des enjeux économiques de la guerre de Sécession ne doit pas en occulter la dimension philanthropique.

L'impact économique et social de la démarche de CALIP puis de CLEAR, est sans commune mesure avec celui de la guerre de Sécession ; cela est bien entendu.

Il n'est pourtant pas aussi négligeable que le pensait Des Wilson.

En 1987, il se solde par la fermeture de la petite usine de Northwich (environ 300 à 400 employés composés surtout d'ouvriers travaillant en équipes postées), le projet de fermeture de l'usine d'Amloch, et de l'usine Octel installée en R.F.A.

D'une manière générale Octel-Angleterre et Octel-France "rationalisent la gestion de leur personnel". "On n'est plus au temps de l'embauche" (1).

A la suite de la décision du gouvernement britannique et de la directive européenne sur l'essence sans plomb, Octel a choisi de diversifier ses activités et de s'orienter vers de nouveaux produits (produits bromés, détergents, nouveaux additifs aux carburants).

Les recherches ont déjà abouti dans le domaine des additifs aux gazoles (les futurs injecteurs des diesels ayant besoin d'être tenus très propres).

Mais il faut poursuivre les recherches pour d'autres additifs (2).

A l'horizon 1992 (ouverture du "Marché Unique" européen), un cadre d'Octel-France pense que la société aura dû fermer toutes ses usines (l'appareil de production n'étant pas reconvertible), en démolir quelques-unes et en reconstruire de nouvelles sur les terrains qu'elle

(1) Interview de cadres d'Octel-France, avril 1987.

(2) Le MTBE, les alcools ne sont pas des additifs, mais des bases du raffinage, aux dires d'Octel, et ne peuvent remplacer le plomb.

possède.

Les investissements dans la recherche et le développement ~~auraient~~^o été au moins aussi importants que ceux alloués à la reconstruction et l'installation d'usines nouvelles (1).

Il évoque un paysage grandiose de l'influence des revendications environnementalistes sur l'appareil de production industriel. Mais ces influences demeurent d'ordre purement technique, elles ne vont pas à contre-courant des rapports économiques et sociaux dominants.

La controverse OCTEL-CLEAR, via les instances gouvernementales et politiques, nous situent devant un conflit de valeurs radical où s'opposent des visées humanitaires et des visées économiques. Sa grande nouveauté par rapport à la période "pré-Lincolnienne" est que les débats scientifiques se sont depuis identifiés au débat social. Qui aurait imaginé, il y a cent ans, que les travaux d'un psychiatre pour enfants (H. Needleman), pourraient mobiliser et diviser l'opinion britannique ? Qui aurait soupçonné alors que tant de scientifiques au monde (ils sont nombreux aux U.S.A., en R.F.A. - Nous avons été en contact avec le Pr Bryce-Smith), se seraient sentis moralement obligés d'entrer dans l'arène politique et n'auraient pas craint de s'attaquer à la base d'intérêts économiques puissants ?

Qui aurait imaginé qu'une poignée d'hommes résolus (Des Wilson et un petit nombre de collaborateurs), n'ayant pour toute arme que quelques lettres, quelques émissions à la radio et à la télévision, mais beaucoup de sympathisants y compris dans les institutions politiques seraient parvenus à faire plier une multinationale (dont le capital repose entre les mains d'autres multinationales) ; l'industrie pétrolière, les constructeurs automobiles, l'industrie du

(1) 2ème interview à Octel-France, avril 1987.

plomb, les ministres de l'Environnement, des Transports, de la Santé, de l'Energie ... ?

Aucun historien, aucun sociologue, n'a encore dit le dernier mot sur les processus par lesquels une minorité active, animée d'un idéal et d'un nouveau système de valeurs, peut faire taches d'huile, et amener des pouvoirs, des intérêts économiques à se rendre.

Minorité qui, dans le cas étudié a, selon les sondages, suscité une "majorité silencieuse" et a, d'après Octel-France, entraîné les partis politiques à inscrire la suppression du plomb de l'essence dans leur programme électoral de 1983.

Le dernier mot de la controverse a appartenu en Grande-Bretagne, au 9^e Rapport de la Commission Royale sur la Pollution Environnementale (1), rapport plus discret, plus austère, moins flamboyant que The lead Scandal, mais qui nous dit lui aussi, à sa manière, que dans le conflit entre les idéaux humanitaires et les intérêts économiques, l'arbitrage passe désormais par les conclusions pratiques que des comités "de sages" (de personnalités ayant une forte culture scientifique, mais non engagées elles-mêmes dans les recherches de pointe) tirent des travaux originaux, après que des petits groupes, eux aussi très cultivés, aient entrepris de vulgariser ces découvertes et se soient décidés à aller jusqu'au bout d'une "croisade", dut-elle mettre en péril des intérêts économiques.

Les étapes du cheminement vers l'essence sans plomb pourraient se résumer ainsi :

(1) Très vraisemblablement, s'il avait conclu que l'on pouvait sans danger continuer à ajouter du plomb à l'essence, tout aurait été remis en question.

- I. Les découvertes originales de C.C. Patterson (et de ses co-équipiers), puis celles de H. Needleman (et de ses co-équipiers).
- II. Leur vulgarisation et les cris d'alarme lancés par d'autres scientifiques (Bryce-Smith).
- III. La formation de groupes ou coalitions de groupes animés de principes venus du : "Tu ne tueras pas". Et maintenant "Tu n'empoisonneras pas, si légèrement que ce soit, surtout pas les bébés et les foetus", ^{groupes de lutte} à ne pas laisser se perpétuer des pratiques nuisibles à la santé (activités de l'association CALIP puis de la coalition CLEAR).

Ces groupes ont été capables à la fois de pénétrer et de diffuser le sens des découvertes de C.C. Patterson de H. Needleman, et de bien d'autres.

- III'. Parallèlement, le désarroi et les hésitations des instances gouvernementales et politiques tiraillées entre les impératifs économiques et les impératifs humanitaires qui - à la différence des industriels - les touchent ^{aussi} profondément.

D'où la commande de "rapports d'expertise" du style Lawther, Woplip ; la polémique qui s'ensuivit avec CLEAR, la décision du Chief Medical Officer de donner au gouvernement une recommandation allant dans le sens des objectifs de CLEAR et sa probable détermination de la faire connaître à celle-ci.

- IV. La décision des différents partis et du gouvernement d'arrêter une décision "humanitaire" (tout en laissant aux responsables des organisations économiques le temps de s'adapter).

V. La confirmation du bien-fondé de cette décision par les analyses rigoureuses et exhaustives des Sages de la Commission Royale sur la pollution environnementale.

Mais il n'est pas exagéré de dire que tout au long du processus, les résultats des travaux de C.C. Patterson, de H. Needleman et de tous ceux élaborés à partir des leurs, furent présents et déterminants.

Les découvertes scientifiques importantes et indépendantes jouent à la fois comme déclencheurs et comme critères de ratifications de décisions politiques aux retombées économiques non négligeables.

Pour conserver leur statut d'indépendance, elles doivent susciter un étonnement apte à susciter de nouvelles convictions et l'émergence de militants jusqu'aboutistes.

Pourquoi ces derniers ont-ils surgi en Grande-Bretagne et pourquoi ont-ils été si rares en France ? A ce point du questionnement, nous devons renvoyer le lecteur à la partie introductive de ce rapport où nous avons essayé de mettre en lumière la longue expérience de vigilance et de ténacité des environmentalistes anglais d'une part, d'autre part l'importance de la structuration du lobby environnemental sous forme de réseau de communications fonctionnant extrêmement bien, et capable d'alerter un nombre important de personnes aussi bien d'un incident local que de la parution d'un article scientifique révolutionnaire, d'une décision industrielle ou d'une prise de position gouvernementale.

Une conclusion n'est pas un résumé, mais il y a lieu d'insister sur les points forts qui caractérisent l'histoire du passage à l'essence sans plomb en Grande-Bretagne, en tant qu'elle révèle quelques traits culturels durables de cette Nation et permet de souligner quelques

contrastes éclairant "l'apathie écologique" française.

Nous avons donc noté au fil des pages :

1) Une longue tradition de plus d'un siècle, opposée aux valeurs industrielles - et donc aux valeurs économiques qui permettent le mode de développement industriel.

Il faudrait peut-être introduire ici une incidente. Si le puritanisme a favorisé "l'esprit du capitalisme" et le capitalisme tout court, il n'a vraisemblablement pas joué de manière trop simpliste et a développé chez ses membres austères et rigoristes, une capacité de critique des abus du système social qu'il contribuait à faire progresser.

Sa rupture avec l'Eglise Catholique n'est peut-être pas restée non plus sans conséquence.

Pour cette dernière, la nature participe au péché originel. La pratique du libre examen a pu éloigner de ce genre d'attitudes négatives envers la nature.

Le système de valeurs dominant en France, par exemple, de 1840 à 1968 a été buriné à la croisée des chemins entre la pensée marxiste qui a creusé le fossé entre culture et nature - fossé absent des civilisations d'Extrême Orient - et la pensée chrétienne pour qui la nature, le corps, sont mauvais et contre lesquels "l'esprit" doit toujours "combattre", bien loin de devoir chercher l'harmonie avec eux.

2) Un conflit de valeurs toujours actuel entre les valeurs économiques des "adorateurs du veau d'or" et des valeurs morales, dont les origines dépassent vraisemblablement l'influence puritaine persistante et issues du "Tu ne tueras pas" qui se décline sous différentes formes, en particulier

"Tu n'empoisonneras pas"

"même à petit feu et même si l'empoisonnement

ne conduit pas tout le monde à la mort".
 "Tu ne te permettras pas d'handicaper les
 jeunes enfants" ...

Pour autant ce moralisme n'est pas à rapprocher d'attitudes religieuses proprement dites. Il ne se préoccupe pas plus du sort de l'âme après la mort que de celui des employés d'Octel. Ses limites sont celles mêmes du domaine psychosomatique.

3) Une interprétation des valeurs morales et des attitudes scientifiques.

Depuis qu'Oppenheimer a confessé qu'il avait à jamais regretté d'avoir mis au point la bombe atomique, nombreux sont les scientifiques anglo-saxons qui se considèrent comme responsables des applications qui sont faites de leur découverte ou qui se sentent tenus d'avertir le public des dangers encourus par telle ou telle application.

Ce que l'on appelle "le mouvement écologique" est peut-être avant tout un tournant dans l'attitude des scientifiques vis-à-vis de leurs propres pratiques : une série de cris d'alarme que des scientifiques américains se sont cru devoir lancer au cours de la décennie 70.

Au symposium Lead versus Health, Patterson n'a pas craint de prendre publiquement parti pour le bannissement du plomb de l'essence. Needleman de même.

Quelques années plus tôt, se tenait à Paris, à l'initiative des Amis de la Terre, un colloque où l'on professait sur l'estrade que toute découverte scientifique est nécessairement bonne et utile puisqu'elle fait progresser la connaissance de l'Univers. Il n'incombe pas au chercheur de se tracasser au sujet des applications de ses résultats. C'est aux politiques qu'incombe la responsabilité d'opérer les choix judicieux, lors des

applications (1).

4) Le conflit de valeurs : moralisme/économisme repéré dans la société anglaise à l'occasion de cette étude met en oeuvre depuis plus d'un siècle des jeux d'influence, soit sur des individus ou institutions privées (période antérieure à la deuxième guerre mondiale surtout), soit sur les instances étatiques et les pouvoirs régionaux et locaux, et a construit un puissant réseau d'informations, précis et efficace dans tout le pays.

C'est dire que les tactiques de ces jeux de pression, sans avoir souvent besoin de passer à la violence physique, peuvent être d'une extrême virulence et sont bien rôdées. Elles amènent les pouvoirs publics à prendre position (2). En l'occurrence (problème de l'essence sans plomb), le Pouvoir a tranché en faveur des "moralistes" et à l'encontre des intérêts d'Associated OCTEL, il a entraîné toute l'Europe dans un processus économique auquel la France a résisté de toutes ses forces et qu'elle cherche encore à éviter (3).

Quels ont été les facteurs décisifs dans la résolution du gouvernement ? Sans nul doute, nous semble-t-il, la "fuite" (4), la publication de la lettre secrète de Sir Henry Yellowless, Chief Medical Officer, puisqu'elle fut immédiatement suivie de la venue de Madame Thatcher

-
- (1) Le culte de la science pour la science est, à tout prendre, vraisemblablement demeuré plus fort en France - sous l'influence conjuguée de la philosophie des Lumières et d'un certain marxisme - que dans les pays anglo-saxons, où pourtant les percées scientifiques, pour de toutes autres raisons, s'avèrent plus nombreuses.
- (2) Jusqu'ici aucune théorie des conflits sociaux ne nous semble rendre compte par un schéma pertinent des conflits entre valeurs morales non chiffrables, et intérêts économiques.
- (3) Voir la récente décision française sur la décision de laisser le super carburant à 0,4 g de plomb, et ses tentatives pour ne pas appliquer l'accord de Luxembourg (mars 87).
- (4) Autrement dit ce qui fut le plus efficace dans la pratique de Des Wilson et de ses supporters, fut leur important réseau de relations diversifiées.

à la Chambre des Communes et de la demande de directive à Strasbourg par Stanley Johnson.

Mais il ne faut pas négliger non plus la fonction partiellement formelle, partiellement déterminante du 9° Rapport de la Commission Royale.

Nous l'avons vu, celle-ci s'est mise au travail quelques semaines après l'intervention de Stanley Johnson à Strasbourg. La position de Madame Thatcher et des Conservateurs (ainsi que des autres partis politiques d'ailleurs) était donc bien arrêtée avant que cette auguste Commission n'entame sa 9ème étude.

Il est donc vrai qu'elle a joué le rôle communément imparti aux expertises : celui de justifier après coup une décision déjà prise. Cependant ses membres sont réputés parfaitement indépendants de tous partis, de toute allégeance.

Ils ont été nommés par la reine ; on retrouve parmi eux trois membres ayant appartenu à l'équipe Lawther - et qui ont été capables de modifier leur jugement.

Etant donné le mode de fonctionnement des institutions anglo-saxonnes, il est vraisemblable qu'ils se seraient sentis parfaitement libres de conclure différemment si l'examen des 236 recherches et études qu'ils ont passées au peigne fin, les y avaient incités.

Et dans ce cas le gouvernement aurait dû revenir sur sa position, CLEAR repartir en campagne ou s'avouer battue.

Répetons-le : c'est la Commission Royale sur la Pollution de l'Environnement qui a justifié, autorisé, garanti le dernier mot des interminables débats. Même OCTEL n'a pas tenté d'obtenir de le transgresser.

En bref, l'histoire du cheminement vers l'essence sans plomb en Angleterre peut se schématiser ainsi :

1) par celle de la diffusion de l'information scientifique (vingt ans entre la première publication de C.C. Patterson et sa communication au symposium CLEAR.) (Il faut rappeler qu'il lui fallut seize ans pour trouver les sépultures préhistoriques lui permettant de vérifier ses propositions théoriques sur la charge en plomb de l'homme préhistorique), diffusion au cours de laquelle d'autres recherches se sont construites à partir des ~~sciences~~^{sciences} et sont venues les corroborer, des comités d'experts ont été constitués pour "interpréter" tous ces résultats.

2) Par le fait que l'antagonisme entre les industriels, et les autres "coupables" d'une part, pour reprendre l'expression de Des Wilson et les dénonciateurs des fabricants de poison d'autre part, s'est exacerbé et construit au fil du processus de progression de l'information.

Dans cette sorte d'évolution de conflit idéologique et politique - morale "écologique" vs intérêts industriels - l'histoire s'écrit selon les règles d'une harmonie où se superposent la diffusion et la mise au point de l'information scientifique et les jeux tactiques de la minorité active, (soutenue par son "public sensibilisé" qui peut s'étendre à une "majorité silencieuse"). Les dénouements peuvent varier à l'infini, comme les partitions elles-mêmes.

L'idée commence à se répandre - surtout en France bien entendu - que les contradictions entre écologie et économie n'en sont plus et que l'on a appris à "articuler" les contraintes économiques et écologiques. Pas toujours. Pas partout. Il est bon de garder présent à l'esprit que le compromis n'est pas toujours le gage de l'intérêt commun.

A N N E X E

A N N E X E ITABLE DES MATIERES DU 9^e RAPPORT
DE LA COMMISSION ROYALE

CONTENTS

CHAPTER I

Introduction

	Para.	Page
The choice of study	1.1	1
Dispersion of lead through human activity	1.4	1
Physical and chemical properties of lead	1.8	3
Problems of measurement	1.10	3
Previous reviews	1.13	5
Scope and nature of this study	1.20	6

CHAPTER II

Lead in the Environment

Natural and anthropogenic sources	2.1	8
Lead in the air	2.4	11
Lead in water	2.11	17
Lead in soil	2.15	18
Lead in dust	2.25	22
Conclusions	2.29	24

CHAPTER III

Lead in Plants and Animals

Introduction	3.1	25
Micro-organisms	3.2	25
Plants	3.6	26
Invertebrates	3.12	29
Vertebrates	3.13	29
Poisoning of birds by organic lead	3.18	32
Aquatic life	3.22	33
Conclusions	3.24	33

CHAPTER IV

Lead in Man

Introduction	4.1	36
Lead within the body	4.4	36
Measurement of body burden of lead	4.6	37
Sources and pathways	4.11	38
Exposure and blood lead concentration	4.15	39
Intake and uptake	4.18	39
European Community surveys of blood lead concentration	4.34	48
Other data for blood lead concentration in the British Isles	4.40	51
Other data for blood lead concentration overseas	4.43	54
The Isotopic Lead Experiment	4.46	55
Conclusions	4.49	57

CHAPTER V

Effects of Lead on Man and Animals

	<i>Para.</i>	<i>Page</i>
Introduction	5.1	59
Frank poisoning	5.4	59
Effects at low blood concentration	5.7	60
Population surveys of children	5.9	60
Research on animal behaviour	5.14	62
Cellular processes	5.16	63
Reproduction	5.20	65
Carcinogenicity	5.21	65
Thresholds and safety margins	5.22	65
Conclusions	5.24	66

CHAPTER VI

Reduction of Exposure to Lead from Water, Food and Localised Sources

Introduction	6.1	67
Lead in tap water	6.3	67
Lead in paint	6.12	71
Lead in food and drink	6.29	77
Lead in dust	6.37	80
Industrial emissions	6.40	80
Lead shot	6.42	81
Pewter, cosmetics and other miscellaneous sources	6.46	82
Conclusions	6.47	82

CHAPTER VII

Lead in Petrol

Introduction	7.1	84
The internal combustion engine	7.5	85
Compression ratio and engine knock	7.10	87
Petrol quality and octane number	7.14	88
Why lead is added to petrol	7.16	88
Other properties of lead in petrol	7.21	90
International action to reduce levels of lead in petrol	7.27	95
Action in the United Kingdom	7.38	99
Options for achieving further reductions in lead emissions from petrol	7.45	104
Emission forecasts for alternative options	7.53	106
Octane quality without lead	7.56	107
Transitional arrangements for existing cars	7.70	113
Implications for the motor industry	7.75	114
Implications for the oil industry	7.82	116
Effects on national energy costs	7.88	119
Fuel economy and improved technology	7.98	124
Costs to the motorist	7.103	125

	<i>Para.</i>	<i>Page</i>
Other factors affecting energy usage	7.111	128
European Community implications	7.113	129
Conclusions	7.128	133

CHAPTER VIII

Conclusions

Introduction	8.1	135
The significance of lead as an environmental pollutant ..	8.3	135
Anthropogenic sources and pathways of lead in the environment	8.22	137
Opportunities for reducing environmental contamination by lead	8.27	138

CHAPTER IX

Recommendations

List of recommendations	141
Acknowledgement	144

APPENDICES

1. Members of the Commission	145
2. Organisations and individuals contributing to the study	148
3. Note on units and conversion factors	153
4. Estimation of intake and uptake of lead by man	154
5. The diesel and other engines not needing high octane fuel: note by Atlantic Research Associates	160
6. Council Directive of 29 June 1978 on the approximation of the laws of the Member States concerning the lead content of petrol (78/611/EEC)	165
References	168
Index	177

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

REFERENCES SE RAPPORTANT A L'ANALYSE DU
PROCESSUS DE DECISION POLITIQUE

LIVRES

- DES WILSON, The Lead Scandal. The fight to save children from damage by lead in petrol, Londres, Edinburgh, Melbourne, Auckland, Hong Kong, Singapour, Kuala Lumpur, New Delhi, Ibadan, Nairobi, Johannesburg, Heinemann Educational Books, 1983.
- KIMBER R., RICHARDSON J.J., Campaigning for the Environment, Londres, Routledge et Paul Kegan, 1974.
- LOWE P., GOYDER J., Environmental Groups in Politics, Londres, G. Allen et Unwin, 1983.
- Royal Commission on Pollution, 9^o Rapport : Lead in the Environment, Londres, HMSO, 1983.
- The Environmental Crisis. Collection of Essays, Londres, Heinemann Educational Books, 1984.

PERIODIQUES ET PRESSE DEPOUILLES

- Utilisé pour une étude en profondeur du suivi au jour le jour de la controverse sur les méfaits du plomb contenu dans l'essence :
The Times : 1978-1985.
A partir de 1984 les articles sur le plomb ne paraissent plus dans les numéros quotidiens, ils font l'objet de numéros spéciaux, de dossiers spéciaux.
- Consultés de manière moins rigoureuse et sans index : 1979-1984
 - . The Ecologist
 - . The Economist
 - . The New Scientist
 - . The Guardian
 - . The Observer
 - . The New Statesman.

DOCUMENTS

- Nigel Haigh ; EEC Environmental Policy and Britain, An Essay and a Handbook, Environmental Data Services Ltd,

Londres, 1984.

- Lead in Petrol and Vehicle Emissions, Select Committee on the European Communities, House of Lords, session 1984-1985, Londres, HMSO, 26 février 1985.

REFERENCES UTILES A L'INTERPRETATION DE
L'ACTION SOCIALE DES PARTENAIRES
ENVIRONNEMENTAUX

- COTGRÖVE S., DUFF A., Environmentalism, middle-class radicalism and politics, Sociological Review, 1980, n° 28, pp. 333-51.
- CRENSON M., The unpolitics of air pollution, Baltimore, John Hopkins Press, 1971.
- Dean SCHOOLER, "The politics of Environment and National Development : Basics options and political responses to Environmental Problems" in KWEE and Mullender : growing against ourselves. The energy-Environment Tangle, Leiden, A.W., SIJTHOFF, 1972, 252 p.
- L.L. ROOS et al. The politics of ecosuicide, Holt, Rinehart et Winston, New York, Chicago, 1972, 404 p.

REFERENCES DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES
QUI ONT GENERE LE DEBAT POLITIQUE

- PATTERSON C.C., "Contaminated and natural lead environments of man", in Archives of Environment and Health, II, 344-360, 1965.
- SETTLE D.M., PATTERSON C.C., "Lead in Albacore : guide to lead pollution in Americans", in Science 207, p. 1167-1176, 1980.
- PATTERSON C.C., "An Alternative Perspective. Lead in the Human Environment : Origin, Extent and Significance" in National Academy of Science 1980, Lead in the human Environment, a report prepared by the Committee on Lead in the Human Environment, Environmental Studies Board, Commission on Natural Resources, National Research Council, National Academy of Science, Washington DC., 1980, cf. pp. 265 à 343.
- ERICSON J.E., SHIRAHATA H., PATTERSON C.C., "Skeletal Concentrations of lead in Ancient Peruvians". New England Journal of Medicine, 1979, 300, pp. 946 à 951.

- Ng A., PATTERSON C.C., "Natural concentration of lead in ancient Arctic and Antarctic ice". Geochimica and Cosmochimica acta, 45, pp. 2109-2121, 1981.
- FLEGAL R., PATTERSON C.C., Vertical concentration profiles of lead in the Western Pacific at N 15° and S 20°, Manuscript submitted to Earth and Planetary Science Letters, 1982.
- PATTERSON C.C. British Mega Exposures to Industrial Lead, in Lead Versus Health, op. cit., 1983, pp. 17 à 32.
- Effects of lead in the Canadian Environment, Executive report by J.F. JAWORSKI, National Research Council, Canada, 1978.
- Lead in the Human Environment, U.S. National Academy of Science, Washington DC., 1980.
- Professor LLYOD SMYTHE and colleagues : Tests on children in school in four different parts of Sydney, cité in DES WILSON, op. cit., p. 163.
- M. RUTTER, Raised Lead Levels and Impaired Cognitive/ Behavioral Functioning : a review of the Evidence. Supplement to : Developmental and Child Neurology, vol. 22, n° 1, mars 1980.
- W. YULE, LANDSDOWN R., URBANOWICZ M., MILLAR I., Relationships between Blood-Lead, Intelligence, Attainment and Behaviour in School Children : overview of a Pilot Study. Paper presented at CLEAR International Symposium, Londres, 10-12 mai 1982 in Lead versus Health, op. cit.
- G. WINNEKE - Neurobehavioural an Neuropsychological Effects of Lead. Paper presented at CLEAR International Symposium 10-12 may 1982 in Lead versus Health, op. cit.
- E.E.C. Commission, Isotopic lead Experiment : Status Report prepared S. FACCHETTE and F. GEISS, Joint Research Centre, Ispra, Italy, July 1982.
- Needleman h.; GUNNOE C., LEVITON A., REED M., PERESIE H., MANER C., BARRETT P., "Deficits in psychological and Classroom performance of children with elevated dentine lead levels". In New England Journal of Medicine, 300, pp. 689 à 695, 1979.
- NEEDLEMAN H.L., (ed) Low Level Lead Exposure : The Clinical Implications of Current Research, New York, Raven Press, 1980.
- DES WILSON, The Lead Scandal. The fight to save children from damage by lead in Petrol, Londres, Heinemann, 1983 182 p., pp. 14 à 37.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I	
Regard sur le développement du mouvement environnemental britannique	14
L'écologisme britannique à l'ère victorienne	18
L'entre-deux-guerres et l'après-guerre. De nouvelles générations, de nouvelles valeurs	24
Aujourd'hui (1983) Structure et fonctionnement interne des groupes environnementaux	31
Les relations des groupes environnementaux avec les institutions et les organisations extérieures	40
. Les "ressources politiques" des groupes environnementaux	41
. Relations avec le gouvernement	44
. L'accès au Parlement	46
. L'accès aux medias	47
Le lobby environnemental britannique ; un lobby unique	53
CHAPITRE II	
La progression vers la campagne pour l'essence sans plomb. Une analyse de presse 1978-1985	57
1. Les précédents et les parallèles	63
1.1. Le plomb localisé	63
1.2. Les premières activités contre la pollution atmosphérique. La NSAS	65
2. Les premières décisions gouvernementales et les réactions des pétroliers	71
2.1. Le conseil du Chief Medical Officer de 1971	72
2.2. L'opposition du ministère de l'Energie	73
2.3. Le gouvernement révisé sa position	73
3. Les travaux scientifiques fondamentaux et indépendants qui vont générer le débat politique	74

3.1. C.C. Patterson	75
3.2. H. Needleman et ses émules	83
4. Les jeux et batailles d'expertises	85
4.1. Le comité présidé par John Rowcliff	85
4.1.1. Le rapport Lawther	85
4.1.2. Le rapport Bryce-Smith-Stephens	87
4.1.3. Le rapport Woplip	89
4.1.4. Divergences au sein du comité Rowcliff	91
5. Le rôle des groupes environnementaux	94
5.1. La période Calip-Bryce-Smith	94
5.2. La période Clear-Des Wilson	95
5.2.1. Organisation de Clear	95
5.2.2. Les valeurs de Clear et de ses adversaires	97
5.2.3. Méthodes et tactiques de Clear	99
5.2.3.1. Tactique de Des Wilson	99
5.2.3.2. Autre tactique de Clear	103
5.2.3.2.1. L'engrenage	103
6. Peut-on définir clairement la position gouvernementale ?	108
7. Un nouveau concept judiciaire qui aura des incidences sur l'élaboration des décisions politiques : celui de risque opposé à celui de preuve concluante	110
8. La campagne d'Octel	111
8.1. Octel fait appel à son personnel la falsification des résultats scienti- fiques opérée par Octel	112
8.2. Les experts d'Octel	113
8.3. Les rétorques de Clear	113
8.4. Arguments d'Octel et de Clear	114
8.5. La falsification des résultats scienti- fiques opérée par Octel	114
8.6. Winneke récuse l'utilisation de ses travaux par octel	115
9. L'introduction du débat au Parlement européen	118
10. La mise en route de la Machine Administrative de la C.E.E. Ses retombées en R.F.A.	119
11. L'expertise suprême. L'expertise royale, le 9 ^e Rapport de la Commission Royale sur la Pollution Environnementale	122

11.1. Quelques-unes des recommandations de la R.C.P.	131
11.2. Réactions du gouvernement britannique au 9 ^e Rapport de la R.C.P.	132
12. Quelques remarques en guise de conclusions à l'analyse de presse	134
CONCLUSION GENERALE	137
ANNEXE	149
BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE	153
TABLE DES MATIERES	